


## ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE ET AU SUIVI-EVALUATION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE GUYANE 2014-2020



Collectivité  
Territoriale  
de Guyane



	<p><b>BRL ingénierie</b></p> <p><b>1105, Avenue Pierre Mendès-France BP 94001</b> <b>30001 NIMES CEDEX 5</b></p>
---	--

Date de création du document	13 février 2017
Contact	Damien BARRAL – Chef de projet - damien.barral@brl.fr

Titre du document	<b>Accompagnement à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du Programme de Développement Rural de Guyane 2014-2020</b>
Référence du document :	<b>GFA-A00153</b>
Indice :	<b>e</b>

Date émission	Indice	Observation	Dressé par	Vérifié et Validé par
03 mai 2017	a	Cadre de réponse aux questions évaluatives communes de la Commission Européenne et plan du rapport	Charlotte Ronan	Damien Barral
23 juin 2017	b	Réponse aux questions évaluatives communes de la Commission Européenne – format RAMO	Charlotte Ronan – Claire Mornas	Damien Barral
27 octobre 2017	c	Transmission des fiches mesures – synthèse des indicateurs par TO	Charlotte Ronan	Damien Barral
17 novembre 2017	d	Transmission du guide méthodologique pour la réponse aux questions évaluatives de l'UE pour les futurs travaux d'évaluation	Charlotte Ronan	Damien Barral
24 novembre 2017	<b>e</b>	Rapport final associé à la mission d'accompagnement à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du programme	Charlotte Ronan	Damien Barral



## Sommaire

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>1</b>
<b>1. CADRE D'INTERVENTION ET APPROCHE METHODOLOGIQUE.....</b>	<b>3</b>
<b>1.1 Une nouvelle organisation de la gestion des fonds européens pour 2014-2020</b>	<b>3</b>
1.1.1 Une régionalisation de la gestion des fonds européens pour la période 2014-2020	3
1.1.2 Une nouvelle organisation des collectivités territoriales dans les DOM-TOM	4
<b>1.2 Le PDR de Guyane 2014-2020</b>	<b>4</b>
1.2.1 La stratégie du PDRG 2014-2020 et les mesures retenues	4
1.2.2 L'évaluation de la performance	9
1.2.3 La stratégie d'évaluation du PDRG 2014-2020	10
<b>1.3 Le processus méthodologique retenu pour l'accompagnement à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du PDRG</b>	<b>12</b>
1.3.1 Des attentes renforcées de l'Union Européenne en matière de suivi-évaluation des PDR 2014-2020	12
1.3.2 Les différentes missions réalisées auprès de l'autorité de gestion en matière de mise en œuvre et suivi-évaluation du PDRG 2014-2020	13
1.3.3 Les données exploitées	18
1.3.4 Les limites rencontrées	22
<b>2. BILAN OBJECTIF SYNTHETIQUE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PDRG 2014-2020.....</b>	<b>24</b>
<b>2.1 L'organisation des structures intervenant dans la mise en œuvre du programme</b>	<b>24</b>
<b>2.2 Synthèse des éléments d'analyse de la mise en œuvre du PDRG 2014-2020</b>	<b>26</b>
<b>2.3 L'état d'avancement du programme</b>	<b>33</b>
2.3.1 Avancement par mesure et type d'opération	35
2.3.2 Localisation des aides accordées en Guyane par le PDRG	51
2.3.3 Etat d'avancement des indicateurs du programme	53
2.3.4 Avancement par priorités de développement rural et domaines prioritaires	55
<b>3. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS LIEES A LA MISE EN ŒUVRE ET AU SUIVI-EVALUATION DU PDRG 2014-2020 .....</b>	<b>66</b>
<b>3.1 Conclusions liées à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du programme</b>	<b>66</b>
<b>3.2 Recommandations liées à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du programme</b>	<b>68</b>
<b>3.3 Recommandations spécifiques aux thématiques de développement rural du PDRG</b>	<b>71</b>
<b>4. GUIDE METHODOLOGIQUE POUR LA REALISATION DES FUTURES EVALUATIONS DU PDRG 2014-2020 .....</b>	<b>73</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>81</b>
Annexe 1. Liste des personnes rencontrées dans le cadre de l'étude	83
Annexe 2. Retours de la commission européenne sur les travaux du RAMO 2016	85

## Illustrations

### TABLEAUX

Tableau 1 : Synthèse des liens mesures et sous mesures du programmes avec les domaines prioritaires – mesures 1 à 8 (source : PDRG2) .....	7
Tableau 2 : Synthèse des liens mesures et sous mesures du programmes avec les domaines prioritaires – mesures 10 à 20 (source : PDRG2).....	8
Tableau 3 : Cadre de performance inscrit dans le PDRG 2014-2020 .....	9
Tableau 4 : Etapes et échanges réalisés dans le cadre de l'étude d'accompagnement du PAE .....	21

### FIGURES

Figure 1 : Répartition des financements du PDRG en coût total sur l'ensemble des 13 mesures retenues dans le programme.....	5
Figure 2 : Répartition des financements du PDRG en FEADER sur l'ensemble des 13 mesures retenues dans le programme.....	5
Figure 3 : Tableau de mise en œuvre des évaluations pour le PDRG (prévision 2015-2016) .....	11
Figure 4 : Les questions évaluatives communes prises en compte dans la présente étude .....	16
Figure 5 : Réunions de travail avec les agents du PAE et des services métiers de la CTG en mars 2017 .....	22
Figure 6 : Organisation des différentes structures et services intervenants dans la mise en œuvre et le suivi du PDRG .....	24
Figure 7 : Couvertures de 2 plaquettes réalisées .....	27
Figure 8 : Page Facebook « Europe en Guyane » .....	28
Figure 9 : Photographie du séminaire du Réseau Rural de Guyane (février 2017) .....	30
Figure 10 : Origine des fonds programmés dans le cadre du PDRG (situation fin 2016) .....	33
Figure 11 : Aperçu de l'avancement de la programmation des mesures fin 2016 (montant Feader en €, avancement en % par rapport au montant Feader engagé prévu) .....	34
Figure 12 : Nombre de dossiers programmés par mesure fin 2016 et montant moyen du Feader par dossiers .....	34
Figure 13 : Répartition du montant FEADER des opérations programmées par région géographique guyanaise .....	51
Figure 14 : Etat d'avancement des dépenses publiques (€) du PDRG au 31 décembre 2016 et <i>taux d'avancement de la programmation par rapport aux prévisions</i> , par domaine prioritaire....	55
Figure 15 : Etat d'avancement de la participation Feader (€) du PDRG au 31 décembre 2016 et <i>taux d'avancement de la programmation par rapport aux prévisions</i> , par domaine prioritaire....	55
Figure 16 : Système commun de suivi et évaluation .....	73
Figure 17 : Facteurs impactant la construction du référentiel d'évaluation .....	74
Figure 18 : Schéma simplifié de méthode pour répondre aux questions évaluatives et facteurs de dimensionnement à considérer .....	75
Figure 19 : Sources de données, indicateurs et données qualitatives à envisager pour la réponse à une question évaluative commune .....	76
Figure 20 : Copie écran du sommaire du guide méthodologique .....	77
Figure 21 : Copie écran de l'onglet « acteurs_clés_par_priorités » .....	77
Figure 22 : Copie-écran de l'onglet présentant la méthode de réponse à la question évaluative n°1 (DP 1A) .....	78
Figure 23 : Copie écran de l'onglet « Données_complémentaires_quali » .....	79



## GLOSSAIRE

AB	Agriculture biologique
AG	Autorité de Gestion
ASP	Agence de Services et de Paiements
CCSE	Cadre Commun de Suivi et d'Evaluation
CTG	Collectivité Territoriale de Guyane
DAAF	Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
DGPAAT	Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires
DGPE	Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
DP	Domaine Prioritaire
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
FEADER	Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
FEDER	Fonds Européen de Développement Régional
GTSE	Groupe Technique Suivi-Evaluation
ICHN	Indemnité Compensatoire de Handicaps Naturels
MAAF	Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
MAEC	Mesure Agro-Environnementale et Climatique
ODEADOM	Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-Mer
ODEG	Office De l'Eau de Guyane
PAE	Pôle Affaires Européennes
PDRG	Programme de Développement Rural de Guyane
QEC	Questions Evaluatives Communes
RAMO	Rapport Annuel de Mise en Œuvre
RITA	Réseau d'Innovation et de Transfert Agricoles
RRG	Réseau Rural Guyanais
RUP	Région Ultra Périphérique
TO	Type d'Opérations
UE	Union Européenne





## PREAMBULE

La Collectivité Territoriale de Guyane (CTG) est devenue nouvelle autorité de gestion (AG) des fonds européens pour la période 2014-2020. La Guyane est en parallèle concernée par une réorganisation territoriale avec la fusion des ex conseils régional et départemental.

Les programmes ont été validés à la fin de l'année 2015 par la Commission Européenne et la programmation des premières actions a débuté pleinement au cours de l'année 2016. La CTG, et plus particulièrement son Pôle Affaires Européennes (PAE), a souhaité se faire accompagner sur la mise en œuvre et le suivi-évaluation de son programme de développement rural (PDR) 2014-2020, qui bénéficie du FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural).

L'étude commanditée poursuit les objectifs suivants :

- Réaliser une évaluation de la mise en œuvre du PDRG, en impliquant les différentes parties prenantes. Il s'agit d'aider la CTG dans ses nouvelles fonctions, en analysant et en formulant des recommandations opérationnelles sur les modalités de mise en œuvre du programme et les premières réalisations et résultats du programme. Elle s'appuie sur les 3 questions communes de mise en œuvre et doit permettre aux acteurs de la mise en œuvre et aux décideurs de procéder à d'éventuelles adaptations des modalités de mise en œuvre ou ajustements du programme.
- Accompagner le service « suivi-évaluation » du PAE dans la rédaction du rapport annuel de mise en œuvre (RAMO) 2016, par la rédaction spécifique de sa partie évaluative selon le format exigé sous SFC : réponses aux questions évaluatives communes de l'Union Européenne.
- Fournir un appui pour la mise en place d'un processus de suivi-évaluation opérationnel et adapté aux spécificités locales. Sur la base des enseignements du RAMO 2016, d'un travail concerté avec les différentes parties prenantes impliquées dans le suivi des données du programme, d'un approfondissement des guides méthodologiques nationaux et européens et d'une expertise sur le contexte guyanais, l'objectif est de fournir un outil opérationnel au service « suivi-évaluation » et « pilotage » du PAE afin d'anticiper des processus de collecte et des méthodologies de calculs des indicateurs sécurisés, fiables et pertinents pour la Guyane pour garantir la tenue des futures évaluations tout au long de la programmation.

L'étude a donné lieu à plusieurs livrables :

- La section 7 du RAMO 2016 sur les questions évaluatives communes de l'Union Européenne : 3 questions de mise en œuvre et 12 questions liées aux domaines prioritaires retenus dans le PDRG 2014-2020. Ont été capitalisés les analyses bibliographiques et les informations issues des entretiens et réunions de concertation.
- Un guide méthodologique pour la réponse aux questions évaluatives communes et le renseignement des indicateurs communs et additionnels et autres données qualitatives complémentaires.
- Des fiches mesures pédagogiques et opérationnelles, réalisées en lien étroit avec le service « suivi-évaluation » du PAE, permettant d'assurer un recueil de données organisé et sécurisé auprès des services instructeurs.

Le présent document est un document d'accompagnement de ces livrables. Il présente les différentes missions réalisées par notre équipe auprès du PAE dans le cadre de cet accompagnement à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du PDRG 2014-2020. Les conclusions et recommandations émises et une présentation du guide méthodologique y sont capitalisées.

D'une manière plus générale, cet accompagnement a permis d'organiser des temps de travail dédiés aux aspects suivi-évaluation du PDRG, qui étaient encore peu appropriés par les services de la CTG et les partenaires. Les sessions d'information organisées avec les chargées de mission « suivi-évaluation » du PAE ont été fructueuses et ont permis d'impliquer davantage les parties prenantes à cet exercice.



# 1. Cadre d'intervention et approche méthodologique

## 1.1 UNE NOUVELLE ORGANISATION DE LA GESTION DES FONDS EUROPEENS POUR 2014-2020

### 1.1.1 Une régionalisation de la gestion des fonds européens pour la période 2014-2020

Sur la période 2014-2020, l'architecture et la gouvernance des Fonds Européens Structurels et d'Investissement (FESI) ont été très largement revisitées. Leur gestion est désormais majoritairement décentralisée aux conseils régionaux dans le cadre de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi MAPTAM). L'État reste toutefois autorité de gestion d'une grande partie du FSE, de la totalité du FEAMP et d'une partie du FEADER. Il est par ailleurs garant de la coordination de l'intervention des FESI en France.

Pour le FEADER, contrairement à la période 2007-2013 où un seul Programme de Développement Rural Hexagonal (PDRH) avait été mis en place pour la métropole, la programmation du FEADER 2014-2020 est organisée de la manière suivante :

- un cadre national de périmètre principalement hexagonal qui propose un ensemble de dispositions communes aux PDR hexagonaux de manière à concentrer et cibler les interventions du FEADER dans l'hexagone en faveur de politiques liées aux Objectifs Thématiques 3, 5 et 6 (soutien aux zones défavorisées, de l'installation des jeunes agriculteurs ou de l'environnement...) ;
- 27 Programmes de Développement Rural Régionaux (PDRR) pour lesquels les Conseils régionaux sont autorités de gestion (AG) : 21 pour l'hexagone, 5 pour les RUP (dont la Guyane) et 1 pour la Corse ;
- 2 programmes nationaux pour lesquels l'État (le MAAF/DGPAAT) est autorité de gestion : un programme national de gestion des risques (PNGR) et un programme national spécifique réseau rural national.

La Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE), ex-Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT) est autorité de coordination du FEADER, conformément à l'article 66 paragraphe 4 du règlement 1305/2013. À cette fin, elle s'appuie sur le comité État-Régions, instance politique qui se décline à un niveau technique avec l'instance de coordination des AG (DGPAAT, DG des services des AG, DG ASP) et des comités techniques thématiques liés à la mise en œuvre des programmes (ex : suivi-évaluation) ou aux politiques publiques cofinancées par le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF).

À l'échelle régionale, les modalités de mise en œuvre des PDR prévoient aux côtés des Autorités de gestion, la mobilisation de l'Agence de services et de paiement (ASP) en tant qu'organisme payeur et qu'organisme de coordination des organismes payeurs de la politique agricole ainsi que l'intervention de la Commission de certification des comptes des organismes payeurs en tant qu'organisme de certification.

L'augmentation du nombre de programmes et la décentralisation de leur gestion ont eu des incidences importantes sur le déploiement des outils (outils comptables notamment) et des procédures, amenant à des retards importants dans la programmation du FEADER qui perdurent jusqu'à 2017.

L'année 2014 a constitué une année de transition entre les deux programmations 2007-2013 et 2014-2020. Un règlement de transition a ainsi prévu que des mesures puissent être mises en œuvre selon les règles de la programmation 2007-2013 avec des fonds 2014-2020. En France, le ministère de l'agriculture a décidé quelles sous-mesures pouvaient être activées en régions : MAEC, ICHN, DJA, 4.4, ainsi que d'autres mesures laissées au choix des régions.

## 1.1.2 Une nouvelle organisation des collectivités territoriales dans les DOM-TOM

Rejeté jusqu'alors par la population locale, le principe de Collectivité unique a été approuvé à 57,48 % en Guyane le 24 janvier 2010.

La CTG a ainsi été créée le 18 décembre 2015, regroupant les compétences des conseils régional et départemental<sup>1</sup>. Elle est dotée d'une assemblée délibérante, élue dans le cadre d'une circonscription électorale unique dévisée en sections. Elle emploie en 2017 près de 3 700 agents.

La CTG devient donc nouvelle autorité de gestion des fonds européens pour la période 2014-2020. Un nouveau pôle de compétences est créé au sein de la CTG pour assurer le pilotage et la gestion des FESI en Guyane, « le Pôle Affaires Européennes » (PAE). Il est divisé en 3 directions :

- Direction « Pilotage » ;
- Direction « Gestion et contrôles » ;
- Direction « Instruction ».

Début 2017, ce pôle intégrait 56 agents. Il est organisé selon une logique interfonds pour assurer une certaine transversalité, souhaitée par l'Union européenne. Le transfert de personnels a été réalisé en majorité en 2015. Au final, les agents du PAE proviennent pour un tiers des services de l'Etat (SGAR, préfecture, Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt), pour un tiers, de l'ex-conseil régional et pour un autre tiers, de l'ex-conseil départemental.

Le pôle technique et d'animation est confié à d'autres services de la CTG, services historiques du conseil régional de Guyane, en charge de l'aménagement, de l'agriculture, de la forêt, de l'équipement et de la formation. Les agents de ces services participent aux groupes techniques qui examinent les dossiers de subvention et gèrent les actions d'animation locale avec le Réseau Rural, le RITA soutenus par le FEADER et le dispositif d'appui au développement territorial soutenu par le FEDER.

## 1.2 LE PDR DE GUYANE 2014-2020

### 1.2.1 La stratégie du PDRG 2014-2020 et les mesures retenues

Le PDR de la Guyane est doté pour la période 2014-2020 de 173,5 millions d'euros, dont 112 millions d'euros de FEADER et 61,5 millions d'euros de contreparties nationales.

Pour rappel, pour la période de programmation précédente, il disposait de 74,4 millions d'euros de FEADER. Son enveloppe financière a ainsi été considérablement augmentée entre les deux programmations au regard des besoins constatés.

Les objectifs principaux du PDRG 2014-2020, auxquels environ 80 % des ressources financières seront consacrées, sont :

- l'amélioration des conditions de vie de la population des zones rurales ;
- le développement de la production agricole locale, afin d'améliorer l'approvisionnement alimentaire de ce territoire ;
- et l'amélioration de la performance économique des forêts guyanaises, dans le cadre d'une gestion forestière durable.

---

<sup>1</sup> Loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique.

De manière plus précise, le programme se fixe les objectifs suivants pour la programmation 2014-2020 :

- 350 exploitations aidées pour des projets de modernisation et développement ;
- 93 projets d'installation agricole de jeunes agriculteurs afin de garantir le renouvellement générationnel ;
- des actions de formation destinées à plus de 1 000 participants des secteurs agricole et forestier.
- 50 % des ressources du programme utilisées pour améliorer les services et infrastructures dans les zones rurales, avec l'objectif d'atteindre 88 % de la population bénéficiant de services et infrastructures améliorés ;
- près de 90 projets de coopération soutenus, dans des domaines très divers ;
- environ 25 % de la surface agricole concernée par des mesures agroenvironnementales, avec l'objectif de réduire l'empreinte des activités agricoles sur l'eau et la biodiversité ;
- accroissement de l'utilisation de bois en tant que ressource renouvelable, dans le cadre d'une gestion forestière durable.

Pour parvenir à ces objectifs, le PDRG s'est fixé 13 mesures à mettre en œuvre, déclinées en 46 types d'opérations (TO).

Les figures suivantes présentent la répartition des financements de la maquette du PDRG selon les différentes mesures retenues, en millions d'euros (figure 2, en coût total du programme et figure 3, en FEADER).

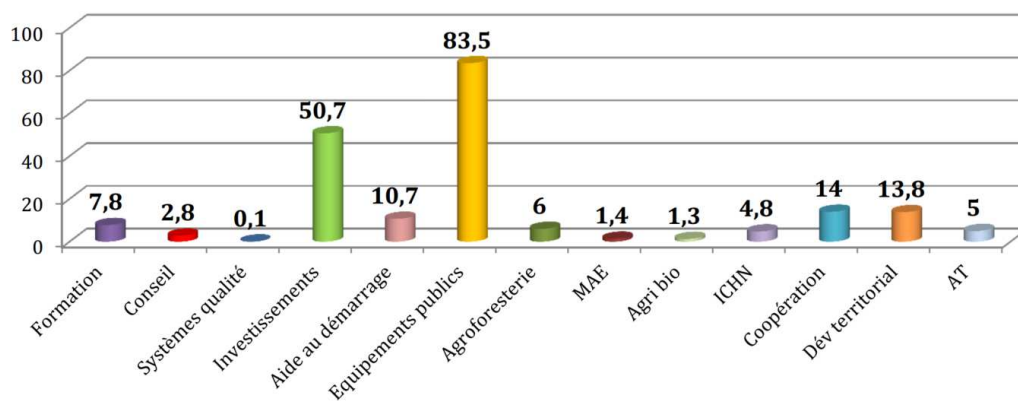


Figure 1 : Répartition des financements du PDRG en coût total sur l'ensemble des 13 mesures retenues dans le programme

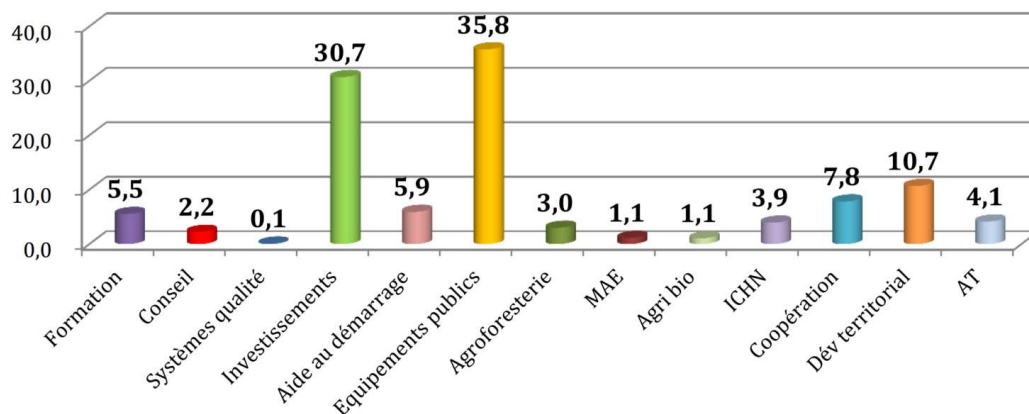


Figure 2 : Répartition des financements du PDRG en FEADER sur l'ensemble des 13 mesures retenues dans le programme

L'ensemble de ces types d'opérations couvrent les 13 domaines prioritaires (DP) identifiés pour le développement rural de la Guyane :

- DP 1.A : Favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales
- DP 1.B : Renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement
- DP 1.C : Favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie
- DP 2.A : Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole
- DP 2.B : Faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations
- DP 2.C+ : Améliorer la performance économique des exploitations forestières dans le cadre d'une gestion durable des forêts
- DP 3.A : Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles
- DP 4.A : Restaurer, préserver et renforcer la biodiversité, y compris dans les zones relevant de Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et les zones agricoles à haute valeur naturelle, ainsi que les paysages européens
- DP 4.B : Améliorer la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides
- DP 4.C : Prévenir l'érosion des sols et améliorer la gestion des sols
- DP 5.C : Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, des résidus et d'autres matières premières non alimentaires à des fins de bio économie
- DP 5.E : Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie
- DP 6.B : Promouvoir le développement local dans les zones rurales.

Les tableaux ci-dessous rappellent, par domaine prioritaire retenu par la Guyane, les mesures et sous-mesures qui seront réalisés dans le cadre du PDRG 2014-2020.

Mesures et sous-mesures du PDRG 2				DOMAINES PRIORITAIRES												
				Innovation / coopération	Compétitivité			Gestion	Restauration / préservation des écosystèmes				Changements énergétiques		Dvpt. économique	
				Priorité 1	2A	2B	2C	3A	4A	4B	4C	5C	5E	6B		
1	Transferts de connaissances et actions d'information	1.1.1	Formation professionnelle spécifique agricole.	Contributions Transversales	X		X			X	X	X				
		1.2.1	Diffusion de connaissances à destination des actifs des petites exploitations agricoles		X											
		1.2.2	Information et diffusion de connaissances et de pratiques agricoles et forestières		X		X	X								
2	Services de conseil, d'aide à la gestion agricole et de remplacement sur l'exploitation	2.1.1	Conseil aux entreprises		X	X	X	X	X	X	X					
		2.2.1	Remplacement		X											
		2.3.1	Formation des conseillers		X		X	X	X	X	X					
3	Systèmes de qualité applicables aux prduits agricoles et aux denrées alimentaires	3.1.1	Systèmes qualité						X							
4	Investissements physiques	4.1.1	Modernisation des exploitations agricoles		X											
		4.2.1	Industries Agroalimentaires					X								
		4.3.1	Gestion et aménagement du territoire agricole			X										
		4.3.3	Dessertes Bois œuvre				X									
		4.3.4	Dessertes Bois énergie										X			
		4.4.1	investissements agricoles non productifs							X		X		X		
6	Aides à l'installation et au développement des exploitations agricoles et des entreprises	6.1.1	DJA			X										
		6.3.1	DPA		X											
		6.4.1	Aide aux entreprises d'exploitation de bois- énergie et de biomasse										X			
7	Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales	7.1.1	Plans et schémas de développement des zones rurales													X
		7.2.1	Adduction en eau potable en zone rurale													X
		7.2.2	Assainissement en zone rurale													X
		7.2.3	Voiries rurales													X
		7.2.4	Electrification en zone rurale													X
		7.2.5	Gestion des déchets en zone rurale													X
		7.2.6	Centres IOC social et médico-social (Camopi + Grand Santi) + PMI													X
8	Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts	8.2.1	Agroforesterie											X		
		8.6.1	Exploitations forestières				X									

Tableau 1 : Synthèse des liens mesures et sous mesures du programmes avec les domaines prioritaires - mesures 1 à 8  
(source : PDRG2)



Mesures et sous-mesures du PDRG 2				DOMAINES PRIORITAIRES											
				Innovation / coopération	Compétitivité			Gestion	Restauration / préservation des écosystèmes				Changements énergétiques		Dvpt. économique
				Priorité 1	2A	2B	2C	3A	4A	4B	4C	5C	5E	6B	
10	Mesures agroenvironnementales et climatiques	10.1.11	Augmentation du pouvoir de séquestration des prairies pour l'introduction de légumineuses	Contributions transversales									X		
		10.1.21	Mise en place de pièges à taons en élevage						X						
		10.1.22	Suppression des traitements phytosanitaires herbicides en arboriculture fruitière							X					
		10.1.23	Suppression des traitements phytosanitaires insecticides ou cryptogamiques sur ananas						X						
		10.1.24	Enherbement sous culture arboricoles pérennes et semi-pérennes							X					
		10.1.25	Mise en place d'un paillage végétal sur cultures annuelles et pérennes							X					
		10.1.31	Préservation et entretien de haies existantes localisées de manière ciblée					X							
		10.1.32	Maintien et entretien d'une bande de végétation boisée en bord d'eau					X							
11	Agriculture biologique	11.1.1	Conversion Bio					X	X	X					
		11.2.1	Maintien Bio					X	X	X					
13	Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (ICHN)	13.2.1	ICHN (Indemnités Compensatoire des Handicaps Naturels)					X							
16	Coopération	16.1.1	Coopération pour l'innovation agricole		X										
		16.2.1	Soutien aux projets agricoles et agro-alimentaires innovants		X										
		16.4.1	Animation et structuration des filières agricoles					X							
		16.5.1	Animation environnementale						X	X	X				
		16.6.1	Animation Bois-Energie et Biomasse-Energie									X			
		16.8.1	Exploitation forestière à faire impact				X								
19	Soutien au développement local (LEADER)	19.1.1	Préparation Stratégies LEADER											X	
		19.2.1	Opérations LEADER											X	
		19.3.1	Coopération LEADER											X	
		19.4.1	Animation et Fonctionnement LEADER											X	
20	Assistance Technique	20	Assistance Technique												

Tableau 2 : Synthèse des liens mesures et sous mesures du programmes avec les domaines prioritaires - mesures 10 à 20 (source : PDRG2)

## 1.2.2 L'évaluation de la performance

La performance des mesures mises en œuvre sera déterminante pour l'allocation de la réserve de performance, établie par l'Union Européenne à 6 % du budget FEADER alloué au PDRG. Pour cela, en 2018, les valeurs des indicateurs de réalisation devront atteindre les valeurs intermédiaires fixées dans le cadre de performance du PDRG.

Le cadre de performance défini pour le PDRG 2014-2020 est le suivant :

Priorité	Indicateur et unité de mesure, s'il y a lieu	Indicateur(s) de réalisation rattaché(s)	Cible 2023 (a)	Valeur intermédiaire 2018 % (c)	Valeur absolue de la valeur intermédiaire (a-b)*c
P2: amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts	Total des dépenses publiques P2 (EUR)	O1	62 665 5 00,00	25%	13 373 823,5
	Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A) + exploitations avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	O4	446,0	25%	111,5
P3: promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture	Total des dépenses publiques P3 (EUR)	O1	7 256 132,0	40%	
	Nombre d'exploitations agricoles soutenues percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux/circuits d'approvisionnement courts ou des groupements de producteurs (domaine prioritaire 3A)	O4, O9	204,0	81,6	
P4: restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie	Total des dépenses publiques P4 (EUR)	O.1	7 825 78 1,00	30%	2 265 558,0
	Terres agricoles sous contrats de gestion contribuant à la biodiversité (ha) (domaine prioritaire P4A) + amélioration de la gestion de l'eau (ha) (domaine prioritaire 4B) + amélioration de la gestion des sols et prévention de l'érosion des sols (ha) (domaine prioritaire 4C)	O.5	6 588,0	25%	1 647,0
P5: promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie	Total des dépenses publiques P5 (EUR)	O.1	8 165 000,0	5%	257 647,1
	Terres agricoles et forestières sous contrats de gestion visant à promouvoir la séquestration/conservation du carbone (ha) (domaine prioritaire 5E) + terres agricoles sous contrats de gestion visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou les émissions d'ammoniac (ha) (domaine prioritaire 5D) + terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (ha) (domaine prioritaire 5A)	O.5	599,0	25%	149,8
	Nombre d'opérations d'investissements dans les économies d'énergie et l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B) + dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	O.3	18,0	25%	4,5
P6: promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales	Total des dépenses publiques P6 (EUR)	O.1	82 700 411,8	15%	8 195 294,1
	Nombre d'opérations bénéficiant d'un soutien visant à améliorer les services de base et les infrastructures dans les zones rurales (domaines prioritaires 6B et 6C)	O.3	116,0	15%	17,4
	Population concernée par les groupes d'action locale (domaine prioritaire 6B)	O.18	75 000,0	100%	75 000,0

Tableau 3 : Cadre de performance inscrit dans le PDRG 2014-2020

### 1.2.3 La stratégie d'évaluation du PDRG 2014-2020

Afin de répondre à ces nouvelles exigences de l'Union Européenne en termes de suivi et d'évaluation, la CTG a élaboré une stratégie d'évaluation, qui intègre l'évaluation de réalisation, de résultat, ainsi que de la performance.

Pour une meilleure synergie et cohérence entre les différents fonds européens dont bénéficie la CTG, cette stratégie d'évaluation a été définie à l'échelle interfonds européens. Un plan d'évaluation global a ainsi été élaboré en intégrant le FEDER/FSE, le PCIA, le FEADER et le FEAMP.

Par ailleurs, 2 ETP sont affectés à l'assistance technique pour la réalisation du suivi et de l'évaluation de ces différents programmes au sein du PAE.

Les moyens financiers mis en œuvre pour l'évaluation du FEADER est de l'ordre de 320 000 €. Le tableau ci-dessous présente les étapes de mise en œuvre de l'évaluation du PDRG, définies dans le cadre du plan d'évaluation interfonds de la Guyane. Ces étapes permettront de réaliser des bilans d'exécution sur les montants affectés, le nombre de projets soutenus, ainsi que le niveau d'atteinte des cibles prédéterminées ex-ante.

Axes/ Priorités	Objectifs thématiques	Objectifs spécifiques	Evaluation associée	Code	Budget
P1: favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales	OT1 - Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation	1A) Favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales	(T) Innovation et compétitivité des entreprises	E29	40 000
		1B) Renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement			
	OT10 - Education, compétence et apprentissage en permanence	1C) Favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie			
P2: amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts	OT3- Renforcer la compétitivité des PME	2A) Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole	(T) Emploi et formation	E30	40 000
P3: promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture		3A) Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles			
P4: restaurer, préserver et renforcer	OT6- Protéger l'environnement	4A) Restaurer, préserver et renforcer la biodiversité, y compris dans les zones	(T) Développement des services de base	E31	30 000

Les thématiques d'évaluation sont transversales, et non pas automatiquement liées à un OT-OS

les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie	et encourager l'utilisation rationnelle des ressources	relevant de Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et les zones agricoles à haute valeur naturelle, ainsi que les paysages européens 4B) Améliorer la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides			
	OT5- Promouvoir l'adaptation aux changements climatiques ainsi que la prévention et la gestion des risques	4C) Prévenir l'érosion des sols et améliorer la gestion des sols	(T) Développement durable de l'agriculture	E32	30 000
P5: promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie	OT4- Soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 dans tous les secteurs	5C) Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, des résidus et d'autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie 5E) Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie	(T) Les mesures LEADER/ GAL	E33	40 000
P6: promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales	OT9- Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté	6B) Promouvoir le développement local dans les zones rurales			
Ensemble des axes	Ensemble des OT	Ensemble des OS	Evaluation (d'impact) transversale mi-parcours	E34	50 000
AT	AT	Ensemble des OS	Evaluation de mise en œuvre : Avancement de la programmation et dispositif d'évaluation et de communication/ l'animation territoriale et l'appui aux porteurs de projets	E35	30 000
Ensemble des axes	Ensemble des OT	Ensemble des OS	Impact (ex post) : Impacts du PO par rapport à la stratégie Europe 2020 et aux objectifs d'égalité des chances, de non-discrimination et de développement durable	E36	60 000
TOTAL FEADER					320 000 €

Source : Plan d'évaluation interfonds, Région Guyane 2014-2020

Figure 3 : Tableau de mise en œuvre des évaluations pour le PDRG (prévision 2015-2016)

## 1.3 LE PROCESSUS METHODOLOGIQUE RETENU POUR L'ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE ET AU SUIVI-EVALUATION DU PDRG

### 1.3.1 Des attentes renforcées de l'Union Européenne en matière de suivi-évaluation des PDR 2014-2020

Dans un contexte d'optimisation des interventions publiques et de contraintes budgétaires, et afin de contribuer le plus fortement possible à la stratégie Europe 2020 (et à la politique agricole commune pour les PDR), la période 2014-2020 se caractérise par de fortes attentes sur la performance des programmes européens. Celles-ci se traduisent notamment par un renforcement de la conditionnalité des versements des fonds et un pilotage davantage axé sur les résultats.

Un ensemble de mesures a été pris dès l'élaboration des programmes pour renforcer l'approche par les résultats : articulation claire des objectifs spécifiques, logique d'intervention avec des objectifs mesurables, introduction de conditionnalités ex-ante, mise en place du cadre de performance avec l'identification de valeurs cibles intermédiaires, etc.

Durant la mise en œuvre des programmes, la recherche de performance s'appuie aussi sur un pilotage par les résultats, ce qui induit des exigences croissantes et renforcées en matière de suivi-évaluation :

- Un système d'indicateurs pour traduire les objectifs des programmes.  
La Commission a renforcé ses attentes concernant le plan des indicateurs par rapport à la programmation précédente. À chaque domaine prioritaire est ainsi rattaché un indicateur et une valeur cible à atteindre en 2020, afin d'éclairer l'atteinte des objectifs de l'Union européenne.
- Un cadre de performance pour apprécier l'atteinte des objectifs.  
Les règlements prévoient une réserve de performance de 6 % de la maquette totale et dont le versement est conditionné à l'atteinte des cibles fixées dans le cadre de performance.  
D'un point de vue économique, la création de cette réserve de performance permet de limiter les coûts d'opportunité relatifs à l'engagement de fonds européens en faveur de priorité dont la mise en œuvre s'avèrerait difficile ou inefficace, et d'optimiser l'allocation des ressources budgétaires vers les priorités qui se sont avérées les plus efficaces au cours des premières années de la programmation
- Un ciblage des évaluations pour apprécier la performance des programmes.  
L'évaluation acquiert une importance stratégique dans la nouvelle programmation, portant au-delà de la mise en œuvre sur la mesure de la performance des programmes au regard des objectifs de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive.  
Afin de rendre compte de l'efficacité, de l'efficience et de l'impact des programmes, l'établissement et la mise en œuvre d'un système de suivi adapté et efficace constitue un prérequis indispensable.

La CTG se retrouve ainsi devant un triple défi à relever :

- **Intégrer la compétence de gestion du PDRG**, et au-delà, de tous les fonds européens en Guyane ;
- **Assurer la mise en œuvre de processus de qualité et suffisamment sécurisés** ;
- **Renforcer le pilotage des programmes par la performance**, pour répondre aux nouvelles exigences de l'UE, tant sur le plan financier que sur celui des réalisations et résultats.

### 1.3.2 Les différentes missions réalisées auprès de l'autorité de gestion en matière de mise en œuvre et suivi-évaluation du PDRG 2014-2020

*Les missions revêtent un caractère stratégique pour la CTG. Cette dernière souhaite en effet disposer d'éléments d'analyse, de recommandations, d'outils et de procédures testés et de qualité pour mener à bien les évaluations de son PDR tout au long de la période de programmation, en se conformant au cadre strict et renforcé de l'Union européenne en 2014-2020.*

#### 1.3.2.1 Evaluation de la mise en œuvre du PDRG 2014-2020 et accompagnement au renseignement du RAMO 2016 - Questions évaluatives communes de mise en œuvre et questions évaluatives communes liées aux domaines prioritaires du PDRG 2014-2020

#### OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION DE MISE EN ŒUVRE

Les évaluations de mise en œuvre n'occupent pas une place centrale dans les référentiels communautaires. Les guides relatifs au suivi-évaluation du FEADER sont essentiellement centrés sur les questions de suivi de la performance et des évaluations d'impact.

La conduite d'évaluations de mise en œuvre ne revêt aucun caractère obligatoire et ne répond pas à un référentiel communautaire normé. Pour autant, au regard de notre expérience acquise sur cette nouvelle période, celle-ci ne doit pas être considérée comme un exercice annexe. La CTG a souhaité l'inscrire dans son plan d'évaluation au regard des profonds changements d'organisation à l'œuvre par rapport à la précédente programmation.

*L'évaluation de mise en œuvre a vocation à aider la Collectivité Territoriale de Guyane dans ses nouvelles fonctions, en analysant et en formulant des recommandations opérationnelles sur les modalités de mise en œuvre du programme (actions d'animation et de communication, de gestion et de sécurisation de la programmation, gouvernance, etc.) et les premières réalisations et résultats du programme sur la période 2014-2017.*

Cette évaluation de mise en œuvre répond par ailleurs à un enjeu opérationnel en contribuant à l'élaboration du rapport annuel de mise en œuvre (RAMO) 2016, qui doit être remis à la Commission Européenne le 30 juin 2017.

#### DES RAMO AUX EXIGENCES RENFORCEES, AVEC UNE PARTIE « ÉVALUATIVE »

Si l'essentiel de la matière sollicitée dans le cadre des RAMO repose sur la valorisation des données de suivi financier et des indicateurs, on relève un renforcement des exigences de nature « évaluatives » sur l'ensemble des FESI. Le RAMO 2016 est ainsi pour la première fois un RAMO dit « renforcé » : il intègre une série de questionnements complémentaires, qui relèvent davantage d'une approche évaluative « en continu » que d'un suivi « traditionnel ». Il s'agit donc de volets nouveaux, qui peuvent soulever des éléments de complexité.

Le RAMO PDR présente les exigences les plus importantes, avec le remplissage de nombreux tableaux de bord de suivi en lien avec les différents indicateurs et domaines prioritaires-priorités de l'UE en matière de développement rural. Plus largement le RAMO PDR est confronté à la difficulté de garantir un suivi performant et fiable des indicateurs.

*La réponse aux questions évaluatives communes liées aux domaines prioritaires ainsi qu'à la mise en œuvre du programme doit être intégrée dans le RAMO 2016. Elles représentent la partie évaluative du RAMO 2016.*



Ainsi, l'objectif est :

- Dans un premier temps, réaliser une synthèse des données disponibles, réaliser des rencontres avec les acteurs clés de la mise en œuvre du programme et répondre aux questions évaluatives communes relatives à la mise en œuvre du programme.
- Dans un second temps, assurer un accompagnement rapproché à l'équipe « suivi-évaluation » du PAE pour répondre aux questions évaluatives communes relatives aux domaines prioritaires et proposer des recommandations méthodologiques pour la suite (lien avec la mission décrite au paragraphe 1.3.2.2).  
Une analyse des premières réalisations du programme et du bilan financier a été réalisée et des entretiens avec des acteurs clés ont été menés pour compléter les réponses aux questions évaluatives.

Des échanges ont été réalisés pendant ce travail de rédaction avec la Direction du PAE et par les services « suivi-évaluation » et « pilotage » du programme pour affiner certains passages. Enfin, une relecture de la réponse à chaque question évaluative a été assurée par ces mêmes services avant envoi à la Commission Européenne, fin juin 2017.

## LES QUESTIONS EVALUATIVES COMMUNES CONSIDEREES POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LES ENJEUX SOULEVES

L'évaluation de la mise en œuvre du programme est guidée par :

- les questions d'évaluation liées à d'autres aspects du PDR, qui concernent plus spécifiquement la mise en œuvre du programme :
  - ▶ QEC n°19 : « Dans quelle mesure les synergies entre les priorités et les domaines prioritaires ont-elles renforcé l'efficacité du PDR ? » ;
  - ▶ QEC n°20 : « Dans quelle mesure l'assistance technique a-t-elle contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 59 du règlement (UE) no 1303/2013 et à l'article 51, paragraphe 2, du règlement (UE) no 1305/2013 ? » ;
  - ▶ QEC n°21 : « Dans quelle mesure le RRN a-t-il contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) no 1305/2013 ? ».
- Plus indirectement, par les questions d'évaluation liées aux domaines prioritaires, qui permettent de s'interroger sur les premiers résultats obtenus par le programme (*cf. paragraphe suivant*).

Ces questions évaluatives mettent en évidence 4 enjeux clés :

- La performance : dans quelle mesure l'ensemble des étapes du processus de mise en œuvre contribue à axer l'action opérationnelle vers la performance ? (ciblage de la communication, efficacité des modalités de sélection des projets, articulation entre les différents services concernés par la mise en œuvre (à la CTG et au niveau des services de l'État), fonctions d'alerte, et intégration de cet enjeu à la gouvernance des programmes.) ;
- La dynamisation de la programmation : dans quelle mesure les outils mis en place ont contribué à la dynamisation de la programmation ? (actions de communication, accès aux fonds, structuration et réactivité des instances de gouvernance, articulation avec les contreparties nationales) ;
- La sécurisation des données et des procédures au regard de la réglementation en vigueur : enjeux de mise en place de procédures (guides des indicateurs, actions de formation, procédures de contrôle qualité). Problématiques en matière de système d'information (contrôle de complétudes, contrôles automatiques de la cohérence, calculs des doubles comptes) ;
- La lisibilité et l'attractivité : Quelles communications et informations (stratégie de communication, site Web, information des bénéficiaires et publicité du rôle et des réalisations de la politique de cohésion et des Fonds auprès des citoyens, clarté des informations) ?



## LES QUESTIONS EVALUATIVES COMMUNES LIEES AUX DOMAINES PRIORITAIRES RETENUS EN GUYANE

Les questions d'évaluation considérées sont les suivantes, au nombre de 13 :

- En lien avec la priorité 1 de développement rural (DP 1A, 1B, 1C) :
  - ▶ QEC n°1 : « Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales ? » ;
  - ▶ QEC n°2 : « Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles favorisé le renforcement des liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances environnementales ? » ;
  - ▶ QEC n°3 : « Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie ? ».
- En lien avec la priorité 2 de développement rural (DP 2A, 2B, 2C+) :
  - ▶ QEC n°4 : « Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à l'amélioration des performances économiques, à la restructuration et à la modernisation des exploitations bénéficiant d'un soutien, notamment en augmentant leur participation au marché et la diversification agricole ? » ;
  - ▶ QEC n°5 : « Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations ? » ;
  - ▶ QEC n° « 4bis »<sup>2</sup> : « Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à l'amélioration des performances économiques, à la restructuration et à la modernisation des exploitations forestières bénéficiant d'un soutien ? ».
- En lien avec la priorité 3 de développement rural (DP 3A) :
  - ▶ QEC n°6 : « Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles ? ».
- En lien avec la priorité 4 de développement rural (DP 4A, 4B, 4C) :
  - ▶ QEC n°8 : « Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l'amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et l'agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens ? » ;
  - ▶ QEC n°9 : « Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'amélioration de la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides ? » ;
  - ▶ QEC n°10 : « Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l'érosion des sols et l'amélioration de la gestion des sols ? ».
- En lien avec la priorité 5 de développement rural (DP 5C et 5E) :
  - ▶ QEC n°13 : « Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergies renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bio économie ? » ;
  - ▶ QEC n°15 : « Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie ? ».

<sup>2</sup> Questions évaluative commune numérotée de la sorte - « 4bis » - car elle n'est pas apparentée à un DP proposé par l'Union Européenne mais à un DP spécifique à la Guyane.

- En lien avec la priorité 6 de développement rural (DP 6B) :
  - ▶ QEC n°17 : « Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales ? ».

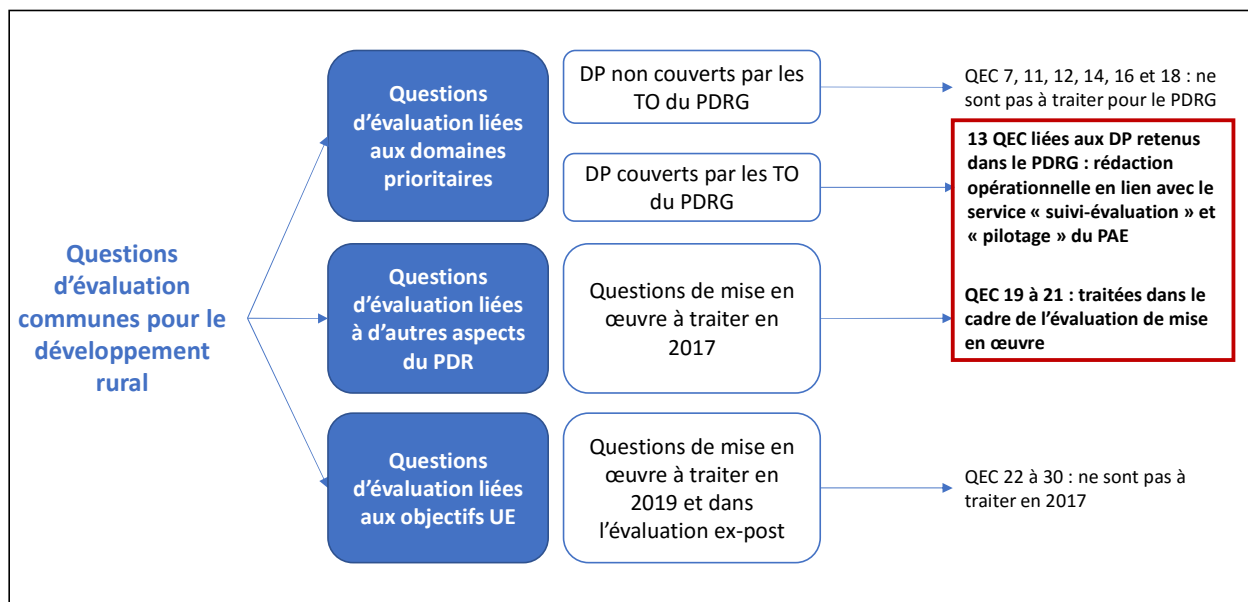


Figure 4 : Les questions évaluatives communes prises en compte dans la présente étude

## FORMAT DE REPONSE AUX QUESTIONS EVALUATIVES COMMUNES – SFC

Les réponses apportées aux différentes questions évaluatives communes respectent la trame SFC imposée (section 7 du RAMO). Les parties à renseigner sont précisées ci-dessous :

- 1- Liste des mesures contribuant au domaine prioritaire ;
- 2- Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC ;
- 3- Méthodes appliquées ;
- 4- Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données ;
- 5- Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation ;
- 6- Réponse à la question d'évaluation ;
- 7- Conclusions et recommandations.

### 1.3.2.2 Assistance méthodologique pour la réponse aux questions évaluatives communes et le renseignement des indicateurs dans le cadre des futures évaluations du PDRG 2014-2020

#### OBJECTIFS

*L'objectif de cette troisième mission est de fournir un appui pour la mise en place d'un processus de suivi-évaluation opérationnel et adapté aux spécificités locales de la Guyane pour le PDRG 2014-2020.*

Il s'agit de proposer une méthodologie pour la mise en place d'un suivi efficace (périmètre des indicateurs, méthode de calcul, obtention et sources des données, etc.) et la réalisation des évaluations (modalités de réponse aux différentes questions évaluatives, critères de jugement pertinents, acteurs à associer à la démarche d'évaluation, etc.).

Plus précisément, cette mission a donné lieu à l'élaboration d'un guide méthodologique sous format Excel et de fiches mesures exploitables par les services instructeurs pour sécuriser le recueil des données de suivi nécessaires aux futures évaluations.

La réalisation de cette mission, en 3 étapes successives, s'est basée sur :

- La capitalisation du travail réalisé pour le renseignement du RAMO 2016.  
Les informations et méthodes utilisées en 2017 pour le RAMO 2016 ont été valorisées dans le guide méthodologique comme base de travail. Bien qu'il repose sur un nombre limité de données quantitatives disponibles, le renseignement du RAMO 2016 a permis d'engager la réflexion sur les points suivants :
  - ▶ Quels acteurs associer à la réflexion et détenteurs de données clés ?
  - ▶ Quelles informations qualitatives peuvent venir pertinemment compléter l'analyse ?
  - ▶ Quelles limites méthodologiques sont relevées pour répondre à la question ?
  - ▶ Quels sont les contributions secondaires significatives à tel et tel domaine prioritaire ?
  - ▶ Quels critères de jugement sont adaptés ou non au contexte guyanais ?
  - ▶ Quelles sources de données mobiliser pour l'actualisation des indicateurs de contexte du PDRG ?
  - ▶ Etc.
- Cette base de travail a été croisée avec une analyse approfondie et une recherche d'adaptation au contexte guyanais des cadres méthodologiques européens et nationaux pour les évaluations des PDR 2014-2020. La connaissance des acteurs du monde rural guyanais et des limites existant en Guyane sur la récolte et l'existence même de certaines données ont été mises à contribution pour rationaliser et optimiser les méthodes proposées par les consultants (données visées, moyens humains disponibles, outils mobilisables, etc.).  
Les retours de la commission européenne sur les travaux d'évaluation du RAMO 2016, bien que limitées en 2017, ont permis de mettre en évidence le besoin de sécurisation du recueil de données pour les prochaines évaluations. Cette recommandation a été prise en compte et intégrée pleinement au travail réalisé.
- Un important travail de concertation avec les services du PAE, de la DAAF et des GAL a ensuite été réalisé sous forme de réunions techniques pour consolider, fiabiliser et adapter de la meilleure manière possible les propositions émises. Après avoir été stabilisé avec le service « suivi-évaluation » et « pilotage » du PAE, le guide méthodologique a été présenté aux différents services instructeurs des mesures du PDRG (services instructeurs du PAE, services instructeurs de la DAAF, Groupes d'Actions Locales LEADER) pour partager le travail réalisé, s'assurer de sa pertinence et de son opérationnalité. Suite à ce travail, certaines données manquantes et facilement disponibles ainsi que des sources de données non identifiées auparavant ont été ajoutées et les analyses évaluatives qualitatives qui peuvent être apportées en réponse aux questions évaluatives ont été complétées.

L'objectif de ce travail de concertation était également d'informer les services instructeurs sur les modalités de réalisation des futures évaluations du PDRG 2014-2020 afin qu'ils en deviennent de réelles parties prenantes, en assurant une collecte et une remontée de données fiable et sécurisée.

A l'issue de ce travail de partage, des fiches mesures dédiées ont été transmises aux services instructeurs afin qu'ils disposent d'un outil opérationnel de recueil de données de suivi en vue des futures évaluations.

### 1.3.3 Les données exploitées

Les missions menées auprès de la Collectivité Territoriale de Guyane nécessitent de disposer d'éléments de suivi et de compréhension du contexte, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation du PDR de Guyane.

Ces éléments reposent sur :

- Des données factuelles et quantitatives qui permettent de tirer des éléments objectifs sur le fonctionnement du programme et sur les réalisations et résultats associés (organigrammes, documents de mise en œuvre, bilans financiers de la mise en œuvre des TO, indicateurs, documents de contexte, etc.) ;
- Des données factuelles et quantitatives sur le suivi-évaluation du programme (plan des indicateurs, cadre de performance, cibles des indicateurs, etc.) et des guides au niveau national et européen pour ce qui est de la conduite des travaux d'évaluation.
- Des données plus qualitatives basées sur l'expérience et le ressenti des acteurs clés et des partenaires, qui permettent de relativiser certaines données chiffrées et de mieux évaluer l'impact et l'effet de la mise en œuvre du programme sur le terrain. Ces données ont été obtenues à travers les réunions, entretiens, ateliers réalisés pendant deux déplacements des consultants en Guyane, en mars et septembre 2017.

Pour être correctement interprétées, ces données doivent être exploitées en tenant compte du contexte du programme en lui-même (stratégie, mise en œuvre, évolutions éventuelles, etc.) et des éléments socio-économiques, politiques et structurels régionaux.

## SYNTHESE BIBLIOGRAPHIQUE DES DONNES A DISPOSITION

La réalisation des missions s'appuie sur un grand nombre de documents et d'outils, utiles à la mise en œuvre de la démarche et en particulier :

- Des données relatives au contexte socio-économique et rural de la Guyane : diagnostic territorial du PDR, SAR, PRAD, données socio-économiques de l'IEDOM et de l'INSEE, etc.
- Des documents et outils liés au PDR 2014-2020 de Guyane :
  - ▶ Programme de Développement Rural 2007-2013 et 2014-2020,
  - ▶ Tableaux de bord de suivi,
  - ▶ Documents et outils de mise en œuvre (conventions de délégation de tâches, conventions cofinanceurs, DDMO, piste d'audit générale, outils de gestion internes, fiches de procédures, etc.),
  - ▶ Documents de gestion,
  - ▶ Fiche mesures et TO éditées par le service Pilotage,
  - ▶ Grilles de sélection détaillées des projets,
  - ▶ Recueil des indicateurs de réalisation suivis par les services instructeurs de la DAAF et du PAE,
  - ▶ Documents de communication et d'information,
  - ▶ Comptes rendus de réunions (Comités de programmation, réunions techniques, etc.).

- Les évaluations antérieures ayant trait au PDR en Guyane :
  - ▶ Évaluation ex-post du PDR 2007-2013 ;
  - ▶ Évaluations ex-ante et environnementale du PDR 2014-2020.
- Les documents guides nécessaires à la rédaction des RAMO 2016 :
  - ▶ Trame SFC du RAMO 2016 (parties à remplir, nombre de caractères, etc.) ;
  - ▶ Guidelines « Assessment of RDP Results : How to prepare for reporting on evaluation in 2017 »  
- European Evaluation Helpdesk for rural development
  - ▶ Document de travail « Questions relatives à l'évaluation – questions envoyées par la France »  
- European Evaluation Helpdesk for rural development
  - ▶ Grille de réponse aux questions évaluatives communes des programmes de développement rural 2014-2020 en France et guide sur les indicateurs communs de résultats des PDR 2014-2020 en France (dont manuels d'utilisation).
- Les retours de la commission européenne d'août 2017 suite à la transmission du RAMO 2016 fin juin 2017.

## SYNTHESE DU PROCESSUS MIS EN PLACE POUR REALISER LES MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT

Le tableau ci-dessous retrace les principaux échanges qui ont eu lieu dans le cadre des différentes missions présentées aux paragraphes 1.3.2.1 et 1.3.2.2 (réunions avec le maître d'ouvrage, entretiens, ateliers). En couleur figurent les échanges qui ont eu lieu lors du déplacement en Guyane des deux consultants en charge de l'étude.

Date	Étape	Objectif / données récoltées
15/02/2017	Réunion technique de lancement de l'étude	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Rappel des délais de l'étude (rendu des RAMO notamment)</li> <li>➤ Premier aperçu de l'organisation des équipes et des outils à disposition pour le pilotage et le suivi-évaluation</li> <li>➤ Liste des documents à recueillir</li> <li>➤ Point spécifique sur le planning de l'étude et les déplacements</li> </ul>
22/02/2017	Réunion technique	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Validation du planning de réalisation du déplacement n°1</li> </ul>
15/03/2017	Réunion technique	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Contexte de la mise en œuvre et du suivi du PDRG</li> <li>➤ Etat d'avancement du programme et des outils de suivi-évaluation</li> </ul>
15/03/2017	Comité d'évaluation restreint	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Recueil des attentes et des constats des agents présents</li> <li>➤ Présentation de l'équipe, de la méthode de travail et du planning</li> </ul>
15/03/2017	Réunion Direction « animation et pilotage »	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Outils de pilotage et de suivi du programme</li> <li>➤ Plan d'évaluation</li> <li>➤ Avancement du programme</li> </ul>
16/03/2017	Réunion Directrice du PAE	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Organisation et fonctionnement des services de la CTG (dont PAE)</li> <li>➤ Historique de la constitution des services</li> <li>➤ Choix stratégiques opérés en lien avec la gestion des fonds européens</li> <li>➤ Objectifs stratégiques fixés au sein du PAE</li> </ul>
16/03/2017	Réunion services métiers de la CTG	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Plan et stratégie de financement</li> <li>➤ Stratégies régionales en lien avec l'agriculture, la forêt, la formation et les équipements</li> <li>➤ Animation territoriale autour du développement des zones rurales</li> <li>➤ Mise en œuvre du réseau rural et du RITA</li> <li>➤ Organisation des services</li> </ul>
16/03/2017	Réunion Direction « Gestion et contrôle »	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Procédures de gestion et de contrôles</li> <li>➤ Etat d'avancement des outils comptables OSIRIS et ISIS et des DDMO</li> <li>➤ Lien avec les procédures d'instruction</li> </ul>

Date	Étape	Objectif / données récoltées
17/03/2017	Réunion avec la Direction générale des services de la CTG	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Organisation des services de la CTG</li> <li>➤ Fonctionnement de la CTG et historique suite à la fusion des ex-conseils régional et départemental</li> <li>➤ Réorganisation profonde des services</li> <li>➤ Stratégie vis-à-vis du développement rural</li> <li>➤ Problématiques guyanaises socio-économiques générales</li> </ul>
20/03/2017	Réunion Direction « Instruction »	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Organisation générale de l'instruction du PDRG 2 et des services en charge</li> <li>➤ Procédures d'instruction : points de blocage identifiés</li> <li>➤ Piste d'audit générale</li> </ul>
20/03/2017	Réunion agents instructeurs mesures 1, 7 et 19 (PAE)	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Procédures d'instruction des mesures 1, 7 et 19</li> <li>➤ Problèmes éventuels rencontrés</li> <li>➤ Lien avec les autres Directions du PAE</li> </ul>
20/03/2017	Réunion agents instructeurs autres mesures (DAAF)	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Procédures d'instruction des autres mesures</li> <li>➤ Comparaison avec la période 2007-2013</li> <li>➤ Problèmes éventuels rencontrés</li> <li>➤ Organisation des échanges avec le PAE</li> </ul>
21/03/2017	Réunion avec l'ASP	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Outils OSIRIS et ISIS</li> <li>➤ Pré-instruction DJA</li> <li>➤ Procédures de contrôle</li> </ul>
21/03/2017	Réunion avec le CNES	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Organisation des comités de gestion CNES</li> <li>➤ Lien avec le PAE</li> <li>➤ Stratégie de cofinancement des FESI</li> </ul>
22/03/2017	Réunion avec le service « communication » du PAE	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Stratégie de communication interfonds et FEADER</li> <li>➤ Supports d'information</li> <li>➤ Modalités d'information des acteurs du monde rural</li> <li>➤ Lien avec l'animation du Réseau Rural</li> </ul>
22/03/2017	Réunion avec la chargée de lancement du Réseau Rural	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Discussion sur le plan d'actions, la gouvernance du Réseau Rural pour 2014-2020</li> <li>➤ Retour sur la mobilisation des acteurs et les outils de communication et de diffusion de l'information développés</li> <li>➤ Identification des groupes de travail thématiques et des premiers partenariats mis en place</li> <li>➤ Identification des besoins en matière d'animation du monde rural</li> </ul>
22/03/2017	Réunion technique	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Outils de suivi évaluation</li> <li>➤ Tableau des indicateurs</li> <li>➤ Organisation de la réponse aux questions évaluatives</li> </ul>
03/05/2017	Réunion technique (Paris)	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Discussion sur les conclusions et recommandations pour la mise en œuvre du programme</li> <li>➤ Retour sur les informations du GTSE de mai 2017 sur les évaluations</li> </ul>
23/05/2017	Réunion téléphonique	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Point sur la logique d'intervention du PDRG</li> <li>➤ Point indicateurs « obligatoires » et additionnels</li> <li>➤ Validation du calendrier de transmission des différentes QEC</li> <li>➤ Echanges sur la trame de réponse SFC</li> </ul>
07/06/2017	Réunion téléphonique	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Echanges sur le bilan objectif des réalisations du PDRG de manière générale</li> <li>➤ Point de calage sur le renseignement des réponses aux QEC sous SFC</li> </ul>
09/06/2017	Mail	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Transmission de la présentation PPT des résultats de l'évaluation de mise en œuvre avec les principales conclusions et recommandations pour la commission évaluation de juin 2017</li> </ul>
12/06/2017	Réunion téléphonique CFPPA	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Réalisations des actions subventionnées par la mesure 1 du PDRG</li> <li>➤ Problématiques de mise en œuvre</li> <li>➤ Discussion mesure 2, non ouverte</li> </ul>
19/06/2017	Réunion téléphonique et échanges mail	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Bilan des actions liées aux mesures 4, 6, 10, 11, 13 du PDRG</li> <li>➤ Remontées d'informations qualitatives depuis les dossiers des bénéficiaires</li> </ul>
21/06/2017	Réunion téléphonique Service instructeur DAAF mesures 10, 11 et 13	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Bilan des actions subventionnées via les mesures 10, 11 et 13</li> <li>➤ Problématiques liées à la mise en œuvre de ces mesures</li> <li>➤ Contexte général biodiversité, eau et sols</li> </ul>



Date	Étape	Objectif / données récoltées
29/05/2017 - 28/06/2017	Mail	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Transmission des versions finales des réponses aux QEC</li> <li>➤ Echanges avec les services « suivi-évaluation », « pilotage » et la Direction du PAE pour ajustements mineurs</li> </ul>
Août 2017	Réunion technique – mails	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Identification des acteurs à mobiliser pour l'élaboration du guide méthodologique, enchaînement des réunions (mix réunions techniques / réunions de concertation)</li> <li>➤ Echanges et validation du planning de réalisation du déplacement n°2</li> </ul>
14/09/2017	Réunion technique avec les services « suivi-évaluation » et « pilotage » du PAE	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Retour sur les enseignements du RAMO 2016 (partie évaluative)</li> <li>➤ Point spécifique sur les retours de la commission européenne sur la réponse aux QEC</li> <li>➤ Présentation et validation de la V0 du guide méthodologique : critères de jugements, indicateurs, sources de données, méthodologies (priorités 1 et 4)</li> </ul>
14/09/2017	Réunion de concertation services instructeurs (SI) du PAE - n°1	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Thématiques formation, transfert de compétences et innovations</li> <li>➤ Echange sur la V0 du guide pour les QEC associées à la priorité 1, validation des critères de jugement et indicateurs retenus, identification de données et sources de données manquantes, acteurs à associer aux évaluations</li> </ul>
14/09/2017	Réunion de concertation SI de la DAAF - n°2	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Thématiques environnement et changements climatiques</li> <li>➤ Echange sur la V0 du guide pour les QEC associées aux priorités 4 et 5, validation des critères de jugement et indicateurs retenus, identification de données et sources de données manquantes, acteurs à associer aux évaluations</li> </ul>
15/09/2017	Réunion technique avec les services « suivi-évaluation » et « pilotage » du PAE	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Présentation et validation de la V0 du guide méthodologique : critères de jugements, indicateurs, sources de données, méthodologies (Priorités 2 et 3)</li> </ul>
15/09/2017	Réunion de concertation SI de la DAAF - n°3	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Thématiques renouvellement des générations et compétitivité</li> <li>➤ Echange sur la V0 du guide pour les QEC associées aux priorités 2 et 3, validation des critères de jugement et indicateurs retenus, identification de données et sources de données manquantes, acteurs à associer aux évaluations</li> </ul>
18/09/2017	Réunion technique avec les services « suivi-évaluation », « gestion-contrôle » et « pilotage » du PAE	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Logique d'intervention du PDRG : actualisation suite aux dernières modifications du PDRG</li> <li>➤ Présentation et validation de la V0 du guide méthodologique : critères de jugements, indicateurs, sources de données, méthodologies (Priorité 6 et mise en œuvre du programme)</li> <li>➤ Point d'avancement des derniers DDMO – évaluation des marges de manœuvre pour la récupération des données de suivi</li> </ul>
18/09/2017	Réunion de concertation SI du PAE - n°4 et animateurs des GAL	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Thématique développement local des zones rurales</li> <li>➤ Echange sur la V0 du guide pour les QEC associées à la priorité 6, validation des critères de jugement et indicateurs retenus, identification de données et sources de données manquantes, acteurs à associer aux évaluations</li> <li>➤ Présentation des enjeux du suivi-évaluation en 2014-2020 aux GAL de Guyane et discussions sur l'implication des GAL (systèmes de suivi-évaluation à stabiliser et harmoniser avec le guide méthodologique prévu)</li> </ul>
19/09/2017	Réunion technique avec les services « suivi-évaluation » et « pilotage » du PAE et les services métiers de la CTG	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Travail sur le plan d'évaluation du PDRG 2014-2020 suite aux échanges réalisés : proposition de sujets et planning de réalisation</li> <li>➤ Discussion sur d'éventuels sujets d'intérêt régional qui pourraient nécessiter d'être intégrés au système de suivi-évaluation du PDRG</li> </ul>
20/09/2017	Réunion technique avec les services « suivi-évaluation » et « pilotage » du PAE	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Travail sur les différents outils opérationnels à établir pour assurer l'information des SI sur le suivi-évaluation, l'information du public, et le recueil sécurisé de données de suivi auprès des SI.</li> </ul>
27/10/2017	Mail	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Transmission des fiches mesures détaillant les indicateurs par TO pour lesquels des données sont à récupérer auprès des SI et présentant les logiques d'intervention par domaine prioritaire</li> </ul>
17/11/2017	Mail	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Transmission de la version finale du fichier Excel Guide méthodologique pour les futures évaluations du PDRG 2014-2020</li> </ul>
24/11/2017	Mail	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Transmission du rapport final de l'étude</li> </ul>

Tableau 4 : Etapes et échanges réalisés dans le cadre de l'étude d'accompagnement du PAE



La liste complète des personnes rencontrées est fournie en annexe 1 du présent rapport.



Figure 5 : Réunions de travail avec les agents du PAE et des services métiers de la CTG en mars 2017

### 1.3.4 Les limites rencontrées

Certaines limites sont à relever pour mieux comprendre les résultats et documents qui ont été fournis à l'autorité de gestion :

- Un retard de programmation important. Début 2017, le rythme de croisière du programme n'était pas atteint. En effet, le programme a été validé fin 2015 et la mise en place des outils étant très chronophage, avec des retards importants constatés à l'échelle de toute la France, les équipes ont été fortement mobilisées sur ces sujets, au détriment d'autres.
- En particulier, les outils de gestion et contrôle spécifiques au PDR n'étaient pas élaborés au moment de l'évaluation. Un marché a été lancé par la CTG pour recruter un assistant technique pour se charger de cette tâche, central dans le fonctionnement et la mise en œuvre du programme.
- Une nouvelle autorité de gestion et des réorganisations de services importantes au sein des Directions de la CTG. Bien que le PAE ait été relativement épargné par ces réorganisations en 2017, puisqu'étant une nouvelle entité créée spécifiquement pour l'administration des fonds européens en Région, les services métiers de la CTG étaient eux fortement perturbés. Il a donc été compliqué de se projeter dans la nouvelle organisation de la CTG sur le plan technique et animation des fonds européens.
- Des attentes peu précises de la CE sur la réponse à apporter aux questions évaluatives dans les RAMO. C'est un point potentiellement bloquant si la CE précise ses attentes sur certains points ultérieurement, car la méthode de travail a été élaborée et fixée dès aujourd'hui en associant le référent UE. Il s'agira d'être attentif à toutes les évolutions qui seront apportées au fur et à mesure via les groupes de travail nationaux (GTSE en particulier) sur le suivi-évaluation afin de bénéficier d'apports méthodologiques utiles.
- Une absence de documents d'orientation stratégique régionale sur l'agriculture et le développement rural. La fusion des collectivités départementale et régionale et les difficultés financières que traversent la nouvelle CTG n'ont pas permis de dégager à ce jour des orientations stratégiques agricoles et rurales claires. Sans cela, il est difficile de faire des préconisations précises à ce sujet, le seul document cadre étant le PDR lui-même.

- Des événements sociaux en mars 2017 qui ont paralysé la Guyane pendant près d'un mois, le PAE a été fermé pendant 3 semaines. Ces événements sont intervenus pendant le déplacement des consultants. Il n'a donc pas été possible de rencontrer certains porteurs de projets initialement identifiés pour bénéficier du retour d'expérience du monde rural quant à la mise en œuvre du programme. Des entretiens téléphoniques ont pu être menés avec certains pour pallier cette situation.

**FRANCE - GUYANE**

Recommander Partager 19 personnes le recommandent. Inscription pour voir ce que vos amis recommandent.

**Mécontents des négociations en cours depuis lundi soir, les agriculteurs ont décidé d'intensifier leur mouvement de protestation. Cette nuit, ils devaient bloquer une partie de la route de Baduel pour y installer un « marché solidaire ».**

Une partie du marché central de Cayenne devait être délocalisée cette nuit sur la route de Baduel. Plus précisément sur une portion de la voie comprise entre les locaux de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Daaf) et le rond-point du Petit Monaco. Les agriculteurs de toutes les communes de Guyane ont été appelés à se mobiliser aux côtés des manifestants. « On veut montrer qu'on est présent et que personne n'a envie de lâcher », témoigne Julien Ducat, le secrétaire général de la FDSEA Guyane, qui appelle la population à prendre part à ce « marché solidaire ».

**DÉBLOQUER LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL**

À la sortie d'une réunion avec le directeur de la Daaf hier après-midi, il commente : « À la demande du préfet, nous avons remis ce midi un document de travail reprenant toutes nos revendications détaillées. Il est 16h30 et nous n'avons toujours aucune proposition concrète. On a donc décidé de renforcer la mobilisation. Demain (aujourd'hui, ndlr), nous serons plus nombreux et déterminés à faire avancer nos points de revendications. Il y a des choses simples à mettre en place et on trouve que ça prend beaucoup de temps pour pas grand-chose. On demande par exemple le déblocage du PDRG (Programme de développement rural de Guyane, ndlr) : on en est à mi-parcours et il n'est pas normal que ces outils-là ne soient pas débloqués. C'est comme si on vous donnait une caisse à outils avec un tournevis dedans mais que vous n'aviez pas le droit de l'utiliser. »

En plus du paiement immédiat de l'ensemble des mesures du PDRG, les manifestants réclament la suppression du besoin de l'assurance maladie pour l'obtention de la dotation jeune agriculteur, le rétablissement de la cession de créance, le versement des aides en retard... Et le discours du Daaf, hier, ne les a pas convaincus. « On s'est fait enfumer lundi, on va attendre des mesures sérieuses avant de se prononcer », conclut Julien Ducat.

**Les agriculteurs font leur marché à Baduel**

Karl SCHERHAG Mercredi 22 mars 2017



Hier, les locaux de la Daaf ont été transformés en véritable porcherie : foin et animaux y ont pris leurs quartiers. Aujourd'hui, les employés de l'administration ne peuvent toujours pas accéder à leurs bureaux (KS)




## 2. Bilan objectif synthétique de la mise en œuvre du PDRG 2014-2020

Le bilan objectif présenté ci-dessous apporte des éléments de compréhension généraux dans le but d'accompagner la réponse aux questions évaluatives communes. Les informations issues des entretiens réalisés avec les acteurs clés ont été capitalisées directement dans la rédaction de la réponse aux questions évaluatives communes, dans un souci d'opérationnalité.

Afin de comprendre au mieux l'état d'avancement du PDRG 2014-2020, une présentation de l'organisation des différentes structures engagées dans le PDRG est réalisée, ainsi qu'un état de l'avancement des domaines prioritaires et des mesures est présenté. Il permet de rendre compte des dossiers engagés, programmés et payés, par type d'opération. Ce constat aide à identifier les mesures et domaines prioritaires les plus avancés, mais aussi ceux qui accusent un retard important.

### 2.1 L'ORGANISATION DES STRUCTURES INTERVENANT DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

*La mise en œuvre du PDRG 2014-2020 dépend de plusieurs structures (Collectivité territoriale de Guyane (PAE et services métiers), ASP, DAAF) et services, qui assurent le pilotage du programme, la gestion des dossiers et financements, ainsi que l'instruction et la programmation des demandes d'aide. Une profonde réorganisation de l'organisation de ces services est en cours et a impliqué un transfert de personnels important.*

*Les missions sont intervenues dans ce contexte de réorganisation générale des services métiers de la CTG, qui n'étaient donc pas stabilisés.*

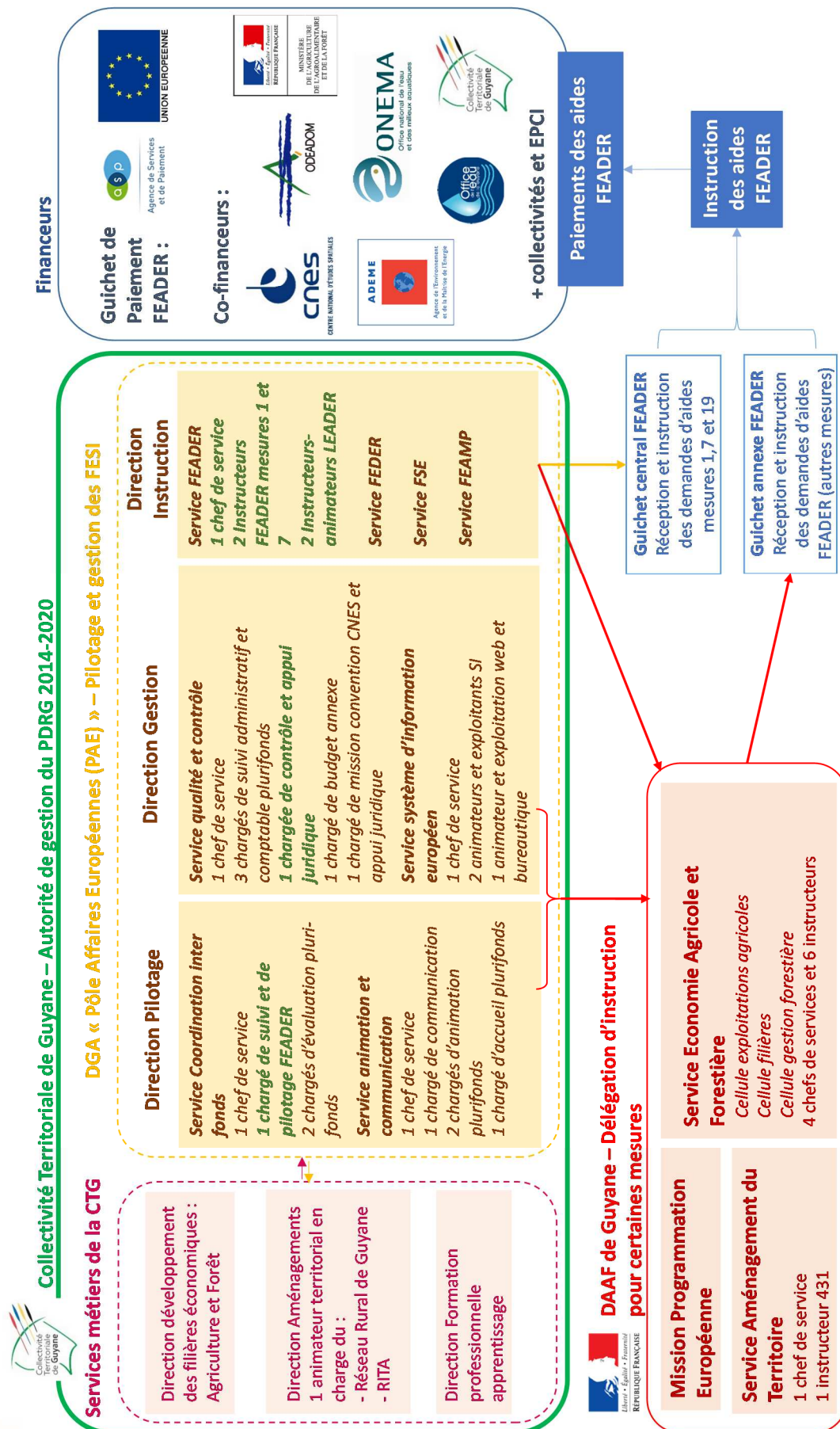
Différentes structures sont impliquées dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation du PDRG 2014-2020 :

- La Collectivité territoriale de Guyane est l'autorité de gestion du PDRG, en charge du pilotage, de la gestion, de l'instruction de certaines mesures (Formation, Équipements publics et LEADER), et de l'animation du programme sur la période 2014-2020.  
Au sein de la CTG, c'est le Pôle des Affaires Européennes, qui est en charge de ces missions. Ce pôle est divisé en trois directions : la direction pilotage, la direction instruction et la direction gestion.  
De plus, le PAE travaille en partenariat avec les différents services métiers en lien avec le développement rural à la CTG sur les thématiques agricoles, forestières, d'équipements et de formation.
- L'Agence des Services de Paiement (ASP) est l'organisme payeur des aides FEADER et des cofinancements associés. L'ASP est également en charge de la pré-instruction de la Dotation Jeune Agriculteurs (mesure 6).
- La Direction de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt (DAAF), autorité de gestion déléguée de la programmation précédente (2007-2014), est désignée guichet unique service instructeur (GUSI) pour certaines mesures du PDRG, relevant des secteurs agricole et forestier : les mesures 2, 3, 4, 6, 8 et 16, par délégation de la région, et la mesures 10, 11 et 13, par délégation de l'ASP. Un agent de la mission programmation européenne fait le lien avec les services du PAE.
- Les co-financeurs principaux : il s'agit du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Forêts (MAAF), du Centre National d'études Spatiales (CNES), de l'Office de l'Eau Guyanais (ODEG), la CTG, et de l'Office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer (ODEADOM).  
Ces co-financeurs sont associés au processus d'instruction et de gouvernance via des comités réguliers permettant de recueillir leur avis sur les dossiers. D'autres co-financeurs existent, comme les EPCI ou les communes mais sont identifiés au fil de l'eau selon l'étude des dossiers.

L'organisation entre ces différentes structures pour assurer la gestion et la mise en œuvre du PDRG est représentée à la figure 6.

Figure 6 : Organisation des différentes structures et services intervenants dans la mise en œuvre et le suivi du PDRG





## 2.2 SYNTHÈSE DES ÉLÉMENTS D'ANALYSE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PDRG 2014-2020

Une synthèse des éléments de bilan objectif sur la mise en œuvre du programme est fournie en réponse aux questions évaluatives 20 et 21. Elle est rappelée ci-dessous :

### [Extrait QEC 20]

#### **Les capacités institutionnelles et administratives pour une gestion efficace du PDR ont été renforcées**

Le changement d'autorité de gestion des fonds européens en France, avec une volonté de régionalisation, a nécessité une modification importante de l'organisation des services en charge de leur mise en œuvre dans toutes les régions de France (transfert de personnels de l'Etat aux Régions, nouvelles compétences à intégrer, etc.). La Guyane a fait le choix de créer une Direction dédiée aux fonds européens, le PAE afin de regrouper au sein d'un même service les agents en charge de leur mise en œuvre administrative (pilotage, gestion, instruction, communication). **Le PAE compte 56 agents pour la gestion de 5 fonds européens** dont le FEADER. Il regroupe environ un tiers de personnel de l'ex Conseil régional, un tiers de personnel de l'ex Conseil général et un tiers de personnel transféré des services de l'Etat (SGAR, DAAF, préfecture), dont certains avaient travaillé spécifiquement sur le PDR 2007-2013 et l'élaboration du PDRD 2014-2020.

**9,7 ETP sont dédiés à la mise en œuvre du PDR et 6 agents travaillent exclusivement sur le FEADER**, dont 2 qui travaillaient à la DAAF lors de l'élaboration du PDR 2014-2020 et qui possèdent donc une bonne « mémoire » de la logique d'intervention du PDR. 5 agents possèdent des formations agricoles (ingénieur agronome, DESS d'économie agricole, etc.) et 5 agents qui travaillent uniquement sur le FEADER possèdent un niveau de formation BAC+5.

Le pôle « technique » est prévu au sein des services métiers historique de l'ex Conseil Régional, en lien avec les grandes orientations de développement de la CTG. Leur fonctionnement est encore hétérogène et inégal au moment de l'évaluation en raison d'une profonde restructuration de tous les services de la CTG. Ainsi, **les passerelles entre le PAE et les services métiers de la CTG ne sont pas encore toutes fonctionnelles**, excepté dans le cas du service agriculture. L'animation du Réseau Rural de Guyane (RRG) et du RITA est également confiée aux services métiers. L'objectif recherché est de maximiser les synergies en matière d'animation du territoire avec le dispositif d'appui au développement territorial soutenu par le FEDER et le RRG soutenu par le FEADER.

Si cette organisation se justifie, l'expérience du lancement du RRG fin 2016-début 2017 fait ressortir un **manque important de lien entre la cellule RRG et le PAE** (locaux différents, peu de contacts avec le service pilotage du PDR du PAE, etc.). Cette situation apparaît péjorative pour une mise en œuvre efficace du programme (échange sur les préoccupations des porteurs de projets, adaptation des appels à projets en fonction des besoins du monde rural, alerte sur les niveaux de réalisation du programme, orientation de la communication et des projets du RRG en fonction des besoins du PDR, etc.).

**La DAAF**, autorité de gestion déléguée pour le PDR en 2007-2013 **reste très impliquée** dans la mise en œuvre également avec une délégation d'instruction pour un grand nombre de mesures. Elle compte environ **11,5 ETP, dont 6 agents instructeurs et des agents en lien de la coordination avec le PAE**. Les profils des agents sont très variés.

Le retard d'engagement du programme s'explique par des **retards dans la programmation des outils de gestion** par l'ASP nationale, qui s'est retrouvée avec une charge de travail importante pour les Régions de France. Les services étaient sous-dimensionnés pour assurer un fonctionnement efficace et fin 2016, seuls quelques outils seulement étaient ouverts (dont la mesure 1 avec les trois types d'opérations (TO) associés, le TO 6.1.1 avec la dotation jeunes agriculteurs et 3 outils simplifiés pour les TO 16.2.1, 4.1.1, 4.2.1 et 7.2). Les évaluateurs notent qu'il n'y a pas de référents DOM-TOM ou Guyane dédié pour répondre aux sollicitations de la CTG, ce qui pourtant, permettrait un traitement plus efficace des demandes et des incidents. En décembre 2016, seule la mesure DJA pouvait être payée, malgré la soit disant « ouverture » des TO.

### Les capacités des partenaires au sens de l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) no1303/2013 ont été renforcées

Le principal partenaire de la CTG impliqué dans la mise en œuvre du PDR est la DAAF, en charge de l'instruction de la majorité des mesures du PDR. **Les agents de la DAAF disposent d'une bonne connaissance du fonctionnement du FEADER pour avoir été autorité de gestion déléguée pour ce fonds pendant 2007-2013** et mettent leur expérience à disposition de la mise en œuvre du programme, même si des changements de personnels ont été opérés. Ils bénéficient également de l'assistance technique suite à discussion avec l'autorité de gestion, malgré le peu d'agents transférés officiellement lors des négociations de transfert qui ne satisfait pas la CTG, comme toutes les Régions de France.

**Les liens avec les co-financeurs sont renforcés**, avec la participation de ces derniers aux comités techniques organisés en amont des comités de programmation et lors de ces comités de programmation. Le CNES en particulier bénéficie de l'appui d'un agent du PAE à mi-temps pour gérer les dossiers de financement européen.

Le comité de suivi a été ouvert et les discussions avec les socioprofessionnels sont fréquentes au travers de comités techniques.

### Le public a été informé du PDR et l'information a été diffusée

Le PAE a mis en place une stratégie de communication interfonds depuis le lancement des programmes, comme proposé dans le PDR. L'objectif est de communiquer le plus largement possible **pour « démystifier » les fonds européens** avec les objectifs suivants : adopter une démarche très pédagogique, rendre plus accessibles les fonds européens, accroître l'interactivité entre le PAE et les bénéficiaires, communiquer vers le grand public.

Pour les acteurs du monde rural et les agriculteurs, 4 guichets d'information sont identifiés : le PAE (dont le Réseau Rural) ; la DAAF ; le Point Information Installation ; les GAL. Ces 4 guichets sont susceptibles de diffuser des informations sur le PDR.

Les actions de communication menées jusqu'à présent concernent des thématiques interfonds et le FEDER-FSE en priorité. **Une stratégie spécifique au FEADER va être mise en place en 2017** une fois tous les outils stabilisés et les GAL conventionnés afin de favoriser les synergies des circuits d'information et délivrer des informations précises aux potentiels bénéficiaires. Les services travaillent notamment sur un guide de dépose d'aide PDR, un livret FEADER et des livrets simplifiés pour présenter chaque GAL guyanais.

Des actions et outils de communication et diffusion du PDR ont été mises en place jusqu'à fin 2016 :

- flyers spécifique au PDR de Guyane et édition de panneaux dont certains sur LEADER,
- Communiqué de presse du lancement officiel du PDR 2014-2020,
- Emission de Radio pour présenter le FEADER et spots audio sur les stratégies LEADER,
- Posts Facebook sur l'actualité du FEADER, de LEADER et du Réseau Rural de Guyane,
- Diffusion des appels à projets assortis de communiqués de presses,
- Présentation du PDR lors du stage 21 heure au CFPPA-lycée agricole de Matiti,
- Visite de terrain sur les exploitations agricoles (équipements ruraux et LEADER) dans le sud,
- Présentation du TO dédié aux jeunes agriculteurs dans l'ouest.



Figure 7 : Couvertures de 2 plaquettes réalisées

Le service animation communication réalise des **réunions d'informations sur le PDR tous les 2 mois sur le territoire guyanais**. D'une manière générale, ils relèvent de fortes attentes sur des aspects techniques des projets. Le manque d'animation technique agricole constatée sur le territoire (période de transition difficile entre les deux programmations, non ouverture fin 2016 de la mesure 2, RRG en phase de lancement) apparaît problématique pour les bénéficiaires.

Les acteurs assurant la mise en œuvre administrative ont eu peu de temps en 2016 pour pallier ce manque en raison de la **charge de travail liée à la mise en place des outils de gestion**.

La base de contacts du Réseau Rural de Guyane (RRG) représente une source d'information très importante sur le monde rural. La personne en charge du lancement du Réseau a remis à jour cette base qui comprend plus de 700 personnes, qui sont susceptibles d'avoir reçu au moins une information en lien avec le PDR depuis le début de la programmation. 85 personnes se sont déplacées au séminaire de lancement du Réseau organisé en février 2017 au cours duquel une présentation des possibilités d'intervention du RRG et du PDR a été présentée.

L'évaluation a conseillé de mettre en place des **outils adaptés au monde rural guyanais et qui ont fait leur preuve récemment en matière de vecteur d'information** : il s'agit de WhatsApp, des campagnes d'information SMS, de la mise à jour de la page Europe en Guyane.



Figure 8 : Page Facebook « Europe en Guyane »

### **Le suivi du programme a été amélioré - Les méthodes d'évaluation se sont améliorées et ont fourni des résultats d'évaluation solides**

Une réunion a été organisée en 2016 par la cellule suivi-évaluation du PAE avec la DAAF pour déterminer une **batterie d'indicateurs intéressante à valoriser dans le système de suivi-évaluation du PDR 2014-2020**. Les agents de la DAAF ont fait remonter les indicateurs qui permettent de mieux caractériser les réalisations du programme. Un certain nombre de ces indicateurs sont issus du système de suivi déjà existant en 2007-2013.

L'étude d'évaluation de la mise en œuvre du programme comporte une phase dédiée à la mise en place d'un système de suivi-évaluation adapté au cadre européen 2014-2020, lié aux priorités et domaines prioritaires pour le développement rural. Il précisera les modalités de recueil et d'agrégation des données. Cette phase aura lieu au second semestre 2017 et s'appuiera sur le travail déjà réalisé par les chargées de suivi-évaluation en partenariat avec la DAAF. D'autres partenaires et bénéficiaires seront également sollicités afin de disposer d'une vue d'ensemble des données fiables disponibles pour améliorer l'opérationnalité et la fiabilité du suivi du programme.

### **Des échanges d'information sur les pratiques d'évaluation ont eu lieu**

Les chargées de mission suivi-évaluation des programmes européens au PAE **participent chaque année (au moins une fois par an) à des groupes de travail sur le suivi-évaluation (GTSE) FEADER** organisés au niveau national. L'éloignement géographique de la métropole ne leur permet toutefois pas d'assister à toutes les réunions physiques organisées, mais des visioconférences ou conférences téléphoniques sont réalisées pour pallier ce manque. Des guides techniques sur le suivi-évaluation ont également été édités au niveau européen et national mais l'appropriation et **d'adaptation de ces documents au cas de la Guyane n'est pas évident** et le bénéfice de ces outils n'est pas garanti à l'heure actuelle.



**Une session d'information a été réalisée par la cellule suivi-évaluation du PAE pour expliquer la nouvelle approche de suivi-évaluation du PDRG en 2014-2020** aux services instructeurs de la DAAF. La nouvelle logique du PDR est difficilement compréhensible par les agents, habitués au fonctionnement de la programmation européenne précédente.

Des sessions d'information supplémentaires sont prévues dans le cadre de la mission d'évaluation de mise en œuvre au second semestre 2017, pendant laquelle les partenaires seront fortement impliqués. Enfin, le PAE a édité une plaquette de communication grand public sur les indicateurs du programme pour expliquer le contexte, leur intérêt, les implications du pilotage par la performance, l'implication des différents acteurs dans le renseignement des indicateurs, etc.

#### **La mise en œuvre du PDR s'est améliorée**

Le rythme « de croisière » de mise en œuvre du programme n'a pas été atteint fin 2016, comme rappelé précédemment. Ainsi, il est trop tôt pour apporter un jugement complet sur ce critère d'appréciation. **Des urgences ont dû être traitées, impliquant des charges de travail importantes pour les services et des répartitions de tâches non définitives.** Ainsi, l'année 2017 devra prévoir de re-clarifier les rôles de chacun pour assurer une mise en œuvre efficace et des échanges les plus fluides possibles entre les services.

**Fin 2016, le manuel de procédures propre au FEADER n'est pas encore finalisé.** Le guide de procédures FEDER-FSE est toutefois réalisé et sert de base de travail pour celui du FEADER, à adapter à ses spécificités. La CTG a commandité depuis fin 2016 une mission d'assistance technique pour appuyer l'équipe gestion afin de rédiger le manuel de procédures FEADER et les documents afférents. Une personne devrait être recrutée mi 2017 pour réaliser ce travail en concertation avec les agents concernés. Une réflexion vis-à-vis des bénéficiaires pourrait également être engagée en vue de réduire la charge administrative qui porte sur eux (lien avec le dernier critère de jugement).

Les délais théoriques auxquels s'engagent les acteurs en charge de la mise en œuvre des fonds européens sont indiqués dans le guide de procédures pour le FEDER-FSE. Les délais pour le FEADER doivent encore être affinés en se basant sur l'expérience du PDR 2007-2013.

**Fin 2016, les délais concernant les paiements ne sont pas disponibles, mais l'absence d'outils de paiement pour la grande majorité des mesures les rallongent de fait.** Toutefois, il est possible d'avoir une première idée des délais entre le dépôt d'un dossier et son passage en Comité de Programmation Europe (calcul réalisé sur la base d'un échantillon aléatoire de 20 dossiers). Ils sont en moyenne de 6 mois, avec des écarts importants allant de moins de 2 mois à environ 15 mois. Les dossiers de demande de dotation jeunes agriculteurs sont traités de manière plus rapide, en moyenne en moins de 4 mois.

Plus précisément, il se passe environ 1 mois entre le Comité d'Orientation Stratégique et de Développement Agricole (COSDA) et le Comité de Pilotage et de Synthèse (CPS) et 1 à 2 semaines entre le CPS et le Comité de Programmation Europe (CPE). L'évaluation a mis en évidence des **délais d'obtention des conventions très longs**, de l'ordre de plusieurs mois. Cette phase fait apparaître un **processus d'échange lourd et fastidieux pour les services gestion et instruction**. Les délais d'instruction sont également souvent rallongés en raison de dépôts de dossiers incomplets, nécessitant de nombreuses relances des services du PAE et de la DAAF.

Les problématiques rencontrées avec le PDR en Guyane (blocages des outils de gestion, retards de paiement conséquents, manque d'adaptation de certaines aides aux réalités de la Guyane, etc.) ont participé à l'émergence des mouvements sociaux de mars-avril 2017. Les services soulignent **la lassitude et la crise de confiance des agriculteurs vis-à-vis du PDR et des institutions** et craignent que les bénéficiaires s'en détournent de plus en plus.

#### **La charge administrative pour les bénéficiaires s'est réduite**

Les évaluations menées sur le PDRG 2007-2013 ont relevé la complexité et la lourdeur des procédures administratives, identifiées comme des points de blocage, tous révélateurs de la méfiance et du désintérêt que certains bénéficiaires peuvent ressentir face à ces aides.

A priori, **en ce début de programmation, la charge administrative des bénéficiaires ne s'est pas réduite ou simplifiée.** Les quelques acteurs interrogés notent certes un **accompagnement précieux des services instructeurs** pour répondre à leurs questions et l'organisation de sessions d'information systématiques pour expliciter les attentes des appels à projets lancés, mais soulignent en même temps la **complexité du montage des dossiers, comme pour 2007-2013**. Le PAE va s'engager également courant 2017 à respecter des délais de gestion des demandes de subventions pour éviter des attentes trop longues avant paiement, ce qui est actuellement le cas.

Le **défaut d'animation du monde rural** constaté au début 2017 (réseau rural en suspens, retard d'ouverture de la mesure 2, diminution des effectifs dans les groupements de producteurs, etc.) laisse présager une situation encore plus difficile pour les bénéficiaires.

D'une manière générale, l'ouverture des mesures du PDR « au compte-goutte » a amené certaines structures à scinder des projets généraux en plusieurs sous-projets (exemple avec la mesure 1 ouverte en 2016 et la mesure 2 dont l'appel à projets a été lancé en juin 2017), ajoutant une charge administrative supplémentaire aux bénéficiaires et impliquant une certaine perte de logique/cohérence des actions menées. Cette situation devrait rentrer dans l'ordre dans le courant de l'année 2017, une fois toutes les mesures ouvertes.

### [Extrait QEC 21]

Le pilotage du RRG a été transféré à la CTG en tant que nouvelle autorité de gestion à partir de janvier 2016. Le financement du Réseau est assuré dans le cadre du PDRG, sur la mesure d'assistance technique.

Le pilotage, la gestion, l'instruction et le suivi-évaluation du PDRG est confiée à une direction de la CTG nouvellement créée, PAE. **L'animation du RRG est quant à elle confiée aux services métiers de la CTG, services historiques du Conseil Régional** de Guyane en charge de l'aménagement, de l'agriculture, de la forêt, de l'équipement et de la formation. L'objectif recherché est de maximiser les synergies en matière d'animation du territoire avec le dispositif d'appui au développement territorial soutenu par le FEDER et le RRG soutenu par le FEADER.

La CTG est actuellement face à un **défi d'organisation de ses services en tant que nouvelle autorité de gestion des fonds européens** et issue de la fusion des ex conseil régional et conseil départemental. Cette situation implique une restructuration en profondeur de la Collectivité et de nouvelles manières de travailler pour les agents et les services. La Collectivité se retrouve confrontée par ailleurs à des **difficultés financières importantes qui nécessitent d'arbitrer les choix en matière de développement économique**.

L'année 2017, après les récents mouvements sociaux qui ont paralysé la Guyane en avril 2017, devrait donc représenter la réelle première année de mise en œuvre en matière d'animation de la vie rurale avec le début de programmation des projets LEADER, le lancement en tant que tel de l'animation du RRG et le dispositif d'appui au développement territorial.

### **Le nombre d'opérateurs impliqués dans la mise en œuvre du PDR et leur représentativité au sein du RRG a augmenté**

Les actions du RRG sur la période 2007-2013 se sont essouffées à partir de fin 2014, en fin de programmation précédente. La CTG a souhaité relancer la dynamique avec la mise en place d'un nouveau plan d'actions pour le RRG 2014-2020, élaboré de manière participative entre septembre 2016 et février 2017 afin de relancer la mobilisation des acteurs du monde rural.

Cette démarche a été bien accueillie en Guyane comme le démontre le **fort taux de mobilisation de ces acteurs aux réunions d'information (85 personnes présentes au séminaire de lancement du RRG par exemple)**. Les attentes vis-à-vis du RRG sont fortes en Guyane, où la mise en réseau, le partage et l'animation locale sont de réels défis.



Figure 9 : Photographie du séminaire du Réseau Rural de Guyane (février 2017)

De nouvelles propositions pour le fonctionnement du RRG par rapport à 2007-2013 permettent par ailleurs d'assurer une meilleure participation et représentativité du monde rural guyanais :

- **L'élargissement du comité du RRG (instance consultative, organe de démocratie participative)** aux acteurs clé des secteurs de l'agriculture, de l'environnement, de la forêt et de l'aménagement du territoire, et du tourisme, développement économique en milieu rural. Ses membres sont répartis en 9 collèges : collectivités locales et territoriales, état et organismes publics, chambres consulaires, enseignement et formation agricole, recherche et experts, organisations professionnelles agricoles, représentants des professionnels de l'agriculture et de la forêt, organismes du monde de l'environnement et du patrimoine, acteurs socio-économiques, associations représentant la société civile.
- La **création de groupes de travail thématiques** pour animer les thèmes de référence du RRG. Des chefs de files locaux désignés au sein de chaque groupe seront des relais d'animation locale ;
- Le changement de format de la rencontre annuelle des acteurs du Réseau : l'assemblée générale, instance politique consultative, est remplacée par un **séminaire du Réseau, instance de débat et de partage d'expériences**.

Ainsi, en ce début de programmation, **le RRG a permis d'accroître significativement la participation des parties prenantes à la mise en œuvre de la politique de développement rural pour 2014-2020**. À ce stade, les acteurs du monde rural sont bien informés de la politique de développement rural et des opportunités d'intervention du PDRG grâce à un fort processus de mobilisation pour le lancement du RRG. Certains acteurs souhaitent s'impliquer davantage en participant aux groupes de travail thématiques du Réseau, (le nombre définitif n'est pas connu au moment de l'étude. Il est par ailleurs variable selon les thématiques concernées).

#### **La politique de développement rural et les opportunités de financement sont connues auprès d'un public et de bénéficiaires potentiels plus larges grâce aux actions du RRG**

Un des objectifs du réseau rural est d'informer le grand public et les bénéficiaires potentiels sur la politique de développement rural et sur les possibilités de financement. Ainsi, le lancement des activités du RRG au second semestre 2016 a donné lieu à :

- de **nombreuses actions de diffusion d'information** sur tout le territoire guyanais :
  - ◆ 10 réunions d'information sous forme d'**ateliers territoriaux délocalisés sur tous les territoires des GAL pour** informer sur les possibilités d'intervention du PDR de Guyane, identifier les besoins en matière de développement rural et proposer des pistes d'actions pertinentes pour le RRG en lien avec ces besoins.
  - ◆ 1 assemblée générale du RRG qui a permis de structurer le réseau et de travailler sur les actions à développer au cours de la programmation. Elle a regroupé 57 participants, preuve d'une forte mobilisation à l'échelle de la Guyane.
  - ◆ 1 **séminaire du RRG**, pour présenter le plan d'actions retenu et informer sur l'intervention du FEADER en Région. Ce séminaire a regroupé 85 participants.
- **L'élaboration de plusieurs outils de communication du RRG :**
  - ◆ Des outils physiques pour présenter l'action du réseau à l'échelle de la Guyane : 1 encart sur le site internet « Europe en Guyane » de la Collectivité Territoriale de Guyane, 2 affiches, 1 kakémono et 1 dépliant.
  - ◆ 4 articles parus dans le journal « France Guyane », vecteur de communication incontournable en Guyane.
  - ◆ 5 articles sur le site du Réseau Rural National pour présenter les temps forts du lancement RRG (réunions de concertation, assemblée générale de lancement, premier comité du réseau, séminaire de présentation du plan d'actions) et mettre à disposition les documents produits.

La diffusion de l'information, la mobilisation des acteurs et l'animation de proximité représentent un défi de taille en Guyane de par sa géographie et l'isolement de nombreux sites, en particulier dans l'Est, le Sud et l'Ouest de la Région. Ainsi, le RRG s'est doté d'outils performants permettant d'**optimiser la prise de contact des acteurs du monde rural**, prérequis indispensable au bon fonctionnement des actions du RRG et à la diffusion de la culture du PDR pendant la période de programmation :

- Mise au point d'un **annuaire de contacts du RRG**. Il recense environ 1 000 acteurs du développement rural guyanais. Il sera prolongé au cours de l'année à venir par un annuaire des services et de l'accompagnement en zone rurale (action 1 du plan d'actions du RRG, à mettre en place à court terme).

- 1 **campagne « test » d'information par SMS** pour prévenir les acteurs de la tenue du séminaire du RRG (73 % de réussite, soit 446 contacts atteints sur 607 contacts téléphoniques répertoriés). Cet outil sera valorisé tout au long de la programmation puisqu'il a été accueilli avec succès par les acteurs ruraux.

Ainsi, les actions menées dans le cadre du lancement du RRG ont permis de **délivrer une information générale aux acteurs du monde rural** sur les interventions du PDRG, les actions du RRG, les outils d'ingénierie financière et d'accompagnement existant en Guyane pour aider les bénéficiaires à mieux préparer leurs projets. La détermination du plan d'actions du RRG s'est par ailleurs faite en étroite collaboration avec les animateurs des GAL. Ces derniers seront des relais d'animation privilégiés pendant toute la période de programmation pour diffuser l'information.

### **La compétence des bénéficiaires du PDR s'est améliorée et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture, l'agroalimentaire, la foresterie et les zones rurales s'est renforcée grâce au RRG**

Fin 2016, le plan d'actions du RRG n'est pas encore mis en œuvre. Il a été présenté aux acteurs du monde rural lors d'un séminaire en février 2017 et l'animation en tant que telle n'a pas débuté. L'animation du dispositif d'appui au développement territorial soutenu par le FEDER n'a pas débuté non plus. La réorganisation générale de la Collectivité Territoriale de Guyane étant encore en cours début 2017,

Ainsi, le **manque de recul sur le démarrage des activités du RRG** ne permet pas de juger efficacement si les compétences des bénéficiaires et si l'innovation dans les domaines agricole, l'agroalimentaire, la foresterie et les zones rurales se sont améliorées.

Le RRG prévoit de réunir régulièrement des groupes thématiques pour développer un continu des propositions d'actions qui répondent au plus proche des préoccupations des acteurs du monde rural guyanais.

### **La mise en œuvre du PDR s'est améliorée grâce à l'activité du RRG**

Il est également **un peu trop tôt pour savoir si l'activité du RRG a pu bénéficier à la mise en œuvre du PDRG**. En effet :

- Le démarrage du programme a en effet été tardif. Le taux de programmation est correct fin décembre 2016 (21 261 189,55 euros de FEADER sont programmés, soit 19 % du montant total FEADER alloué à la Guyane) mais le taux d'engagement est lui très faible.
- La mise en place et le paramétrage des outils est une étape contraignante qui a entraîné dans toutes les régions françaises des retards importants dans l'engagement des dossiers déposés par les porteurs de projets. Ainsi, les équipes ont été fortement mobilisées sur ces sujets en début de programmation, pour répondre au plus urgent.
- Les services métiers de la CTG étant en pleine restructuration, les équipes sont difficilement mobilisables sur ce nouveau sujet. L'animation du RRG en tant que telle n'a pas encore débuté, mais un plan d'actions partagé a été élaboré.

Sur la base de ces constats, la mission d'évaluation de mise en œuvre conduite début 2017 a noté un certain **manque de fluidité et d'échanges entre le PAE et les services métier en charge de l'animation du RRG**. Cette situation ne permet pas pour le moment de favoriser un travail partenarial efficace pour faire en sorte que les actions du RRG participent à l'amélioration de la mise en œuvre du PDRG.

Enfin, à l'heure actuelle, on ne peut pas encore juger efficacement de la participation du RRG au réseau national et international.

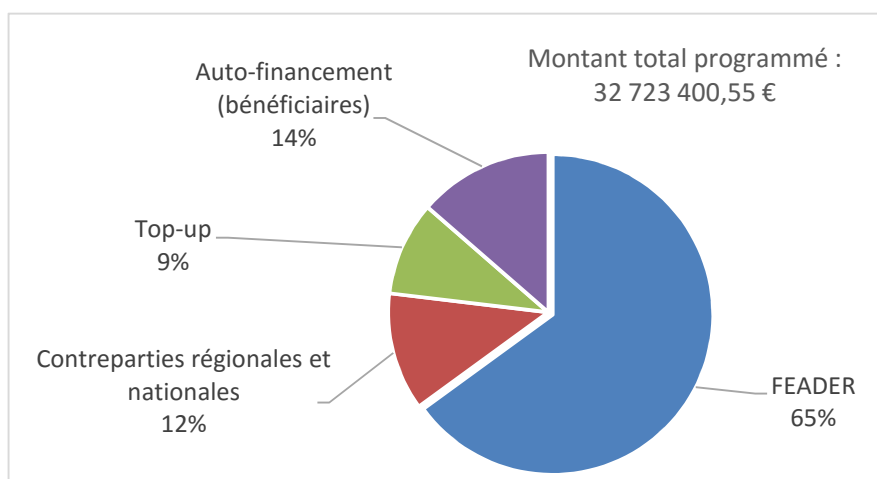
## 2.3 L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME

Le PDR de Guyane a été formellement adopté le 24 novembre 2015 par la Commission européenne. Aussi, la mise en place des outils et la programmation ont débuté tardivement en 2015. L'année 2016 a donc constitué la 1<sup>ère</sup> année de programmation des aides associées au FEADER.

En décembre 2015, 7 dossiers de dotation jeune agriculteur (DJA) sous la mesure 6 ont pu être engagés, pour un montant de 320 500 €, dont 272 425 € de FEADER. Pour les autres dossiers traités en 2016, l'outil de suivi ne nous permet pas d'avoir l'information quant à l'engagement des opérations. L'ensemble des analyses menées dans ce chapitre concerneront donc la programmation des dossiers. En l'absence d'information sur l'engagement financier des dossiers, les cibles et les valeurs intermédiaires seront donc mis en perspective avec les montants programmés.

*Fin 2016, 131 projets étaient programmés dans le cadre du PDRG 2014-2020 (dont au moins 7 dossiers engagés en 2015). Ces projets représentent un montant total de 32 440 450,32 €, correspondant à une dotation de 21 020 681,86 € de FEADER (cf. graphique ci-dessous), soit 19 % du montant total de FEADER alloué à la Guyane.*

*Ils concernent 7 domaines prioritaires (sur 13 domaines prioritaires ouverts dans le PDR) et 17 types d'opérations (sur 46 ouverts dans le PDR) rattachés à 7 mesures (sur les 12 ouvertes dans le PDR).*



Sur les 7 mesures mobilisées au moment de l'étude, la mesure 4 est celle qui a été la plus sollicitée en termes de nombre de dossiers, devant les mesures 6, 1, 7 et 16 – qui présentent également un grand nombre de dossiers programmés.

Figure 10 : Origine des fonds programmés dans le cadre du PDRG (situation fin 2016)

*Les opérations programmées concernent donc principalement des investissements physiques, des aides pour l'installation de jeunes agriculteurs (DJA), de la formation, des équipements de base du milieu rural et des projets de coopération.*

Le FEADER programmé l'est donc principalement sur ces dernières mesures (mesures 4, 7 et 16 en particulier). On peut d'ailleurs noter que le taux d'avancement du FEADER par rapport aux prévisions d'engagement est particulièrement élevé pour les mesures 16 et 4 (respectivement 37,5 % et 30,4 %), ce qui peut s'expliquer, d'une part par le grand nombre de dossiers déposés pour la mesure 4, et d'autre part, par le montant moyen des opérations assez élevé pour la mesure 16.

Une attention particulière devra être portée sur ces mesures dans la suite de la programmation afin de respecter les montants FEADER prévisionnels.



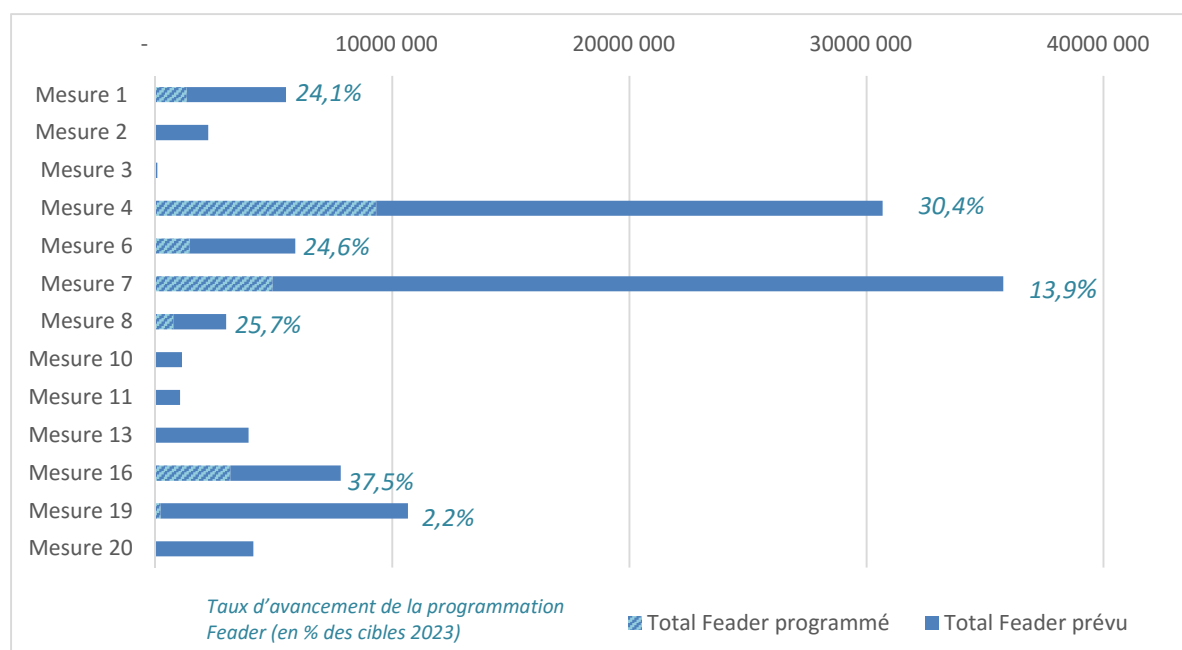


Figure 11 : Aperçu de l'avancement de la programmation des mesures fin 2016 (montant Feader en €, avancement en % par rapport au montant Feader engagé prévu)

Remarque : 90 000€ de Feader sont prévus sur la mesure 3.

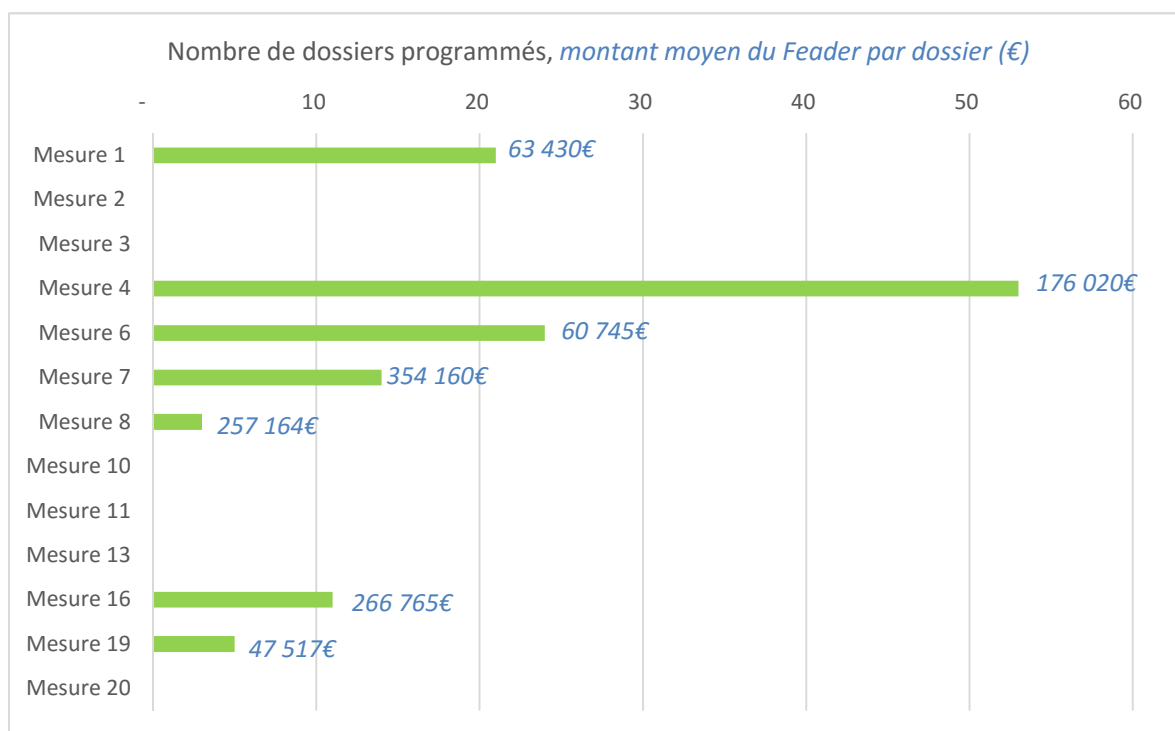


Figure 12 : Nombre de dossiers programmés par mesure fin 2016 et montant moyen du Feader par dossiers

## 2.3.1 Avancement par mesure et type d'opération

### MESURE 1 – TRANSFERT DE CONNAISSANCES ET ACTIONS D'INFORMATION

#### Description générale de la mesure 1

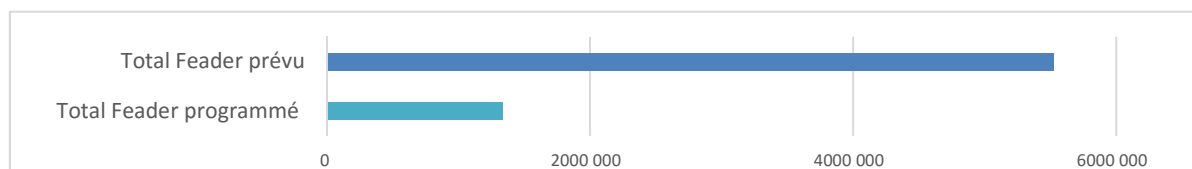
La mesure 1 vise à soutenir la mise en œuvre de la formation des actifs dans les secteurs agricole, agro-alimentaire et forestier, afin que les professionnels puissent améliorer la performance de leur organisation ou de leur entreprise, à travers une amélioration de leurs compétences. Ces formations sont prévues pour des groupes.

Elle propose 3 types d'opérations ouverts sous les sous-mesures 1.1 et 1.2, ciblant respectivement la formation professionnelle et l'acquisition de compétences ; et l'information et la diffusion de connaissances :

- TO 1.1.1 – Formation professionnelle spécifique agricole, agroalimentaire et forestière
- TO 1.2.1 – Information et diffusion de connaissances à destination des actifs des petites exploitations agricoles
- TO 1.2.2 – Information et diffusion de connaissances et pratiques agricoles, agroalimentaires et forestières

Soutien du FEADER	Co-financeurs	Guichet instructeur	Type de dépôt
Par subvention Taux d'aide publique : 100%	CTG ODEADOM CNES	PAE	Cette mesure est ouverte par appel à projet.

Taux d'avancement du Feader sur la mesure 1 : 24%



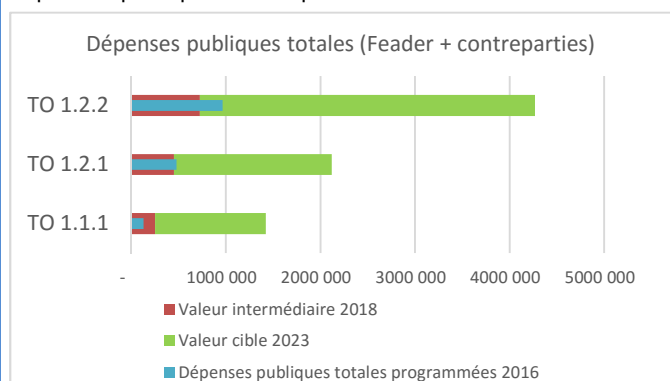
#### Mise en œuvre de la mesure 1

##### Engagement et bilan financier

21 dossiers ont été programmés sur la mesure 1, pour un montant total de 1 571 083,43 € (Feader + cofinancement + autofinancement). 24 % du montant Feader total prévu sur la mesure 1 a été engagé fin 2016.

Le TO 122 est le plus mobilisé (14 dossiers).

Cette mesure respecte à peu près les taux de programmation des dépenses publiques escomptés à horizon 2018 :

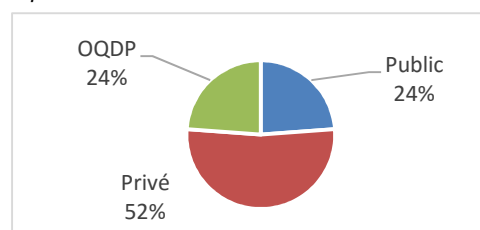


Un des objectifs prioritaires du PDR de Guyane est de réaliser des actions de formation à destination de plus de 1000 participants des secteurs agricoles et forestiers (valeur cible Mesure 1 : 1 098 participants aux formations).

##### Bénéficiaires

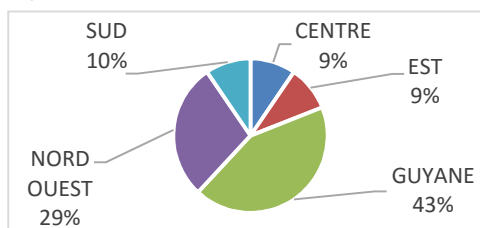
##### ➤ Type de bénéficiaires

Répartition en nombre de bénéficiaires



##### ➤ Provenance géographique des bénéficiaires

Répartition en nombre de bénéficiaires





## MESURE 2 – SERVICES DE CONSEIL, SERVICES D'AIDE A LA GESTION AGRICOLE ET SERVICES DE REMPLACEMENT SUR L'EXPLOITATION

### Description générale de la mesure 2

La mesure 2 vise au renforcement de l'encadrement technico-économique et administratif des actifs des secteurs agricoles et forestiers, afin d'améliorer la compétitivité des exploitations agricoles et forestières ainsi que leur performance environnementale. Ces services de conseil peuvent être individualisés.

Elle propose 3 types d'opérations ouverts sous les sous-mesures 2.1, 2.2 et 2.3, qui ciblent respectivement les services améliorant la compétitivité, les services de remplacement et la formation de conseillers :

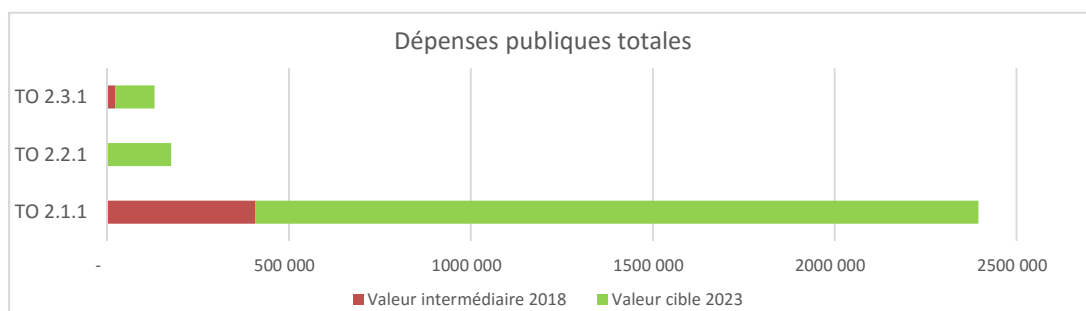
- TO 2.1.1 – Conseil aux entreprises
- TO 2.2.1 – Mise en place du service de remplacement
- TO 2.3.1 – Formation des conseillers

	Type de soutien	Taux d'aide publique	Guichet instructeur	Type de dépôt
TO 2.1.1	Subvention	100 % dans la limite de 1 500€	DAAF	Cette mesure est ouverte par appel à projet.
TO 2.2.1	Subvention dégressive sur 5 ans	De 100%, 90%, 75%, 50% et 25% de la 1 <sup>ère</sup> à la 5 <sup>ème</sup> année		
TO 2.3.1	Subvention	100% dans la limite de 200 000€ sur 3 ans		

### Mise en œuvre de la mesure 2

La mesure 2 n'est pas encore ouverte au moment de l'évaluation. Ainsi, aucun dossier n'a été programmé sous cette mesure.

Le taux d'engagement est donc nul pour les 3 TO, par rapport à la valeur intermédiaire fixée (dépenses publiques totales) :



## MESURE 3 – SYSTEMES DE QUALITE APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES ET AUX DENREES ALIMENTAIRES

### Description générale de la mesure 3

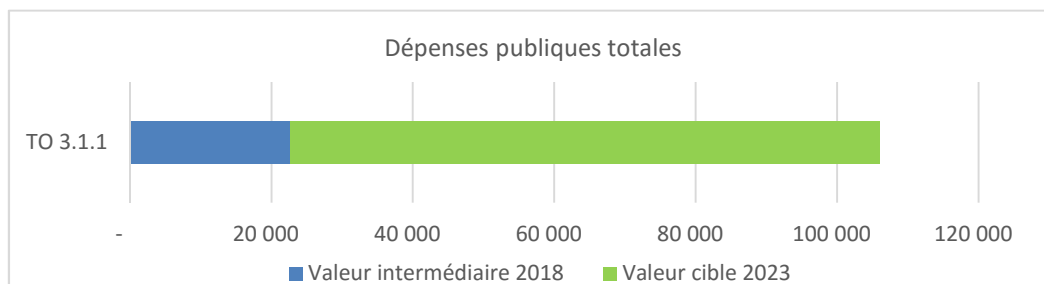
La mesure 3 vise à adapter les produits agricoles guyanais aux attentes des consommateurs (qualité des produits), tout en assurant une meilleure valorisation économique des produits agricoles (valeur ajoutée), à travers la mise en place et le développement de démarches de qualité. Cette mesure est déclinée en un seul type d'opération, ouvert sous la sous mesure 3.1, qui permet l'accompagnement des nouveaux volontaires à participer aux systèmes de qualité :

- TO 3.1.1 – Aide à la participation des agriculteurs aux démarches de qualité

	Type de soutien	Taux d'aide publique	Guichet instructeur	Type de dépôt
<b>TO 3.1.1</b>	Subvention	100 % dans la limite de 3 000€ par exploitation et par an pour 5 ans maximum	DAAF	Au fil de l'eau

### Mise en œuvre de la mesure 3

Cette mesure a été ouverte, mais aucune opération n'a été programmée à fin 2016. Le taux d'engagement est donc nul, pour les objectifs de dépenses publiques totales 2018 et 2023 suivants :



## MESURE 4 – INVESTISSEMENTS PHYSIQUES

### Description générale de la mesure 4

La mesure 4 consiste en un soutien aux investissements entrepris par les acteurs agricoles et forestiers, afin d'améliorer la performance économique et l'efficacité environnementale des exploitations agricoles.

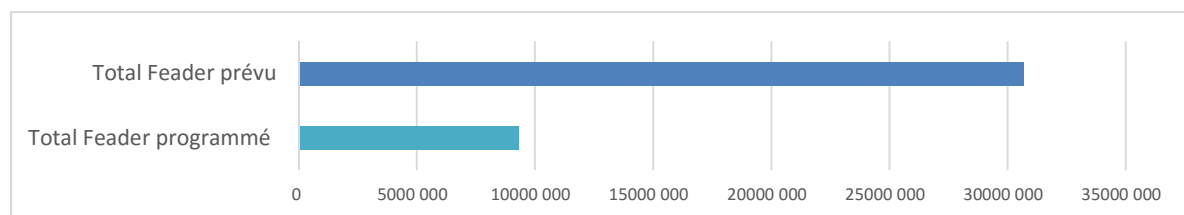
6 types d'opérations sont ouverts dans cette mesure, à travers les sous-mesures 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4, visant respectivement la modernisation des exploitations agricoles, le développement des activités de transformation et de commercialisation des produits agricoles, la facilitation de l'accès au foncier, et les investissements non productifs liés à la réalisation d'objectifs environnementaux :

- TO 4.1.1 – Modernisation des exploitations agricoles
- TO 4.2.1 – Transformation et commercialisation des produits agricoles
- TO 4.3.1\* – Gestion et aménagement du foncier agricole
- TO 4.3.3 – Desserte forestière bois œuvre et bois énergie
- TO 4.4.1 – Investissements agricoles non productifs

(\*Les TO 4.3.1 et 4.3.2 ont été fusionnés en un seul TO : le 4.3.1. Cependant, le TO 4.3.2 reste mentionné dans le PDR à certains endroits).

	Type de soutien	Taux d'aide publique	Autres co-financeurs	Guichet instructeur	Type de dépôt
TO 4.1.1	Subvention	30% Avec modulation	MAAF CTG	DAAF	Au fil de l'eau et appel à projets à venir
TO 4.2.1		75%	ODEADOM		
TO 4.3.1		100%	CTG ODEADOM Autres		
TO 4.3.3		100%			
TO 4.4.1		90% (+ 10% pour investissements paysagers)			

Taux d'avancement du Feader sur la mesure 4 : 30%

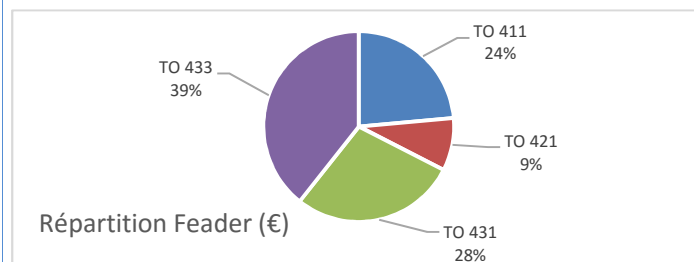


## Mise en œuvre de la mesure 4

### Engagement et bilan financier

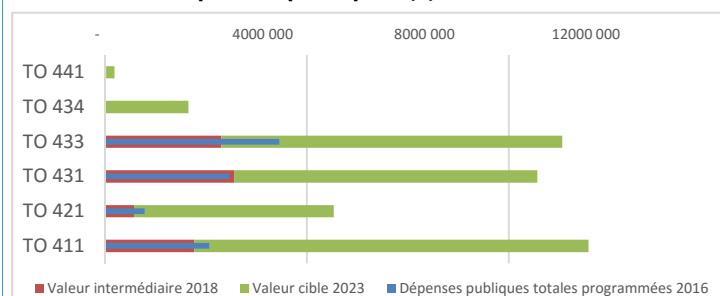
53 dossiers ont été programmés sur la mesure 4, pour un montant total de 13 661 256,98 € (Feader + cofinancement + autofinancement), dont 9 329 048,42 € de Feader (68% du montant total).

4 TO ont été mobilisés fin 2016, majoritairement le TO 411 – Modernisation des exploitations agricoles (39 dossiers), avec la répartition du montant Feader suivante entre les TO :

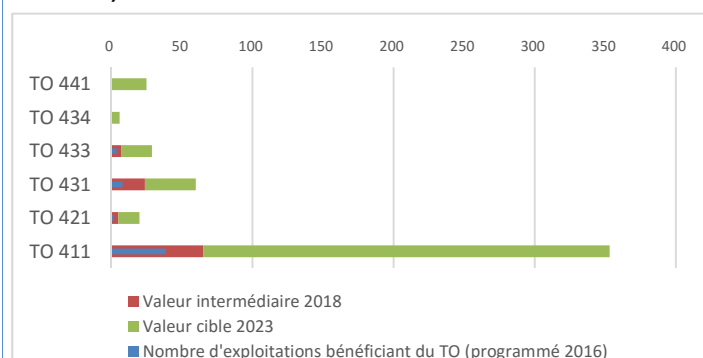


L'avancement financier est plus important que l'avancement en termes de nombre de bénéficiaires, ce qui signifie que les aides demandées par dossier sont plus importantes que ce qui était prévu :

#### ➤ Total des dépenses publiques (€)



#### ➤ Nombre d'exploitations bénéficiant du TO (programmation 2016)

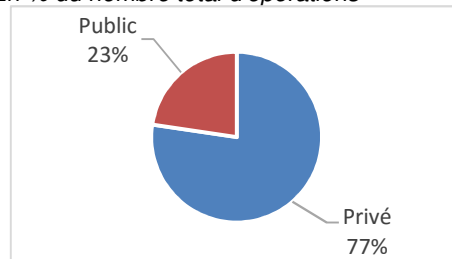


Un des objectifs prioritaire du PDR de Guyane est d'aider 350 exploitations à se moderniser et à se développer (353 exploitations bénéficiaires des TO de la sous-mesure 4.1). Fin 2016, 39 dossiers étaient programmés sur le TO 411.

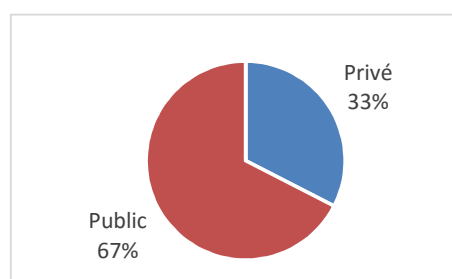
### Bénéficiaires

#### ➤ Type de bénéficiaires

En % du nombre total d'opérations



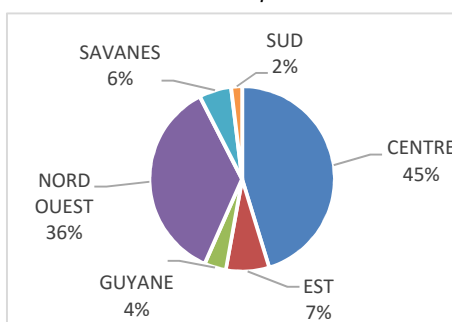
En % de montant Feader total sur la mesure 4



Les opérations sont en majorité sollicitées par des privés, mais ce sont les structures publiques qui bénéficient d'un montant d'aides Feader plus important (projets au montant total plus important).

#### ➤ Provenance géographique des bénéficiaires

En % du nombre total d'opérations



## MESURE 6 – DEVELOPPEMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET DES ENTREPRISES

### Description générale de la mesure 6

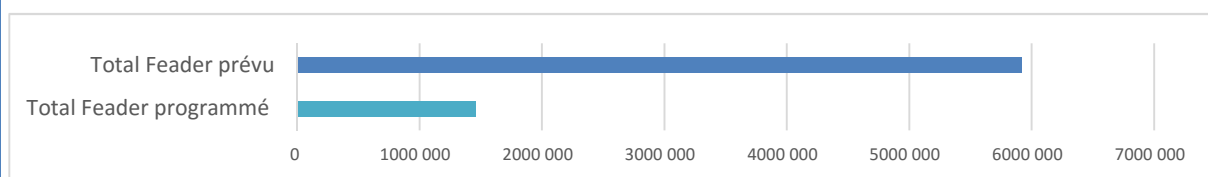
La mesure 6 propose une aide au démarrage pour les exploitations agricoles et les entreprises d'exploitation de bois-énergie et de biomasse, afin que ces dernières soient viables, notamment à travers le développement et la diversification des activités économiques en zone rurale.

3 types d'opérations sont ouverts dans cette mesure, à travers les sous-mesures 6.1, 6.3 et 6.4, visant respectivement l'aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs, l'aide au démarrage pour le développement des petites exploitations, et l'aide aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles :

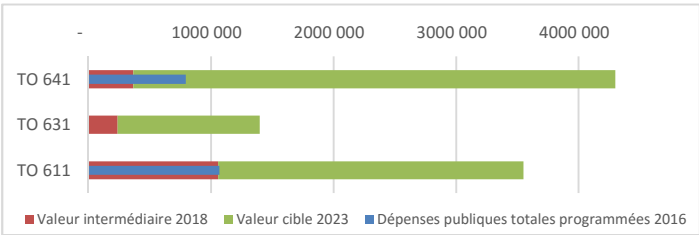
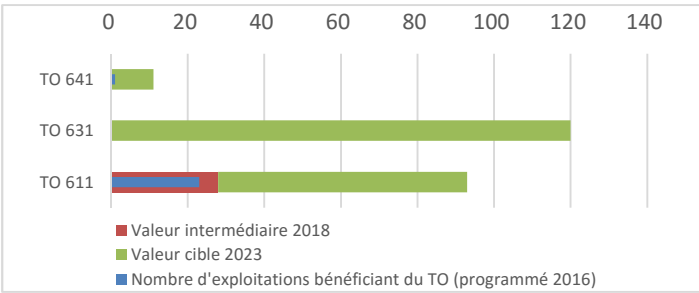
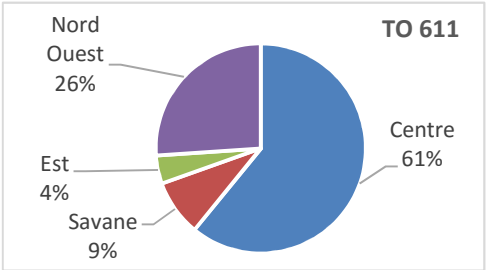
- TO 6.1.1 – Dotation jeunes agriculteurs (DJA)
- TO 6.3.1 – Aide au démarrage des petites exploitations agricoles (DPA)
- TO 6.4.1 – Aide aux entreprises d'exploitation de bois-énergie et de biomasse

Type de soutien		Taux d'aide publique	Autres co-financeurs	Guichet instructeur	Type de dépôt
<b>TO 6.1.1</b>	Subvention (paiement forfaitaire versé sur une durée max de 5 ans)	100 % 30 000€ Avec modulation (50 000€ max)		DAAF	Au fil de l'eau
<b>TO 6.3.1</b>	Dotation forfaitaire versée en 2 tranches	100 % 10 000€ Avec modulée si couplé avec 4.1.1			
<b>TO 6.4.1</b>	Subvention	75 %	CNES Autres		

Taux d'avancement du Feader sur la mesure 6 : 25%



## Mise en œuvre de la mesure 6

Engagement et bilan financier	Bénéficiaires
<p>24 dossiers ont été programmés sur la mesure 6, pour un montant total de 2 128 545 € (Feader + cofinancement + autofinancement), dont 1 457 876,43 € de Feader (68%).</p> <p>Presque que le TO 611 a été mobilisé fin 2016 pour la mesure 6 (un dossier mobilisant le TO 641 pour 549 566,43 de Feader).</p> <p>Pour le TO 611, l'avancement est à peu près conforme à la valeur intermédiaire prévue pour 2018.</p> <p>➤ <b>Total des dépenses publiques (€)</b></p>  <p>➤ <b>Nombre d'exploitations bénéficiant du TO</b></p>  <p>Un des objectifs prioritaires du PDR de Guyane pour la période 2014-2020 est de soutenir 93 projets d'installation agricole de jeunes agriculteurs (sous mesure 6.1). Fin 2016, ce nombre s'élevait à 23.</p>	<p>➤ <b>Type de bénéficiaires</b></p> <p>Les bénéficiaires du TO 611 sont tous des exploitants agricoles. La majorité sont des hommes (61% des dossiers programmés).</p> <p>➤ <b>Provenance géographique des bénéficiaires</b></p> <p>En % du nombre de bénéficiaires pour le TO 611</p> 

## MESURE 7 - SERVICES DE BASE ET RENOVATION DES VILLAGES DANS LES ZONES RURALES

### Description générale de la mesure 7

La mesure 7 vise à promouvoir le développement local, favoriser le désenclavement et améliorer la santé publique.

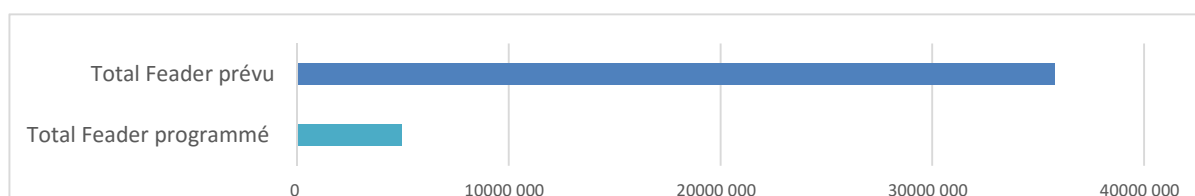
7 types d'opérations sont ouverts dans cette mesure, à travers les sous-mesures 7.1 et 7.2, qui soutiennent respectivement l'élaboration et la mise à jour des schémas directeurs et des documents de planification en zones rurales (eau, assainissement, électricité et déchets), et les investissements réalisés pour la création ou le développement des équipements en zones rurales (raccordement de ces zones, fourniture de services de base, etc.) :

- TO 7.1.1 – Plans et schémas de développement des zones rurales
- \*TO 7.1.2 – Plans de gestion forestière
- TO 7.2.1 – Adduction en eau potable en zone rurale
- TO 7.2.2 – Assainissement en zone rurale
- TO 7.2.3 – Dessertes en zone rurale
- TO 7.2.4 – Electrification en zone rurale
- TO 7.2.5 – Gestion des déchets en zone rurale
- TO 7.2.6 – Equipements sociaux et médico-sociaux en zone rurale

(\*TO introduit dans la révision du PDRG de 2017, non intégré dans la présente analyse)

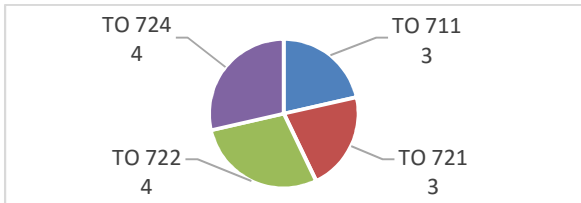
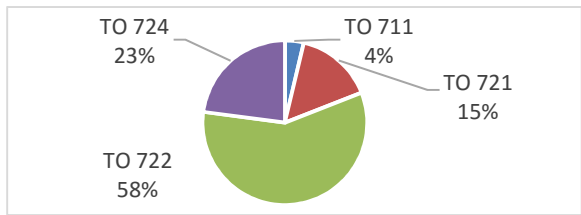
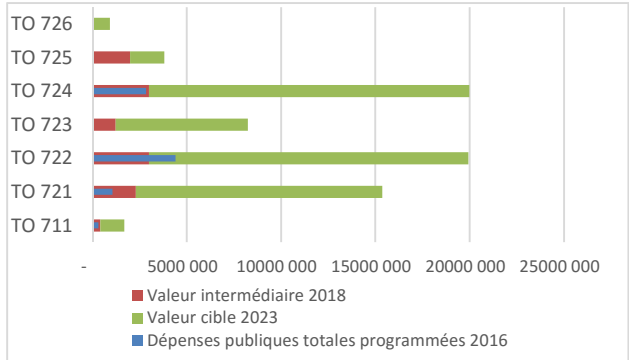
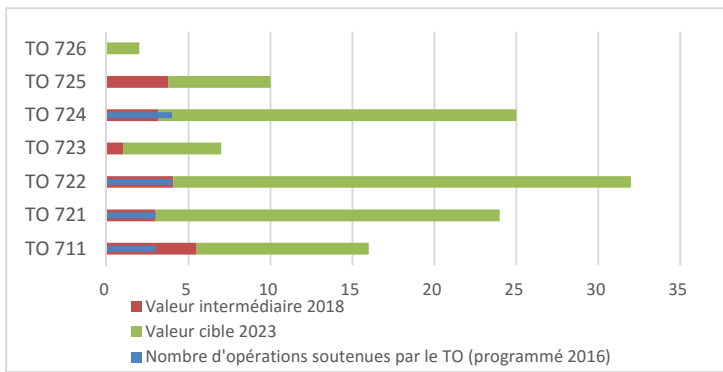
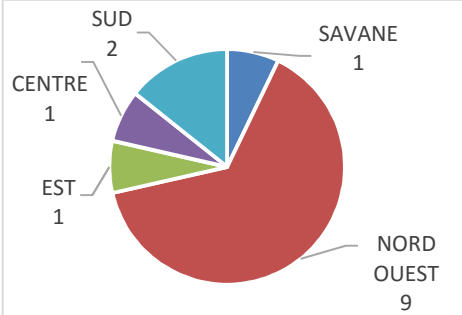
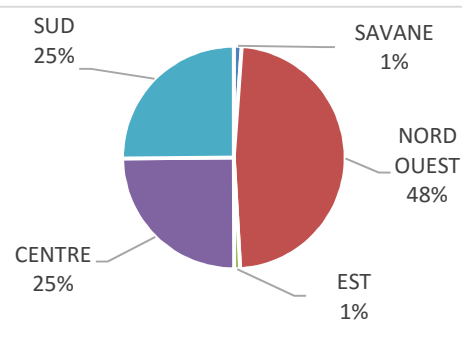
	Type de soutien	Taux d'aide publique	Autres co-financiers	Guichet instructeur	Type de dépôt
TO 7.1.1	Subvention	80% Avec modulation 10% zones isolées/éloignées	OEG ONEMA	CTG PAE	Continu
TO 7.2.1	Subvention	80% Avec modulation 10% zones isolées/éloignées ou 5% enjeu santé publique	CTG OEG ONEMA		Continu ou AAP
TO 7.2.2	Subvention	80% Avec modulation 10% zones isolées/éloignées ou 5% enjeu santé publique	CTG OEG ONEMA		Continu ou AAP
TO 7.2.3	Subvention	70 %			Continu
TO 7.2.4	Subvention	80% Avec modulation de 5 à 10%	FACE Autres		Continu ou AAP
TO 7.2.5	Subvention	80% Avec modulation 10% zones isolées			Continu
TO 7.2.6	Subvention	80% Avec modulation 10% zones isolées			Continu

Taux d'avancement du Feader sur la mesure 7 : 14%





## Mise en œuvre de la mesure 7

Engagement et bilan financier	Bénéficiaires
<p>14 dossiers ont été programmés sur la mesure 7, pour un montant total de 9 748 610,26 € (Feader + cofinancement + top-up + autofinancement), dont 4 958 245,36 € de Feader (51%).</p> <p>4 TO ont été mobilisés sur les 7 ouverts (voir répartition ci-dessous). Le TO 722 a bénéficié du plus de soutien du Feader, relativement au nombre de dossiers.</p> <p>➤ <b>Nombre de dossiers programmés par TO</b></p>  <p>➤ <b>Répartition des montants Feader programmés par TO</b></p>  <p>Les taux d'avancement des TO 711, 721, 722 et 724 sont à peu près conformes aux valeurs intermédiaires prévues pour 2018, que ce soit en termes de dépenses publiques ou de nombre d'opérations soutenues.</p> <p>➤ <b>Total des dépenses publiques (€)</b></p>  <p>➤ <b>Nombre d'opérations soutenues par le TO</b></p> 	<p>➤ <b>Type de bénéficiaires</b></p> <p>Les bénéficiaires de la mesure 7 sont des collectivités. 3 opérations soutenues concernent le secteur agricole, les autres visent des équipements ruraux.</p> <p>➤ <b>Provenance géographique des bénéficiaires</b></p> <p>Les bénéficiaires viennent en majorité de la région Nord-Ouest (Commune d'Apatou, Commune de Grand-Santi et CCOG).</p> <p><i>Nombre total d'opérations pour la mesure 7</i></p>  <p><i>En % de montant Feader total sur la mesure 7</i></p>  <p>Un des objectifs du PDR de Guyane pour 2014-2020 est que 50% des ressources du programme soient utilisées pour améliorer les services et infrastructures dans les zones rurales (69 928 411,76€ de dépenses publiques affectés au titre de la mesure 7). Fin 2016, 8 623 606,30€ étaient programmés sur la mesure 7 (Feader + contreparties + top-up).</p>

## MESURE 8 – INVESTISSEMENT DANS LE DEVELOPPEMENT DES ZONES FORESTIERES ET AMELIORATION DE LA VIABILITE DES FORETS

### Description générale de la mesure 8

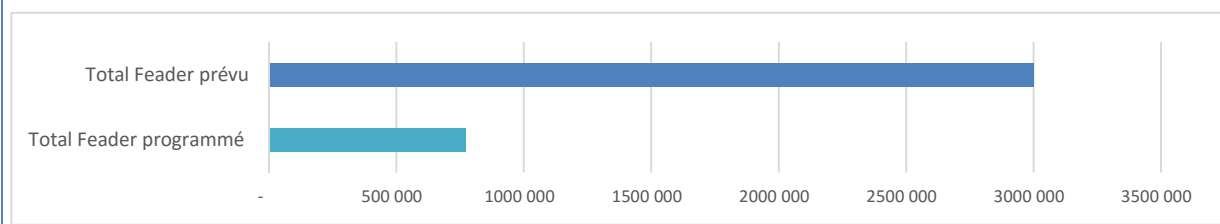
La mesure 8 vise à soutenir le développement des zones forestières et la compétitivité des entreprises d'exploitation forestière de bois d'œuvre, à travers le maintien et le développement de pratiques de gestion d'utilisation durable de la forêt guyanaise.

2 types d'opérations sont ouverts dans cette mesure, à travers les sous-mesures 8.2 et 8.6 qui soutiennent respectivement le développement de l'agroforesterie (bois d'œuvre et bois-énergie) les investissements dans les entreprises d'exploitation forestière de bois d'œuvre pour améliorer leur compétitivité, la durabilité de leurs pratiques et leur professionnalisation.

- TO 8.2.1 – Agroforesterie
- TO 8.6.1 – Modernisation des exploitants forestiers – bois d'œuvre

	Type de soutien	Taux d'aide publique	Autres co-financeurs	Guichet instructeur	Type de dépôt
TO 8.2.1	Subvention	80%		DAAF	
TO 8.6.1	Subvention	75 %	CNES		INI

Taux d'avancement du Feader sur la mesure 8 : 26%



### Mise en œuvre de la mesure 8

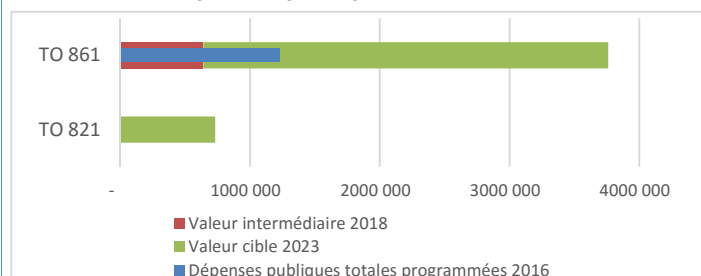
#### Engagement et bilan financier

3 dossiers ont été programmés sur la mesure 8, pour un montant total de 1 599 191,83 € (Feader + cofinancement + top-up + autofinancement), dont 771 492,49 € de Feader (48 %).

Seul le TO 861 a été mobilisé.

Le TO 861 montre un taux d'avancement supérieur à la valeur intermédiaire prévue.

#### ➤ Total des dépenses publiques (€)



#### Bénéficiaires

##### ➤ Type de bénéficiaires

Les bénéficiaires de la mesure 8 sont tous des privés.

##### ➤ Provenance géographique des bénéficiaires

Les 3 bénéficiaires des opérations viennent de Guyane (pas plus de précisions).

## MESURE 10 – AGROENVIRONNEMENT - CLIMAT

### Description générale de la mesure 10

La mesure 10 répond aux enjeux environnementaux de la Guyane : augmentation de la SAU aux dépens des écosystèmes exceptionnels de la Guyane, faiblesse des connaissances sur la biodiversité, la qualité et le fonctionnement de l'eau et des sols, utilisation de produits phytosanitaires et forte pression parasitaire, mauvaise qualité des sols. Elle vise donc à garantir le maintien et favoriser le développement de pratiques agricoles respectueuses des sols, de la biodiversité des ressources, des milieux naturels et des paysages

Cette mesure fait appel à la sous mesures 10.1 - Paiements au titre d'engagements agroenvironnementaux et climatiques, et propose des types d'opération de 3 catégories :

#### **Gestion de la prairie :**

- TO 10.1.11 – Augmentation du pouvoir de séquestration des prairies par l'introduction de légumineuses

#### **Suppression des traitements phytosanitaires et gestion de la fertilité des sols :**

- TO 10.1.21 – Mise en place de pièges à taons en élevage
- TO 10.1.23 – Suppression des traitements phytosanitaires herbicides en arboriculture fruitière
- TO 10.1.24 – Enherbement sous cultures arboricoles pérennes et semi pérennes
- TO 10.1.25 – Mise en place d'un paillage végétal sur cultures annuelles et pérennes

#### **Entretien et implantation d'éléments de continuités et du paysage :**

- TO 10.1.31 – Préservation et entretien de haies existantes localisées de manière pertinente
- TO 10.1.32 – Maintien et entretien d'une bande de végétation boisée en bord de cours d'eau

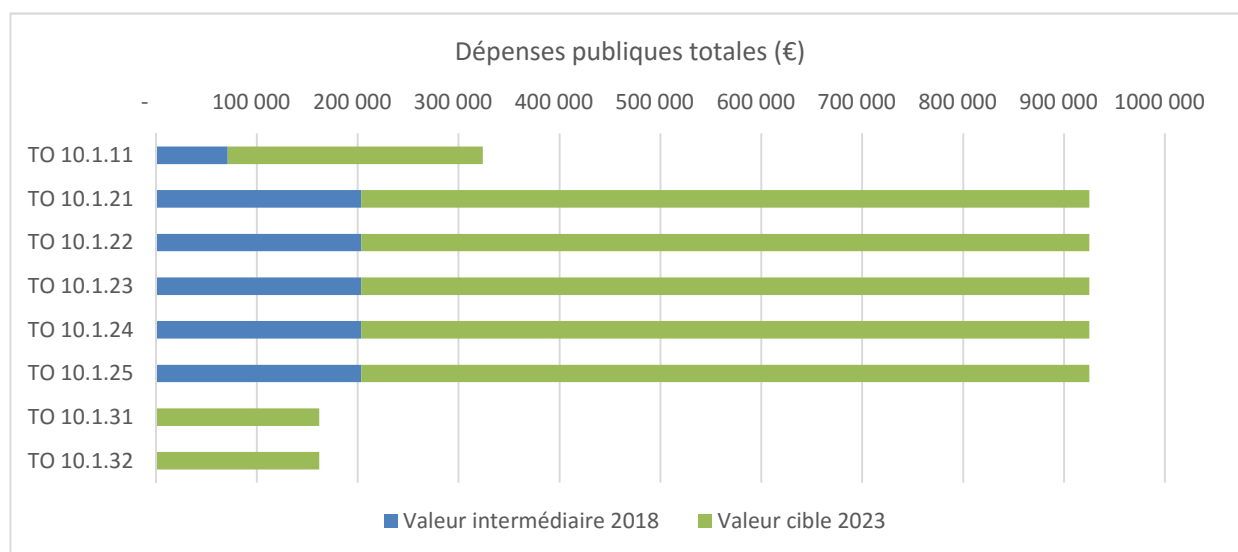
Type de soutien	Taux d'aide publique	Guichet instructeur	Type de dépôt
TO 10.1.11	100% Montant unitaire maximum de 173€/ha/an	DAAF	Au fil de l'eau
TO 10.1.21	100% Montant unitaire maximum de 144€/ha/an		
TO 10.1.22	100% Montant unitaire maximum de 494€/ha/an		
TO 10.1.23	100% Montant unitaire maximum de 631€/ha/an		
TO 10.1.24	100% Montant unitaire maximum de 623€/ha/an		
TO 10.1.25	100% Montant unitaire maximum de : - 600€/ha/an (maraîchage) - 900€/ha/an (arboriculture)		
TO 10.1.31	100% Montant unitaire maximum de 1,33€/ml/an	DAAF	Au fil de l'eau
TO 10.1.32	100% Montant unitaire maximum de 3€/ml/an		

## Mise en œuvre de la mesure 10

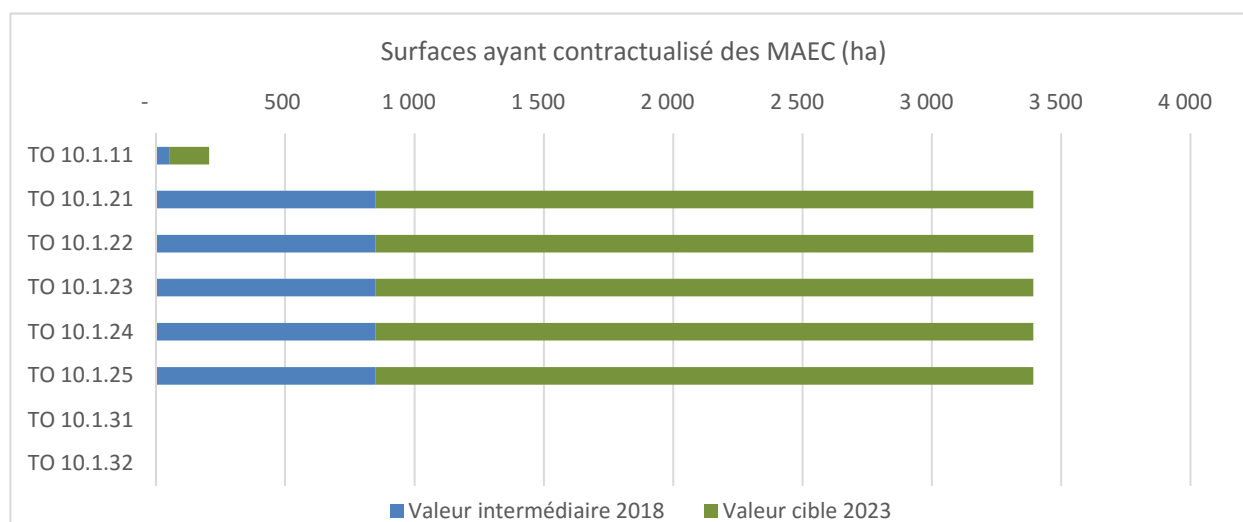
Aucune opération n'a pu être programmée sous cette mesure au moment de l'étude en raison du retard d'implémentation des outils comptables (ISIS dans ce cas). Toutefois, des demandes ont été adressées à la DAAF. 67 demandes ont été déposées en 2016 sous la mesure 10 MAEC, pour environ 910 000 € pour 5 ans (soit 84 % de la dépense publique totale prévue pour cette mesure pour 2014-2020), ce qui correspond à une surface totale de environ 482 ha.

Les engagements MAEC les plus demandés sont l'enherbement et la suppression d'herbicides (entretien des vergers). On observe une bascule des agriculteurs ayant contractualisé l'engagement enherbement sous la précédente programmation vers la suppression d'herbicides et une tendance au cumul des engagements enherbement et paillage.

Les objectifs de dépenses publiques totales pour 2018 et 2023 sont les suivants :



Les objectifs de surfaces ayant contractualisé des MEAC pour 2018 et 2023 sont les suivants :



## MESURE 11 – AGRICULTURE BIOLOGIQUE

### Description générale de la mesure 10

La mesure 11 vise à favoriser le maintien et la conversion d'exploitations suivant des pratiques d'agriculture biologique, à travers les sous-mesures 11.1 et 11.2. 2 types d'opération ont été mis en place :

- TO 11.1.1 – Conversion à l'agriculture biologique
- TO 11.2.1 – Maintien de l'agriculture biologique

	Type de soutien	Taux d'aide publique	Guichet instructeur	Type de dépôt
TO 11.1.1	Aide forfaitaire surfacique avec engagement sur 3 ans	100% Montant unitaire de : - 450€/ha/an (prairies + élevage) - 600 €/ha/an (cultures annuelles) - 900€/ha/an (cultures spécialisées, pérennes et semi-pérennes)		
TO 11.2.1	Aide forfaitaire surfacique avec engagement sur 5 ans	100% Montant unitaire de : - 209€/ha/an (prairies + élevage) - 372€/ha/an (cultures annuelles) - 472€/ha/an (cultures spécialisées, pérennes et semi-pérennes)		

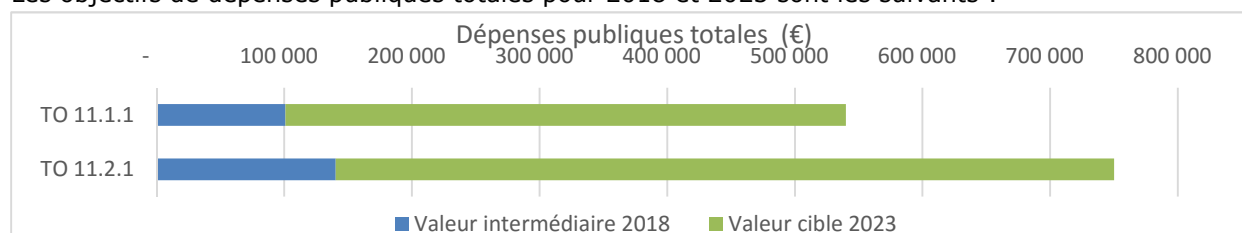
### Mise en œuvre de la mesure 11

Aucune opération n'a pu être programmée sous cette mesure au moment de l'étude en raison des du retard d'implémentation des outils comptables (ISIS dans ce cas). Toutefois, des demandes ont été adressées à la DAAF.

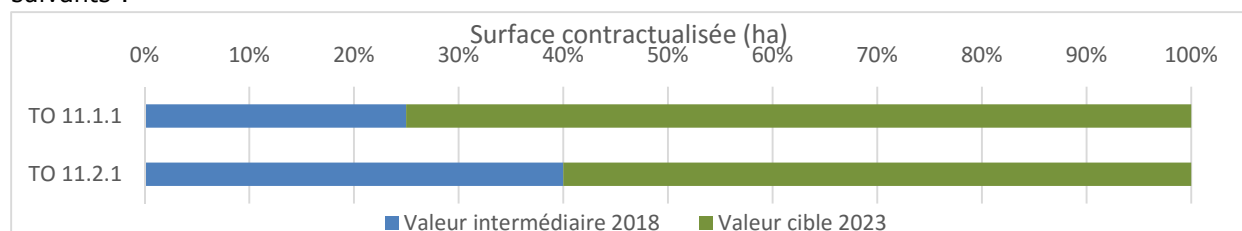
44 demandes ont été recensées en 2016 pour la mesure 11 Agriculture biologique. Il s'agit principalement de la poursuite de contrats de conversion déjà initiés sur la programmation précédente et d'aide au maintien mais on compte cependant une petite dizaine de nouveaux demandeurs selon la DAAF. Ces projets représentent une superficie de 885 ha et environ 898 000 € pour 5 ans (soit 70 % de la dépense publique totale prévue pour cette mesure pour 2014-2020).

Le rythme de conversion suivrait ainsi la tendance planifiée qui prévoyait environ 70 conversions sur la période 2014-2020, dans la continuité de la programmation précédente.

Les objectifs de dépenses publiques totales pour 2018 et 2023 sont les suivants :



Les objectifs de surfaces bénéficiant des aides à l'agriculture biologique pour 2018 et 2023 sont les suivants :



## MESURE 13 – PAIEMENTS EN FAVEUR DES ZONES SOUMISES A DES CONTRAINTES NATURELLES OU A D'AUTRES CONTRAINTES SPECIFIQUES

### Description générale de la mesure 13

La mesure 13 soutient les exploitations agricoles dans les zones aux conditions d'exploitation difficiles, dues à des handicaps naturels, notamment le climat, la maîtrise des apports d'eau, la dégradation des sols, l'éloignement ou le couvert forestier dense, à travers la sous mesure 13.2.1, qui compense les surcoûts occasionnés pour les agriculteurs, afin de conserver les modes de production durable et les systèmes de culture traditionnels guyanais.

Un type d'opération a été mis en place :

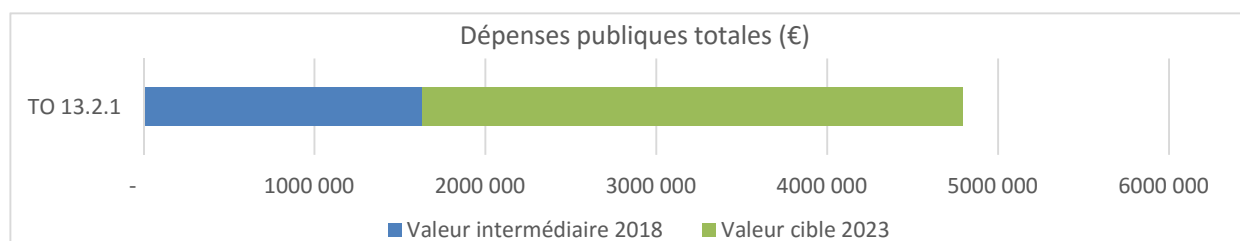
- TO 13.2.1 – Indemnité Compensatoire de Handicaps Naturels (ICHN)

	Type de soutien	Taux d'aide publique	Guichet instructeur	Type de dépôt
<b>TO 13.2.1</b>	Aide forfaitaire surfacique annuelle	100% Montant unitaire compris entre 25 et 250 €/ha/an, dans la limite de 50ha	?	?

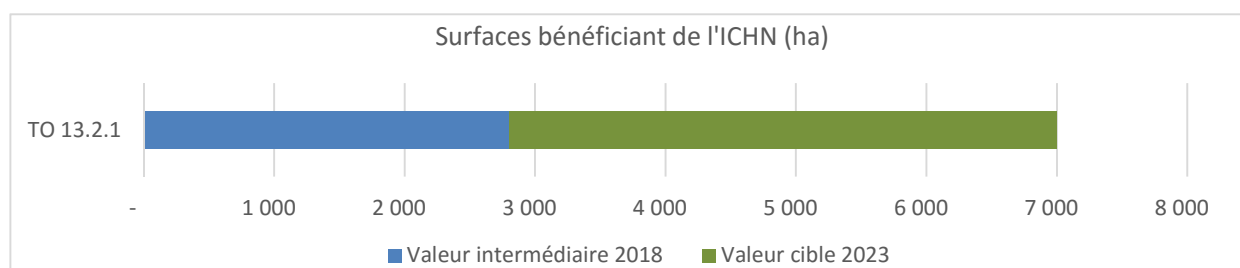
Aucune opération n'a été programmée au moment de l'étude, en raison du retard d'implémentation des outils comptables (ISIS dans ce cas). Des déclarations ont été faites à la DAAF.

Les bénéficiaires de la mesure ICHN sont estimés à 450 en 2016 (dossiers en cours de traitement). Le nombre de télé-déclarations PAC 2017 ayant sensiblement diminué en 2017 suite à un changement d'organisation et de gestion de ces aides, la CTG s'attend à une baisse proportionnelle du nombre de demandes ICHN en 2017 (demande faite dans le cadre de la déclaration PAC), avec un nombre de bénéficiaires estimés à environ 300.

Les objectifs de dépenses publiques totales pour 2018 et 2023 sont les suivantes :



Les objectifs de surfaces bénéficiant de l'ICHN à horizon 2018 et 2023 sont les suivants :



## MESURE 16 – COOPERATION

### Description générale de la mesure 16

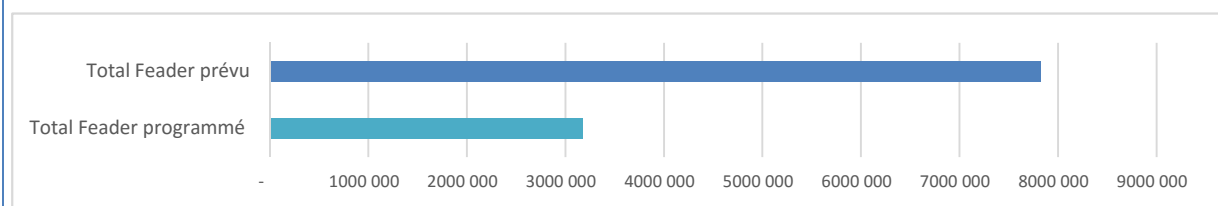
La mesure 16 permet de soutenir les actions de coopération horizontales et verticales entre les acteurs des secteurs agricoles, forestiers et de la biomasse énergie, notamment dans le cadre de projets collectifs de structuration des filières, la mise en place de projets pilotes, l'animation autour des projets collectifs.

6 types d'opérations sont ouverts dans cette mesure, à travers les sous-mesures 16.1, 16.2, 16.4, 16.5, 16.6 et 16.8, qui soutiennent respectivement l'émergence des GO qui mettront en œuvre les sous-mesures 16.2 et 16.6 ; les projets pilotes innovants pour le transfert de technologies et de connaissances vers les secteurs agricoles et agroalimentaires (portés par des GO) ; l'animation et la structuration des filières agricoles (mise en lien des acteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire) pour la promotion de la mise en œuvre de plateformes logistiques, la constitution de circuits courts d'approvisionnements et les marchés locaux ; l'animation environnementale dans le cadre d'initiatives collectives ; les projets pilotes innovants pour l'animation et la structuration des filières bois-énergie et biomasse-énergie en lien avec les secteurs agricoles et forestiers (portés par des GO) et la mise en œuvre de plans de gestion forestière (financement de l'acquisition de connaissances sur les impacts liés à l'usage de la forêt, collecte de données pour développer les outils de gestion et d'aménagement durable, conseil pour le développement des labellisations, etc.) :

- TO 16.1.1 – Mise en place de la coopération pour l'innovation dans les domaines agricole, agro-alimentaire, environnemental et forestier
- TO 16.2.1 – Soutien aux projets agricoles et agro-alimentaires innovants
- TO 16.4.1 – Animation et structuration des filières agricoles
- TO 16.5.1 – Approches collectives en faveur des projets environnementaux
- TO 16.6.1 – Animation bois-énergie et biomasse-énergie
- TO 16.8.1 – Mise en œuvre des plans de gestion forestière

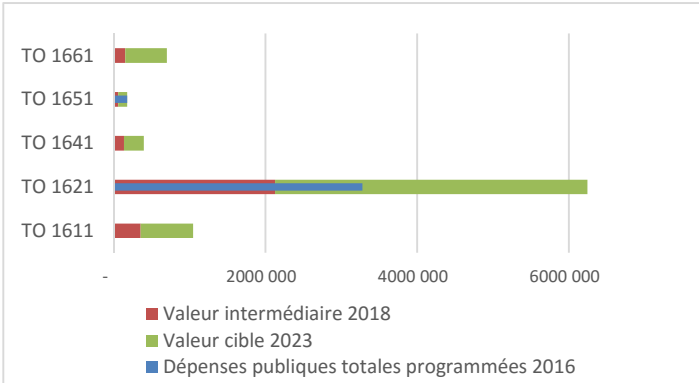
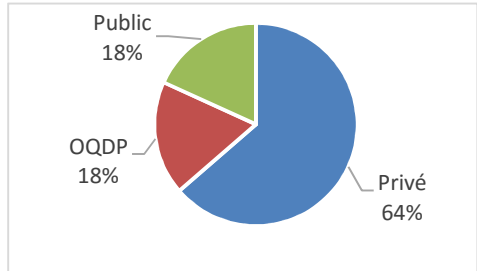
	Type de soutien	Taux d'aide publique	Autres co-financiers	Guichet instructeur	Type de dépôt
TO 16.1.1	Subvention (max 1 ans)	100% Avec modulation entre 30 et 75%		DAAF	AAP
TO 16.2.1	Subvention (max 7 ans)	100%	CTG ODEADOM		AAP
TO 16.4.1	Subvention (max 7 ans)	100%			AAP
TO 16.5.1	Subvention (max 7 ans)	100%	CTG		AAP
TO 16.6.1	Subvention (max 7 ans)	100%			AAP
TO 16.8.1		90% Avec 10% en plus pour investissements paysagers			

Taux d'avancement du Feader sur la mesure 16 : 37%





## Mise en œuvre de la mesure 16

Engagement et bilan financier	Bénéficiaires
<p>11 dossiers ont été programmés sur la mesure 16, pour un montant total de 3 452 252,35 € (Feader + cofinancement + autofinancement), dont 2 934 414,49 € de Feader (85 %).</p> <p>Les TO 16.2.1 et 16.5.1 (1 seul dossier) ont été mobilisés.</p> <p>➤ <b>Total des dépenses publiques (€)</b></p>  <p>Les dépenses publiques programmées sont globalement plus importantes que prévu, en particulier pour le TO 16.5.1, qui atteint 52% des dépenses publiques totales prévues pour l'ensemble de la programmation 2014-2020, alors que sa valeur intermédiaire pour 2018 est de 34%.</p> <p>Par ailleurs, un des objectifs prioritaires du PDR de Guyane est de soutenir près de 90 projets de coopération.</p>	<p>➤ <b>Type de bénéficiaires de la mesure 16 :</b></p>  <p>➤ <b>Provenance géographique des bénéficiaires</b></p> <p>Les bénéficiaires des opérations viennent de Guyane (pas plus de précision).</p>

## MESURE 19 – LEADER

Au moment de l'étude, seule la sous-mesure 19.1 « aide au démarrage LEADER » a été sollicité par les différents Groupes d'Action Locale de Guyane (au nombre de 5).

Aucune action sous les sous-mesures 19.2 « Opérations LEADER » et 19.3 « coopération LEADER » n'était programmée. Certains GAL ont toutefois identifié des projets qui pourront émerger fin 2017 et en 2018.

### 2.3.2 Localisation des aides accordées en Guyane par le PDRG

Les régions ayant bénéficié du plus d'aides FEADER sont le Nord-Ouest et le Centre, notamment à travers la mobilisation des mesures 4 et 7 (plusieurs opérations de plus d'un million d'euros sur ces mesures).

A l'inverse, les régions Sud et Savanes ne mobilisent que 11% des aides Feader à elles deux, et ce malgré deux projets programmés à plus d'1 million d'euros. Ces régions totalisent beaucoup moins de demande que le reste de la Guyane (6 dossiers programmés fin 2016 pour le Sud, et 8 pour Savanes, contre 41 et 42 opérations programmées respectivement pour le Centre et le Nord-Ouest).

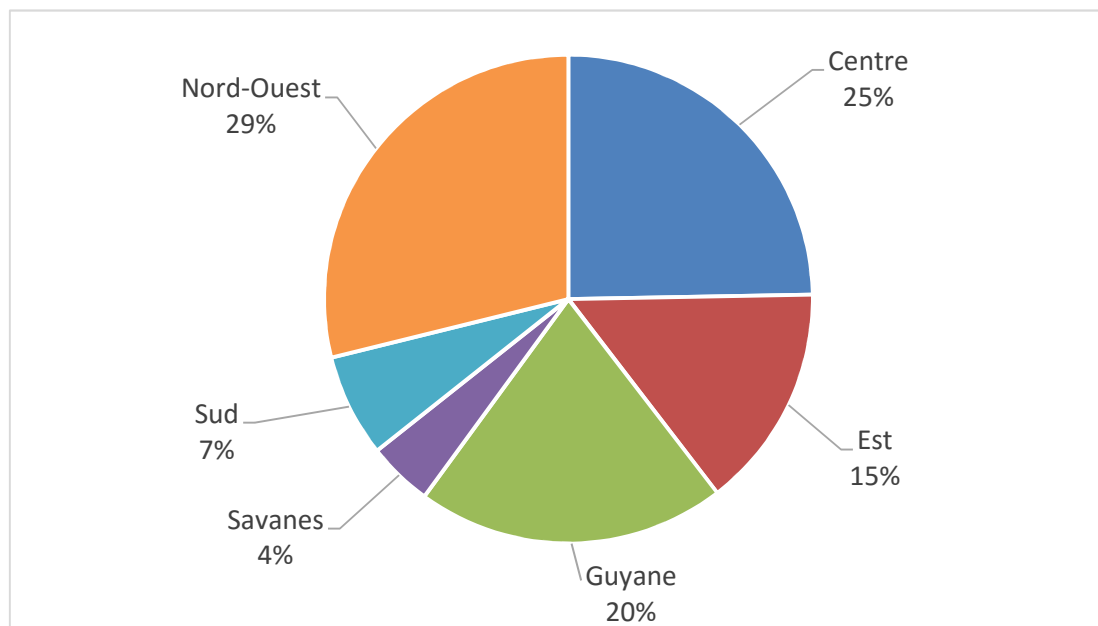


Figure 13 : Répartition du montant FEADER des opérations programmées par région géographique guyanaise

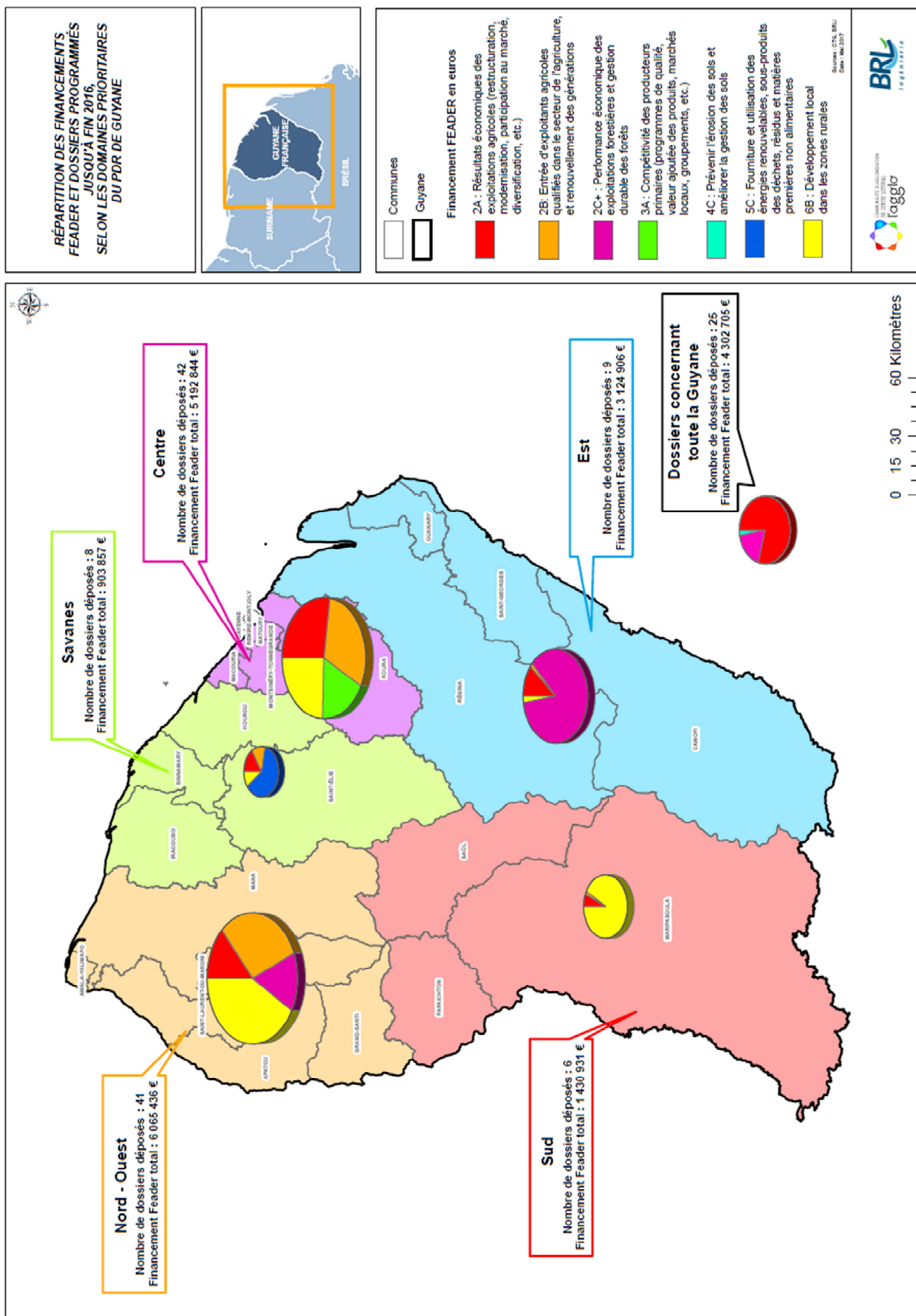
Le détail des montants FEADER et du nombre de dossiers programmés jusqu'à fin 2016 par grande région guyanaise est présenté sur la carte ci-après.

Dans les régions Nord-Ouest, Centre et Sud, le domaine prioritaire 6B (développement local dans les zones rurales) représente une grande part du Feader alloué. En effet, les opérations, qui correspondent principalement à la mesure 7, ont un montant unitaire élevé (coûteux projets d'infrastructures : électrification, assainissement, AEP, etc.).

Les opérations programmées sous les DP 2B représentent une part importante du Feader alloué aux régions Centre et Nord-Ouest en raison de 2 projets d'aménagement de voiries agricoles (mesure 4, TO 4.3.1) à plus d'un million d'euros.

Par ailleurs, 2 projets de pistes forestières (mesure 4, TO 4.3.3) à plus d'un million d'euros programmés dans la région Est sous le DP 2C+ expliquent la forte part de Feader que ce DP représente dans cette région.

La région Savanes, quant à elle, a programmé un gros projet de défriches agricoles biomasse pour l'approvisionnement d'une centrale (mesure 6, TO 6.4.1), qui explique la part importante de Feader que représente le DP 5C.



## 2.3.3 Etat d'avancement des indicateurs du programme

### INDICATEURS DE REALISATION

	N°	Intitulé de l'indicateur	Résultats 2017
Indicateurs de réalisation communs	O 1	Total des dépenses publiques	8 980 497,38
	O 2	Total des investissements	10 949 829,31
	O 3	Nombre d'actions/d'opérations bénéficiant d'un soutien	56
	O 4	Nombre d'exploitations/de bénéficiaires bénéficiant d'un soutien	0
	O 5	Superficie totale (ha)	0
	O 6	Surface physique bénéficiant d'un soutien (ha)	0
	O 7	Nombre de contrats bénéficiant d'un soutien	0
	O 8	Nombre d'unités de gros bétail bénéficiant d'un soutien (UGB)	0
	O 9	Nombre d'exploitations participant à des régimes qui bénéficient d'un soutien	0
	O 10	Nombre d'agriculteurs bénéficiant de paiements	0
	O 11	Nombre de jours de formation dispensés	0
	O 12	Nombre de participants aux formations	0
	O 13	Nombre de bénéficiaires conseillés	0
	O 14	Nombre de conseillers formés	0
	O 15	Population bénéficiant de meilleurs services/ infrastructures (informatiques ou autres)	0
	O 16	Nombre de groupes du PEI et nombre d'opérations du PEI bénéficiant d'un soutien et nombre et type de partenaires au sein des groupes du PEI	0
	O 17	Nombre d'opérations de coopération bénéficiant d'un soutien (autres que le PEI)	0
	O 18	Population concernée par les groupes d'action locale	83 000
	O 19	Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	5
	O 20	Nombre de projets Leader bénéficiant d'un soutien	0
	O 21	Nombre de projets de coopération bénéficiant d'un soutien	0
	O 22	Nombre et type de promoteurs de projets	0
	O 23	Numéro d'identification unique des groupes d'action locale engagés dans un projet de coopération	0
	O 24	Nombre d'échanges thématiques et analytiques mis en place avec le soutien du RRN	0
	O 25	Nombre d'outils de communication du RRN	0
	O 26	Nombre d'activités du réseau européen de développement rural auxquelles le RRN a participé	0

## INDICATEURS DE RESULTATS ET D'IMPACT

	N°	Intitulé de l'indicateur	Résultats 2017	Cible	DP
Indicateurs de résultat communs	T1	Pourcentage des dépenses 2014-2016 relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR	0	13,02	1A
	T2	Nombre total d'opérations de 2014-2016 coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...)	0	93	1B
	T3	Nombre total de participants 2014-2016 formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013	0	1098	1C
	T4	Pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation	0	5,89	2A
	T5	Pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan de développement d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs, bénéficiant d'un soutien au titre du PDR	0	1,55	2B
	T6	Pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien pour la participation à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs	0	3,41	3A
	T9	Pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages	0	11,79	4A
	T10	Pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau	0	25,16	4B
	T12	Pourcentage de terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou empêcher l'érosion des sols	0	25,16	4C
	T19	Pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion qui contribuent à la séquestration ou à la conservation du carbone	0	0,01	5E
	R22	Pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local	98,19	88,73	6B
	T22	Pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures	0	88,73	6B
	T23	Emplois créés dans des projets bénéficiant d'un soutien (Leader)	0	35	6B

### 2.3.4 Avancement par priorités de développement rural et domaines prioritaires

Le tableau ci-dessous présente l'état d'avancement des différents domaines prioritaires (en montant total des dépenses publiques programmées) par rapport aux prévisions d'engagement (cf. section 11.2 du PDR).

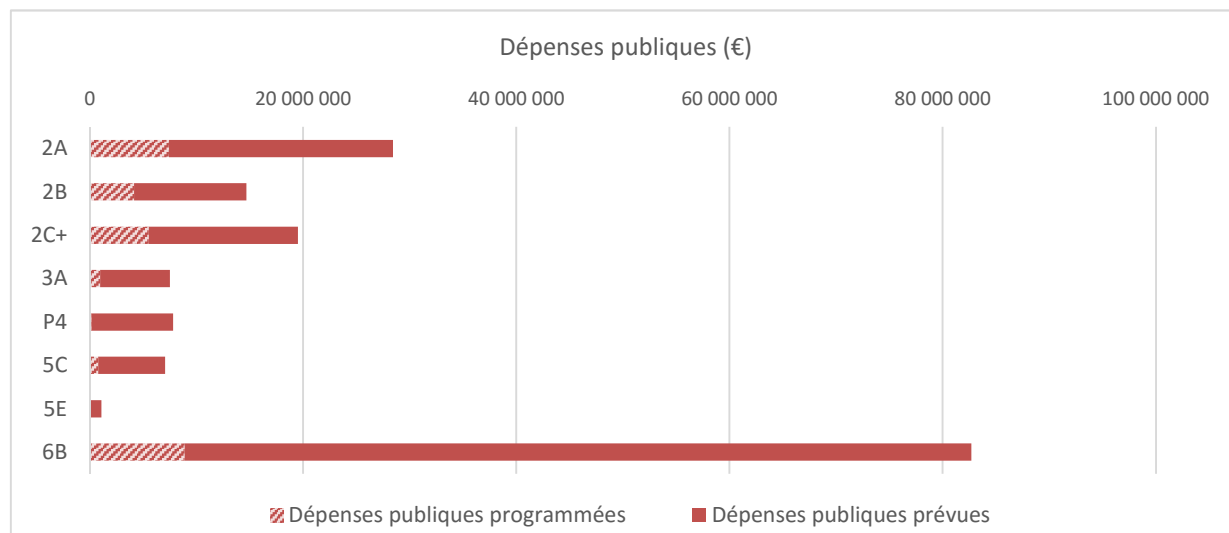


Figure 14 : Etat d'avancement des dépenses publiques (€) du PDRG au 31 décembre 2016 et taux d'avancement de la programmation par rapport aux prévisions, par domaine prioritaire

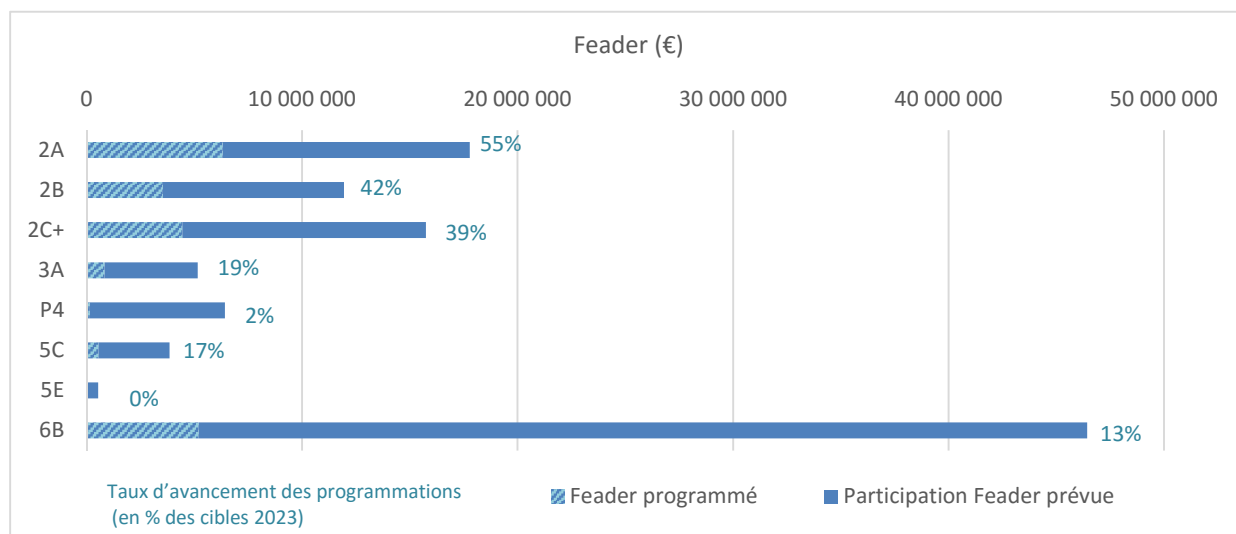


Figure 15 : Etat d'avancement de la participation Feader (€) du PDRG au 31 décembre 2016 et taux d'avancement de la programmation par rapport aux prévisions, par domaine prioritaire

	DP 2A	DP 2B	DP 2C+	DP 3A	DP 4C	DP 5C	DP 6B
<b>Nombre de dossiers programmés</b>	70	31	7	2	1	1	19
<b>Montant moyen de Feader alloué à chaque opération par DP (€)</b>	90 227	113 879	634 712	418 342	149 500	549 566	273 465



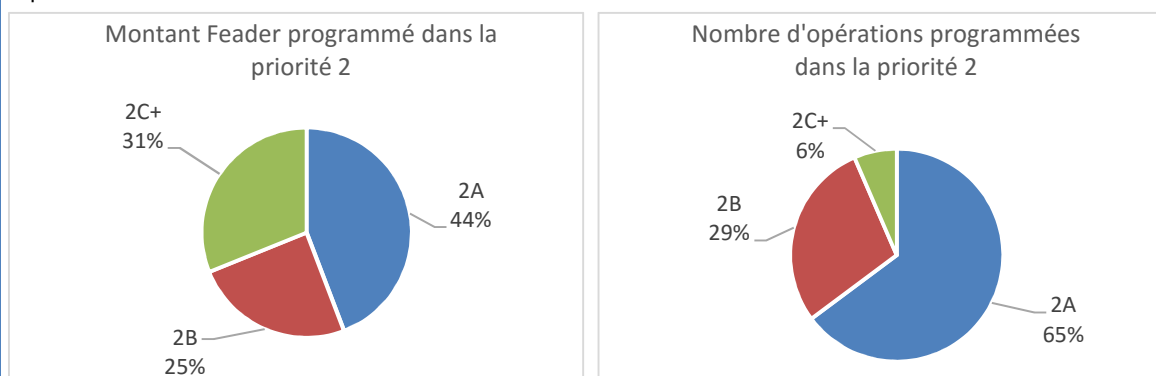
Les montants FEADER alloués aux opérations sont plus importants pour les DP 2A, 6B, 2B et 2C+ (respectivement, compétitivité et modernisation des exploitations agricoles ; développement local dans les zones rurales ; professionnalisation des exploitants agricoles et nouvelles installations ; et performance économique des exploitations forestières), en raison d'un plus grand nombre de dossiers programmés – excepté pour le DP 2C+, qui affiche un montant moyen des opérations plus important (3 dossiers autour de, voire supérieurs à 1 million d'euros). Notons également que les opérations programmées sous les DP 3A et 5C (respectivement compétitivité des producteurs primaires et qualité ; et énergies renouvelables) – bien que peu nombreuses fin 2016 – ont un montant moyen de Feader alloué élevé (2 dossiers à plus de 1 million d'euros).

La priorité 1 est considérée comme transversale par la région, aucune mesure ne contribue donc de manière directe à cette priorité.

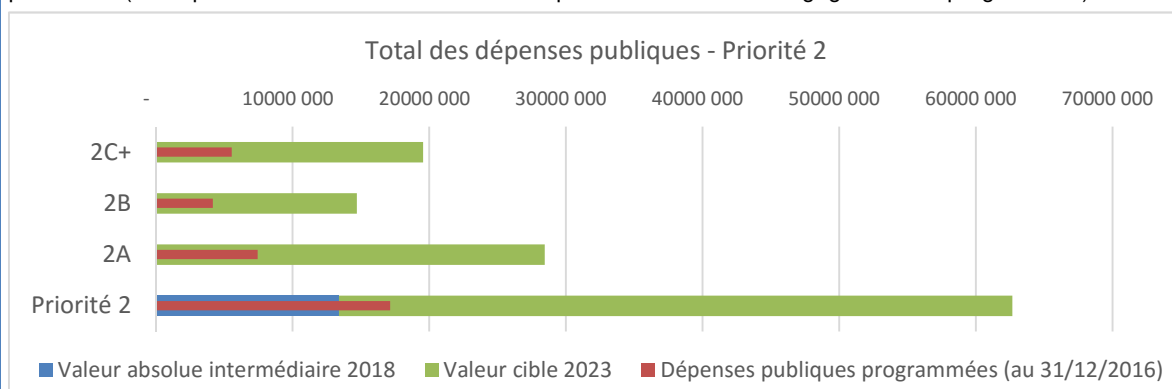
## PRIORITE 2 : AMELIORATION DE LA VIABILITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET LA COMPETITIVITE DE TOUS LES TYPES D'AGRICULTURE DANS TOUTES LES REGIONS ET PROMOTION DES TECHNOLOGIES AGRICOLES INNOVANTES ET DE LA GESTION DURABLE DES FORETS

### BILAN GÉNÉRAL PRIORITÉ 2

108 opérations ont été programmées dans la priorité 2, pour un montant total de 19 864 052,68€ (Feader + cofinancement + autofinancement + top-up), dont 14 289 099,38€ de Feader (soit 72% du montant total). La répartition entre les DP est la suivante :



Les programmations des opérations dans la priorité 2 sont légèrement supérieures à la valeur intermédiaire fixée pour 2018 (bien que la valeur cible devrait être comparée aux montants engagés et non programmés).



## Domaine prioritaire 2A

**Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole**

### Description générale

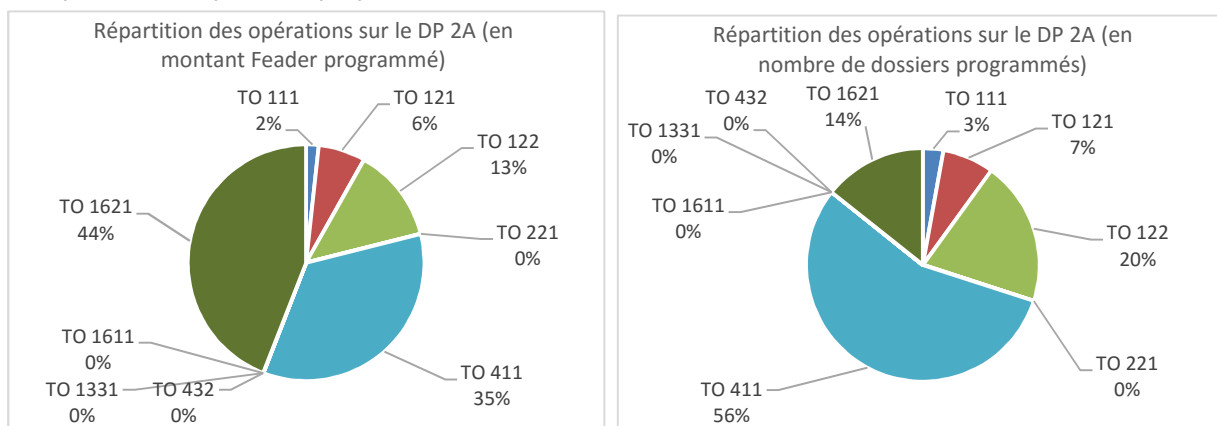
Ce domaine prioritaire vise l'amélioration de la performance économique des exploitations agricoles, tout en garantissant un développement durable, à travers la mise en œuvre des mesures 1, 2, 4, 6 et 16. Ces mesures permettront respectivement de former les actifs agricoles ; de les accompagner techniquement, notamment en ingénierie financière ; de soutenir les investissements productifs et non productifs (dont modernisation et mise aux normes des exploitations agricoles) ; d'orienter les petites exploitations vivrières vers le marché et les circuits de commercialisation locaux ; et de soutenir la coopération entre la recherche et le secteur agricole (nouveaux procédés pour l'amélioration de la productivité et de la performance environnementale de l'agriculture). Plus spécifiquement, les TO suivants contribuent directement au DP 2A :

- TO 1.1.1 – Formation professionnelle spécifique agricole, agroalimentaire et forestière (selon la thématique de l'opération)
- TO 1.2.1 – Information et diffusion de connaissances à destination des actifs des petites exploitations agricoles
- TO 1.2.2 – Information et diffusion de connaissances et pratiques agricoles, agroalimentaires et forestières (selon la thématique de l'opération)
- TO 2.1.1 – Conseil aux entreprises (selon la thématique de l'opération)
- TO 2.2.1 – Mise en place de service de remplacement
- TO 2.3.1 – Formation des conseillers (selon la thématique de l'opération)
- TO 4.1.1 – Modernisation des exploitations agricoles
- TO 6.3.1 – Aide au démarrage des petites exploitations agricoles (DPA)
- TO 16.1.1 – Mise en place de la coopération pour l'innovation dans les domaines agricole, agro-alimentaire, environnemental et forestier
- TO 16.2.1 – Soutien aux projets agricoles et agroalimentaires innovants

### Engagement financier et bilan des opérations

70 dossiers ont été programmés fin 2016 sur le DP 2A, pour un montant total de 8 352 420,52 € (Feader + cofinancement + autofinancement), dont 6 315 862,15 € de Feader (soit 76% du montant total).

La répartition des opérations programmées sur le DP 2A est la suivante :



## Domaine prioritaire 2B

### Faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations

#### Description générale

Ce domaine prioritaire vise à améliorer l'accès au foncier, notamment à travers la mise en valeur des terres forestières et à faciliter l'installation des exploitants agricoles, à travers la mise en œuvre des mesures 2, 4 et 6. Ces mesures cherchent à conseiller et aider les agriculteurs dans leur installation, en particulier les jeunes ; à lever les freins à l'installation, en particulier par une réorganisation et amélioration du foncier agricole ainsi que des aménagements structurants (desserte et aménagement agricole) ; et à soutenir financièrement les jeunes agriculteurs qui s'installent. Plus spécifiquement, les TO suivants contribuent au DP 2B :

- TO 2.1.1 – Conseil aux entreprises (selon la thématique de l'opération)
- TO 4.3.1 – Gestion et aménagement du foncier agricole
- TO 6.1.1 – Dotation jeunes agriculteurs (DJA)

#### Engagement financier et bilan des opérations

31 dossiers ont été programmés jusqu'à fin 2016 sur le DP 2B, pour un montant total de 4 153 242,55 € (Feader + cofinancement + autofinancement), dont 3 530 256,17 € de Feader (soit 85% du montant total).

Deux types d'opération ont été pour l'instant programmés sur le DP 2B, les TO 431 et 611. Notons que le TO 431 concerne des opérations plus coûteuses unitairement que le TO 611.

	Nombre de dossiers programmés	Total Feader programmé (€)
<b>TO 431</b>	8 <i>(soit 26% des dossiers programmés dans le DP 2B)</i>	2 621 946 <i>(soit 74% du montant total Feader programmé sur le DP 2B)</i>
<b>TO 611</b>	23 <i>(soit 74% des dossiers programmés dans le DP 2B)</i>	908 310 <i>(soit 26% du montant total Feader programmé sur le DP 2B)</i>

## Domaine prioritaire 2C+

### Améliorer la performance économique des exploitations forestières dans le cadre d'une gestion durable des forêts

#### Description générale

Ce domaine prioritaire (ajouté par la Guyane) cible l'amélioration de la compétitivité du secteur bois d'œuvre, à travers la modernisation des exploitations forestières de bois d'œuvre, le développement des dessertes forestières, la diversification de la production forestière, dans le cadre d'une gestion durable des forêts. Pour ce faire, les mesures 1, 2, 4, 8 et 16 sont mobilisées, car elles permettent respectivement de former et d'informer sur les pratiques forestières durables ; d'accompagner les porteurs de projets dans le secteur forestier ; de soutenir la création et la réfection des dessertes forestières pour l'accès aux nouvelles zones d'exploitation forestières ; de favoriser la modernisation des entreprises de bois d'œuvre ; et de financer l'élaboration de plans de gestion durables des forêts et leur animation. Plus précisément, les TO suivants contribuent au DP 2C+ :

- TO 1.1.1 – Formation professionnelle spécifique agricole, agroalimentaire et forestière (selon la thématique de l'opération)
- TO 1.2.2 – Information et diffusion de connaissances et pratiques agricoles, agroalimentaires et forestières (selon la thématique de l'opération)
- TO 2.1.1 – Conseil aux entreprises (selon la thématique de l'opération)
- TO 2.3.1 – Formation des conseillers (selon la thématique de l'opération)
- TO 4.3.3 – Desserte forestière bois-œuvre
- TO 8.6.1 – Modernisation des exploitations forestières bois-œuvre
- TO 16.8.1 – Mise en œuvre des plans de gestion forestière

#### Engagement financier et bilan des opérations

7 dossiers ont été programmés jusqu'à fin 2016 sur le DP 2C+, pour un montant total de 7 358 389,61 € (Feader + cofinancement + autofinancement + top-up), dont 4 442 981,06€ de Feader (soit 60% du montant total).

Deux types d'opération ont été pour l'instant programmés sur le DP 2C+, les TO 4.3.3 et 8.6.1.

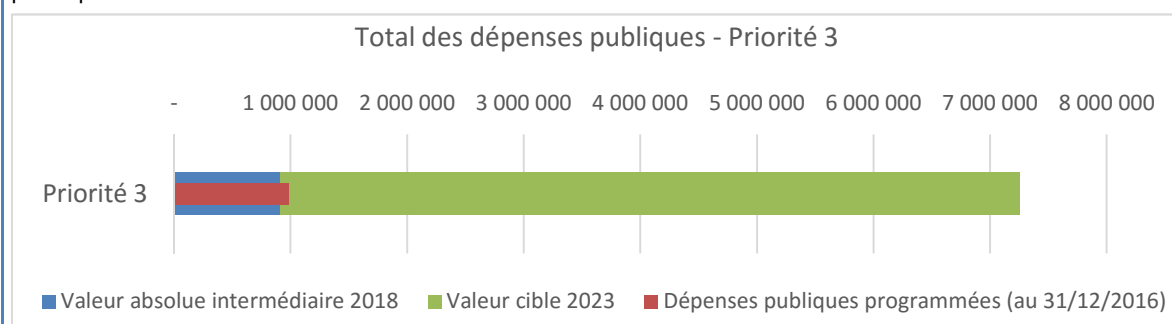
	Nombre de dossiers programmés	Total Feader programmé (€)
<b>TO 433</b>	4 (soit 57% des dossiers programmés dans le DP 2C+)	3 671 488,57 (soit 83% du montant total Feader programmé sur le DP 2C+)
<b>TO 861</b>	3 (soit 43% des dossiers programmés dans le DP 2C+)	771 492,49 (soit 17% du montant total Feader programmé sur le DP 2C+)

### PRIORITE 3 : PROMOUVOIR L'ORGANISATION DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE, Y COMPRIS LA TRANSFORMATION ET LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES, LE BIEN-ETRE ANIMAL AINSI QUE LA GESTION DES RISQUES DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE

#### BILAN GÉNÉRAL PRIORITÉ 3

**2 opérations ont été programmées dans la priorité 3, pour un montant total de 1 312 448,50 € (Feader + cofinancement + autofinancement), dont 836 685,91€ de Feader (soit 64% du montant total). Ces deux opérations ont été programmées sous le DP 3A, qui est le seul ouvert dans la priorité 3.**

Les opérations programmées dans la priorité 3 correspondent à peu près au montant des dépenses publiques prévu pour 2018.



#### Domaine prioritaire 3A

**Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements et des organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles**

#### Description générale

Ce domaine prioritaire, qui est le seul ouvert dans la priorité 3, vise à développer et renforcer les produits agricoles transformés guyanais, que ce soit au niveau de la production, ou au niveau de la distribution et de la commercialisation (offre et infrastructures). Il est mis en œuvre à travers les mesures 1, 2, 3, 4 et 16. Ces dernières soutiendront la formation et le conseil pour la transformation agricole ; l'engagement des agriculteurs et groupements d'agriculteurs dans les démarches de qualité ; les investissements pour le développement de nouvelles activités de transformation et de mise en place de nouveaux circuits de commercialisation ; et l'animation et la structuration des filières agricoles. Plus précisément, les TO suivants contribuent au DP 3A :

- TO 1.2.2 – Information et diffusion de connaissances et de pratiques agricoles et forestières (selon la thématique de l'opération)
- TO 2.1.1 – Conseil aux entreprises (selon la thématique de l'opération)
- TO 2.3.1 – Formation des conseillers (selon la thématique de l'opération)
- TO 3.1.1 – Systèmes de qualité
- TO 4.2.1 – Industries agroalimentaires
- TO 16.4.1 – Animation et structuration des filières agricoles

#### Engagement financier et bilan des opérations

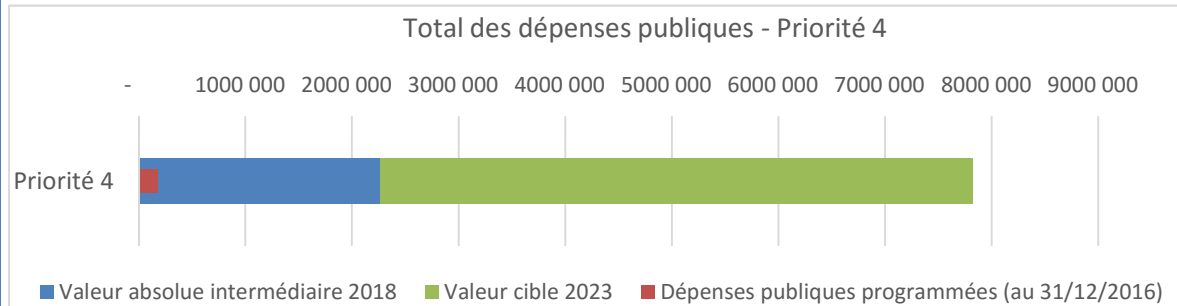
Les 2 dossiers programmés sous le DP 3A correspondent au TO 4.2.1.

## PRIORITE 4 : RESTAURER, PRESERVER ET RENFORCER LES ECOSYSTEMES LIES A L'AGRICULTURE ET A LA FORESTERIE

### BILAN GÉNÉRAL PRIORITÉ 4

Seule 1 opération a été programmée dans la priorité 4, pour un montant total de 175 883,40 € (Feader + cofinancement + autofinancement), dont 149 500,89€ de Feader (soit 85% du montant total).

Les programmations de la priorité 4 sont loin de la valeur intermédiaire fixée pour 2018.



### Domaine prioritaire 4A

**Restaurer, préserver et renforcer la biodiversité, y compris dans les zones relevant de Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et les zones agricoles à haute valeur naturelle, ainsi que les paysages européens**

#### Description générale

Ce domaine prioritaire répond à l'enjeu de conservation de la biodiversité guyanaise, en soutenant les bonnes pratiques agricoles (dont AB et MAEC) ou l'acquisition d'équipements plus performants (équipements non productifs), en compensant les surcoûts occasionnés par la mise en place de meilleures pratiques agricoles en termes d'environnement, en favorisant la formation. L'amélioration des pratiques environnementales pour les zones forestières est également ciblée, ainsi que la mise en place de projets environnementaux collectifs et des compensations des handicaps naturels. Les mesures 1, 2, 4, 10, 11, 13 et 16 sont ainsi mobilisées, et plus particulièrement les TO suivants :

- TO 1.1.1 – Formation professionnelle spécifique agricole, agroalimentaire et forestière (selon la thématique de l'opération)
- TO 2.1.1 – Conseil aux entreprises (selon la thématique de l'opération)
- TO 2.3.1 – Formation des conseillers (selon la thématique de l'opération)
- TO 4.4.1 – Investissements agricoles non productifs
- TO 10.1.31 – Préservation et entretien de haies existantes localisées de manière pertinente
- TO 10.1.32 – Maintien et entretien d'une bande de végétation boisée en bord d'eau
- TO 11.1.1 – Conversion Bio
- TO 11.2.1 – Maintien Bio
- TO 13.2.1 – ICHN
- TO 16.5.1 – Animation environnementale

#### Engagement financier et bilan des opérations

Aucune opération n'a été programmée au 31/12/2016 dans le DP 4A.



#### Domaine prioritaire 4B

##### Améliorer la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides

###### **Description générale**

Ce domaine prioritaire répond à l'enjeu de gestion des engrais et pesticides dans l'agriculture guyanaise, en soutenant les bonnes pratiques agricoles et forestières (dont AB et MAEC) ou l'acquisition d'équipements plus performants (équipements non productifs), en favorisant la formation et le conseil dans ce domaine. La mise en place de démarches collectives pour les projets environnementaux collectifs est également ciblée. Les mesures 1, 2, 10, 11, 13 et 16 sont ainsi mobilisées, et plus particulièrement les TO suivants :

- TO 1.1.1 – Formation professionnelle spécifique agricole, agroalimentaire et forestière (selon la thématique de l'opération)
- TO 2.1.1 – Conseil aux entreprises (selon la thématique de l'opération)
- TO 2.3.1 – Formation des conseillers (selon la thématique de l'opération)
- TO 10.1.21 – Mise en place de pièges à taons en élevage
- TO 10.1.23 – Suppression des traitements phytosanitaires insecticides ou cryptogamiques sur ananas
- TO 11.1.1 – Conversion Bio
- TO 11.2.1 – Maintien Bio
- TO 13.2.1 – ICHN
- TO 16.5.1 – Animation environnementale

###### **Engagement financier et bilan des opérations**

Aucune opération n'a été programmée au 31/12/2016 dans le DP 4B.

#### Domaine prioritaire 4C

##### Prévenir l'érosion des sols et améliorer la gestion des sols

###### **Description générale**

Ce domaine prioritaire répond à l'enjeu de qualité des sols en agriculture (fertilité) et en foresterie (tassement) ; en soutenant de meilleures pratiques agricoles et forestières (dont AB et MAEC) ou l'acquisition d'équipements plus performants (équipements non productifs), en favorisant la formation et le conseil dans ce domaine. La mise en place de démarches collectives pour les projets environnementaux collectifs est également ciblée. Les mesures 1, 2, 4, 10, 11, 13 et 16 sont ainsi mobilisées, et plus particulièrement les TO suivants :

- TO 1.1.1 – Formation professionnelle spécifique agricole, agroalimentaire et forestière (selon la thématique de l'opération)
- TO 2.1.1 – Conseil aux entreprises (selon la thématique de l'opération)
- TO 2.3.1 – Formation des conseillers (selon la thématique de l'opération)
- TO 4.4.1 – Investissements agricoles non productifs
- TO 10.1.22 – Suppression des traitements phytosanitaires herbicides en arboriculture fruitière
- TO 10.1.24 – Enherbement sous culture arboricoles pérennes et semi-pérennes
- TO 10.1.25 – Mise en place d'un paillage végétal sur cultures annuelles et pérennes
- TO 11.1.1 – Conversion Bio
- TO 11.2.1 – Maintien Bio
- TO 16.5.1 – Animation environnementale

###### **Engagement financier et bilan des opérations**

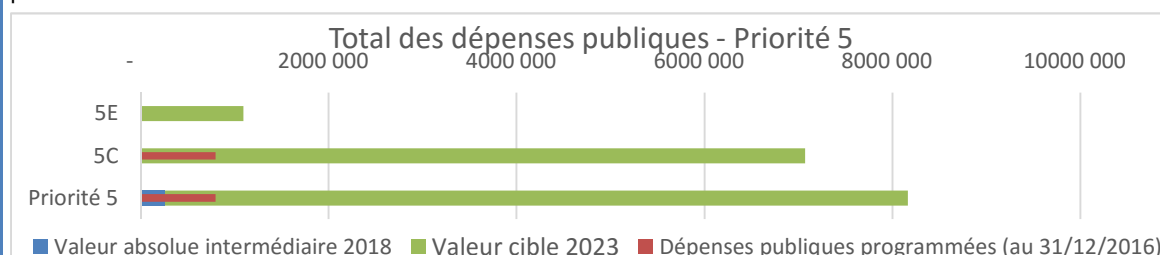
Une opération a été programmée au 31/12/2016 dans le DP 4C, sous le TO 16.5.1, pour un montant total de 175 883,40 € (Feader + cofinancement + autofinancement), dont 149 500,89€ de Feader.

## **PRIORITE 5 : PROMOUVOIR L'UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES ET SOUTENIR LA TRANSITION VERS UNE ECONOMIE A FAIBLES EMISSIONS DE CO2 ET RESILIENTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DANS LES SECTEURS AGRICOLE ET ALIMENTAIRE AINSI QUE DANS LE SECTEUR DE LA FORESTIERIE**

### **Bilan général Priorité 5**

**1 opération a été programmée dans la priorité 5 (DP 5C)**, pour un montant total de **1 059 945 €** (Feader + cofinancement + autofinancement), dont **549 566,43€ de Feader (soit 52% du montant total)**.

La programmation des opérations dans la priorité 5 dépasse la valeur intermédiaire des dépenses publiques fixée pour 2018.



### **Domaine prioritaire 5C**

**Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, des résidus et d'autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie**

#### **Description générale**

Ce domaine prioritaire vise à favoriser l'utilisation des énergies renouvelables sous forme de bois-énergie et de biomasse, ainsi que la valorisation organique des déchets biomasse, à travers le développement des filières bois-énergie et bois-biomasse, notamment par la création de dessertes, l'animation des filières, et le soutien aux investissements des entreprises de ce secteur. Les mesures 4, 6 et 16 sont ainsi mobilisées, et plus spécifiquement les TO suivants :

- TO 4.3.4 – Dessertes Bois—Energie
- TO 6.4.1 – Aide aux entreprises d'exploitation de bois-énergie et de biomasse
- TO 16.6.1 – Animation Bois-Energie et Biomasse-Energie

#### **Engagement financier et bilan des opérations**

1 opération a été programmée dans le DP 5C, sous le TO 6.4.1, pour un montant de Feader de 549 566,43€.

### **Domaine prioritaire 5E**

**Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie**

#### **Description générale**

Ce domaine prioritaire vise à améliorer les stocks de carbone, notamment par l'amélioration des pratiques agricoles (MAEC et systèmes agro-forestiers) et le soutien à l'acquisition d'investissements non productifs, à travers les mesures 4, 8 et 10. Plus particulièrement, les TO suivants contribuent au DP 5E :

- TO 4.4.1 – Investissements agricoles non productifs
- TO 8.2.1 – Agroforesterie
- TO 10.1.11 – Augmentation du pouvoir de séquestration des prairies pour l'introduction de légumineuses

#### **Engagement financier et bilan des opérations**

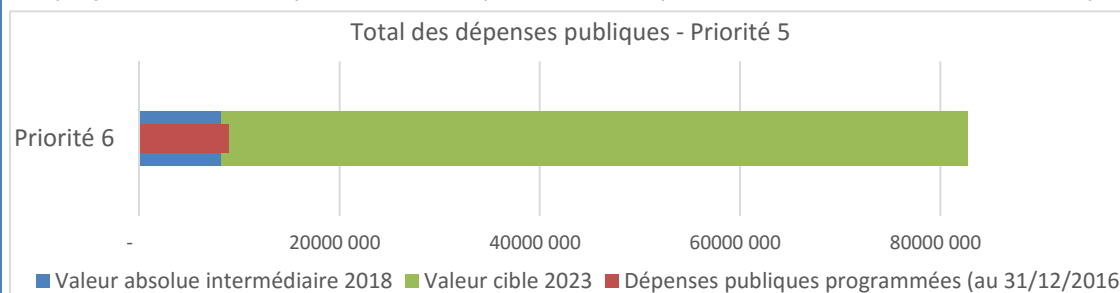
Aucune opération n'a été programmée au 31/12/2016 dans le DP 5E.

## PRIORITE 6 : PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE, LA REDUCTION DE LA PAUVRETE ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LES ZONES RURALES

### Bilan général Priorité 6

19 opérations ont été programmées dans la priorité 6, sous le DP 6B, qui est le seul ouvert dans la priorité 6, pour un montant total de 10 028 120,73€ (Feader + cofinancement + autofinancement + top-up), dont 5 195 829,24€ de Feader (soit 52% du montant total).

Les programmations des opérations dans la priorité 6 sont supérieures à la valeur intermédiaire fixée pour 2018.



### Domaine prioritaire 6B

#### Promouvoir le développement local dans les zones rurales

##### Description générale

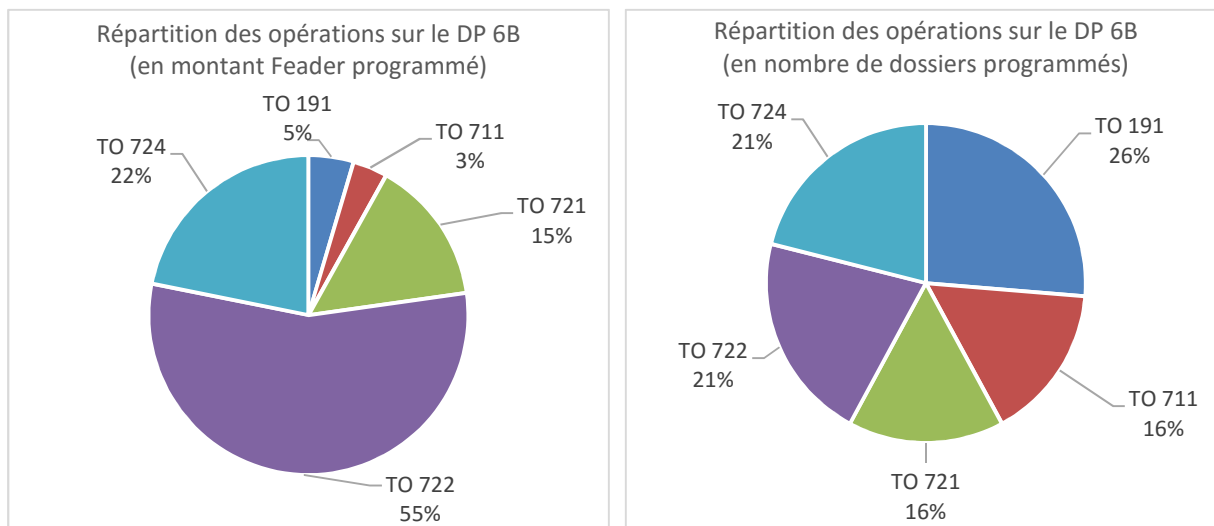
Ce domaine prioritaire, qui est le seul ouvert dans la priorité 6, vise à favoriser l'innovation et l'expérimentation en mettant en réseau les acteurs du territoire, à travers le renforcement de l'animation territoriale pour la mise en œuvre des GAL, et le développement économique des zones rurales (LEADER). Les mesures 7 et 19 sont mobilisées, et les TO suivants :

- TO 7.1.1 – Plans et schémas de développement des zones rurales
- TO 7.2.1 – Adduction en eau potable en zone rurale
- TO 7.2.2 – Assainissement en zone rurale
- TO 7.2.3 – Voiries rurales
- TO 7.2.4 – Electrification en zone rurale
- TO 7.2.5 – Gestion des déchets en zone rurale
- TO 7.2.6 – Equipements sociaux et médico-sociaux en zone rurale
- TO 19.1.1 – Préparation Stratégie LEADER
- TO 19.2.1 – Opération LEADER
- TO 19.3.1 – Coopération LEADER
- TO 19.4.1 – Animation et fonctionnement LEADER

### **Engagement financier et bilan des opérations**

19 dossiers ont été programmés jusqu'à 2016 sur le DP 6B, pour un montant total de 10 028 120,73€ (Feader + cofinancement + autofinancement + top-up), dont 5 195 829,24€ de Feader (soit 52% du montant total).

La répartition des opérations programmées sur le DP 6B est la suivante :



On note que l'opération programmée dans le TO 722 représente un volume plus important en Feader qu'en nombre d'opération par rapport aux autres opérations de la priorité 6 (opérations unitaires plus onéreuses), au contraire des TO 191 et 711.

### 3. Conclusions et recommandations liées à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du PDRG 2014-2020

Les conclusions et recommandations présentées ci-dessous intègrent les éléments de contexte et de bilan objectif issus des analyses bibliographiques et des entretiens réalisés avec les acteurs clés impliqués de près ou de loin dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation du programme.

Elles sont reprises au sein de la réponse aux questions évaluatives communes du RAMO 2016 (section 7).

#### 3.1 CONCLUSIONS LIEES A LA MISE EN ŒUVRE ET AU SUIVI-EVALUATION DU PROGRAMME

##### CONTEXTE

- Un contexte local très particulier
  - ▶ La régionalisation des fonds généralisée pour la France (sauf Mayotte)
  - ▶ Une profonde restructuration des services de la CTG en cours qui ralentit la mise en œuvre du programme même si le PAE échappe à cette situation en tant que nouveau pôle
  - ▶ Une mobilité entre services de la CTG très importante en 2017
  - ▶ Des compétences et manières de travailler nouvelles à intégrer par les équipes
  - ▶ Une insuffisance de trésorerie problématique (position attentiste par rapport aux fonds européens) et une absence de positionnement politique sur les attributions des fonds dans ces conditions
- Exemple de l'animation du Réseau Rural, pourtant financé à 100 % par le FEADER
- ▶ Des manifestations d'agriculteurs et autres acteurs du monde économique qui prennent de l'ampleur
- Lassitude - attente des paiements qui font se détourner les bénéficiaires du PDRG
- Crise de confiance vis-à-vis de l'administration.

##### AVANCEMENT DES PROGRAMMATIONS

- Un retard d'engagement très important pour la Guyane, mais généralisé à l'échelle de la France
  - ▶ Adoption tardive (fin 2015) et démarrage poussif du programme ;
  - ▶ Retard dans le paramétrage des outils de gestion (situation qui devrait rentrer dans l'ordre au second semestre 2017) ;
  - ▶ Beaucoup d'énergie dépensée en début de programmation sur une logique interfonds et FEDER ;
  - ▶ Une charge de travail très importante en début de programmation qui porte sur un nombre restreint d'agents.
- Un niveau de programmation toutefois satisfaisant malgré les problèmes rencontrés et la surcharge de travail (19 % de l'enveloppe prévisionnelle FEADER et un vivier important de dossiers en attente au PAE et à la DAAF).

## ORGANISATION DES SERVICES

- Une définition théorique plutôt claire entre les directions du PAE
  - ▶ Logique interfonds souhaitée à la création du PAE pour plus de transversalité ;
  - ▶ Logique financière.
- Dans les faits, les rôles ne sont pas clairs pour tout le monde et la situation « à marche forcée » jusqu'ici entraîne un déséquilibre de missions entre services et des charges de travail inégales réparties de manière inégale.
- Un niveau de hiérarchie relativement compliqué à l'échelle de certains services qui nuit à la fluidification des procédures.
- Un cloisonnement entre services assez important :
  - ▶ Les urgences de programmation ont amené à délaisser les échanges mis en place initialement.
- Un manque de temps de rencontre pour faire le point sur l'avancée du programme, l'orientation, des choix stratégiques à prendre, le système de suivi-évaluation, la communication, etc.
  - ▶ Un manque de travail partenarial entre les équipes du PAE et les services métiers ;
  - ▶ D'autres tâches plus urgentes à traiter en début de programmation... ;
  - ▶ Pourtant, des temps essentiels pour assurer un pilotage efficace du programme dans les années à venir.
- Une lassitude très importante des services par rapport à la lenteur de la mise en œuvre et les blocages des outils de gestion.
- Un sentiment généralisé de manque de valorisation des équipes travaillant sur le FEADER
  - ▶ Une approche FEDER souvent citée en exemple et parfois peu adaptée aux spécificités du FEADER ;
  - ▶ Une priorité donnée au FEDER et au FSE ;
  - ▶ Peu d'agents dédiés uniquement au FEADER ;
  - ▶ Un risque non négligeable : la « mémoire » du FEADER est détenue par très peu d'agents.
- Une comitologie très importante pour arriver à la programmation des dossiers
  - ▶ Besoin d'homogénéisation de fonctionnement entre ces comités tout en conservant une certaine souplesse ;
  - ▶ Des comités qui fonctionnent bien et qui ont le mérite d'assurer une bonne appropriation des dossiers par les acteurs techniques et politiques.

## ANIMATION DU MONDE RURAL ET SUIVI-EVALUATION DU PROGRAMME

- La Guyane est un territoire où l'éloignement et l'isolement rend l'animation locale et la mise en réseau particulièrement compliquée. Plus les synergies seront développées à l'échelle régionale entre tous les dispositifs d'animation du monde rural, plus les actions conduites seront pérennisées localement
- Un déficit d'animation du monde rural
  - ▶ Un lancement du RRG 2014-2020 réussi avec une bonne mobilisation des acteurs du monde rural sur tous les territoires de Guyane et une bonne représentativité des acteurs. Mais un risque d'essoufflement de cette dynamique si le plan d'actions et les rencontres proposés ne sont pas mis en œuvre rapidement.
  - ▶ Mesure 2 non ouverte au moment de l'étude
  - ▶ Le nouveau dispositif DRADL – FEDER pas encore reconduit



- Une stratégie de communication pluri-fonds lancée dès le début de la programmation européenne et des actions spécifiques FEADER entamées mais pas de stratégie de communication dédiée au FEADER.
- Une absence généralisée d'appropriation de la nouvelle approche de suivi-évaluation du FEADER pour 2014-2020
  - ▶ Approche priorité de l'UE pour le développement rural et domaines prioritaires ;
  - ▶ Batterie d'indicateurs, pour certains complexes ;
  - ▶ Est apparu moins urgent que le reste à ce stade d'avancement de la programmation.
- Des données quantitatives non disponibles en 2017 pour éclairer la réponse aux questions évaluatives de manière généralisée.
- Un besoin de suivi qualitatif des actions de diffusion et de promotion du RRG, en particulier, sur l'amélioration des compétences des bénéficiaires, le transfert de pratiques innovantes et la mise en œuvre du PDRG.
- Un éloignement de la métropole qui rend difficile la participation aux groupes de travail sur le suivi-évaluation du PDR et le lien avec l'ASP.

### 3.2 RECOMMANDATIONS LIEES A LA MISE EN ŒUVRE ET AU SUIVI-EVALUATION DU PROGRAMME

*NB : les recommandations écrites en vert sont les recommandations qui ont été mises en œuvre dans le courant de l'année 2017 ou qui sont en cours de réflexion au sein des équipes du PAE et de la DAAF.*

#### ORGANISATION DES SERVICES

- Recruter des effectifs supplémentaires au regard de la charge de travail observée et du fort besoin d'animation
    - ▶ 1 ETP sur la gestion FEADER ;
    - ▶ 1,5 ETP pour l'animation du Réseau Rural au regard des attentes du monde rural (+ animation RITA) ;
    - ▶ Réfléchir sur le besoin de recrutement supplémentaire sur :
      - la mission de suivi-pilotage du PDRG en raison de la complexité du système de suivi-évaluation et le besoin renforcé de reporting sur les réalisations du programme (issues des extractions OSIRIS mais aussi d'un travail plus poussé sur l'analyse de chaque dossier) ;
      - L'instruction lorsque le rythme de croisière sera atteint, dont un conseil technique au montage de dossiers auprès des acteurs en demande ;
- L'objectif est de finaliser la mise en place des outils, rattraper le retard de traitement des dossiers au plus vite et assurer un pilotage par la performance efficace*
- Des recrutements plus temporaires peuvent également être envisagés au PAE et à la DAAF.
  - Lorsque le rythme de croisière sera atteint, prévoir :
    - ▶ une réunion de clarification des rôles de chaque service (voire agent si nécessaire) au sein du PAE et avec les agents instructeurs de la DAAF ;
    - ▶ un planning de réunions adapté en fonction des besoins :
      - Lien instruction et pilotage ;
      - Lien animation et pilotage ;
      - Lien animation et instruction ;
      - Lien pilotage et suivi-évaluation ;
      - ...

- Mettre en place rapidement les procédures de mise en œuvre dédiées au PDR
  - ▶ Manuel de procédures simplifié et opérationnel ;
  - ▶ Fiches guide, logigrammes, notigest'.
- Prévoir des réunions de travail et d'information entre le PAE, l'ASP et la DAAF pour une bonne appropriation des outils et procédures développés.
- Fluidifier certaines phases de la procédure de mise en œuvre (certaines phases sont longues mais il n'y a pas de blocages problématiques dans le processus relevés)
  - ▶ Multiplicité d'intervenants ;
  - ▶ Circuits de validation fastidieux avec parfois des doublons qui alourdissent l'ensemble ;
  - ▶ L'implication des retours d'expérience des bénéficiaires est à étudier pour évaluer les marges de manœuvre existantes pour réduire la charge administrative qui porte sur eux et diminuer la durée de certaines phases « goulet d'étranglement ».
- Demander la création d'un groupe de travail « DOM-TOM », suivi par un représentant de l'Union Européenne et/ou du Ministère pour mutualiser les problématiques communes à ces Régions Ultrapériphériques (RUP).
  - ▶ Problématiques communes
  - ▶ Similarités : insularité / façade maritime importante, éloignement, etc.
  - ▶ Ce groupe de travail pourrait utilement être mobilisé pour adapter davantage le futur PDR (post 2020) aux spécificités des RUP.
- A court terme, demander à disposer d'un référent ASP pour la Guyane pour rattraper le retard dans de bonnes conditions (paramétrage des outils plus rapide) ou pour assurer les éventuelles modifications des DDMO à venir le plus rapidement possible
- Disposer d'un référent « Guyane » sur place en métropole, en plus de l'Antenne de Bruxelles

## AVANCEMENT DES PROGRAMMATIONS

- Finaliser au plus vite la mise en place des outils comptables et des procédures (formulaires, conventions, etc.) pour engager le paiement des dossiers en attente (*commun à toutes les mesures du PDRG*).

## ANIMATION DU MONDE RURAL

- Démarrer le plus rapidement possible la mission d'animation du RRG et la réalisation des actions du RRG pour poursuivre la dynamique entamée fin 2016-début 2017 sur le lancement du RRG et la mise en place de son plan d'actions. Le recrutement équivalent à 1,5 ETP est nécessaire pour assurer la mise en œuvre des actions du Réseau Rural (dont animation du RITA).
- Afin de garantir une bonne réciprocité d'information entre les services de la CTG en charge du PDR, il est recommandé de prévoir des réunions d'échange mensuelles (et plus fréquentes si nécessaire en fonction de l'état d'avancement de la programmation) entre les services pilotage et instruction du PAE et l'animateur/trice du RRG.

L'objectif est d'identifier de manière conjointe et au fil de la programmation les besoins d'amélioration de mise en œuvre du PDR et trouver des solutions adaptées comme par exemple :

- ▶ Définir un niveau d'alerte pour les types d'opération du PDR qui ne fonctionnent pas bien ou ne sont pas bien connus et pourquoi, estimer le besoin d'une accentuation des actions du RRG sur ces thématiques spécifiques ;
- ▶ Décider de fonctionner par appel à projets pour telle ou telle thématique ;
- ▶ Mettre des informations à jour sur le site internet de la CTG ou autre.

- Assurer une animation commune et un lien étroit entre l'animation du RRG, l'animation délivrée par le PAE et la DAAF, le dispositif d'appui au développement territorial financé via le FEDER et l'animation des animateurs des GAL afin de maximiser et pérenniser l'effet de cette animation sur tout le territoire guyanais.
- Ouvrir au plus vite la mesure 2 sur le conseil qui fait défaut aujourd'hui
- En matière de communication pour le FEADER, prévoir d'utiliser des vecteurs les mieux adaptés possible aux agriculteurs et aux attentes de la société guyanaise
  - ▶ Campagne d'information SMS (cf. expérience réussie du Réseau Rural pour le séminaire début 2017) ;
  - ▶ Utilisation des réseaux sociaux et « WhatsApp », vecteur de communication qui a particulièrement bien fonctionné pendant les événements de mars-avril 2017 en Guyane ;
  - ▶ Mettre à jour la page sur le site internet avec une FAQ dédiée au FEADER ;
  - ▶ Poursuivre les efforts sur le terrain pour toucher de nouvelles personnes, avec un appui technique renforcé.
- Prolonger les réunions d'informations territoriales engagées par le PAE tous les 2 mois en renforçant les partenariats techniques (avec la DAAF ou la Chambre d'agriculture par exemple) pour mieux répondre aux attentes des participants aux réunions. Un rythme mensuel pourrait être adopté.

## SUIVI-EVALUATION DU PROGRAMME

- Réaliser des réunions d'informations entre services pour expliquer le fonctionnement du système de suivi-évaluation en 2014-2020 (entre services du PAE, avec la DAAF, avec les autres partenaires).
- Prévoir une méthode et un système de suivi systématisés pour assurer les évaluations à venir et les RAMO 2019 et ex post.
- Retravailler et affiner le plan d'évaluation du FEADER afin de lancer les prochaines évaluations qui semblent les plus pertinentes.
- Réaliser une évaluation spécifique sur la thématique de l'innovation, de la coopération et du renforcement de la base de connaissances des exploitants, problématique très importante en Guyane et transversale aux autres priorités de développement rural.
- Pour certains indicateurs supplémentaires impliqués dans la réponse à la QEC n°20, un suivi spécifique doit être mis en place pour anticiper les données à recueillir. Il s'agit des indicateurs relatifs :
  - ▶ aux délais de mise en œuvre (traitement des dossiers jusqu'au conventionnement des aides et au paiement) ;
  - ▶ au nombre de personnes ayant reçu des informations du PDR (données à recueillir à partir du site internet de la CTG, des feuilles d'émargement aux sessions d'information remplies par les participants, des registres de suivi du PAE et de la DAAF qui recense l'origine/la source de l'information reçue par le bénéficiaire, etc.).
- Assurer un suivi qualitatif des actions menées par le RRG et en particulier un suivi dédié :
  - ▶ aux acteurs ayant entamé la mise en place de pratiques innovantes dans leur activité ;
  - ▶ à l'amélioration de la mise en œuvre du PDR ;
  - ▶ à l'amélioration des compétences des bénéficiaires.
- Affiner l'attribution de certaines opérations aux différents domaines prioritaires. Relier chaque opération aidée à un ou plusieurs DP (contributions prioritaires et secondaires).

- Des réunions spécifiques avec l'animateur du Réseau Rural et les animateurs et gestionnaires des 5 GAL sont à prévoir dès le début de l'année 2018 pour travailler avec les agents en charge du suivi-évaluation au PAE. L'objectif de ces réunions sera de préciser les données de suivi importantes à renseigner par ces animateurs tout au long de la programmation pour participer à l'évaluation du programme. Des modifications pourront être apportées sur le système d'indicateurs en fonction des retours des animateurs et gestionnaires rencontrés si de bonnes idées se présentent lors de ces rencontres.
- Il serait idéal de retrouver les sources précises utilisées pour déterminer les valeurs d'état zéro des indicateurs de contexte inscrits dans le PDRG 2014-2020 (travail mené par la DAAF à l'époque en 2014). Une fois ces sources identifiées, l'objectif serait d'évaluer la pertinence et la faisabilité du suivi régulier de ces valeurs ou de rechercher de nouvelles données qui s'en rapprochent, à déterminer et suivre avec l'aide d'experts thématiques pertinents sur le territoire guyanais.

### 3.3 RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES AUX THEMATIQUES DE DEVELOPPEMENT RURAL DU PDRG

Les recommandations émises pour les QEC liées aux domaines prioritaires retenus dans le PDR de Guyane 2014-2020 sont listées ci-dessous :

- Priorité 1 – DP 1A - Soutenir l'émergence de groupes opérationnels du PEI via le PDR pour renforcer l'effet bénéfique attendu de l'innovation et du renforcement des connaissances sur le territoire
- Priorité 1 – DP 1B - Une fois tous les GAL conventionnés en Guyane, entamer une réflexion collective avec les animateurs des GAL, le Réseau Rural de Guyane et le PAE pour cibler le plus rapidement possible les actions de coopération possibles et les porteurs de projets associés.
- Priorité 1 – DP 1C - Engager une réflexion commune avec les professionnels (EPLEFPA, MFR, OP, etc.) sur les marges de manœuvre existantes pour assouplir les modalités de souscription aux TO de la mesure 1.
- Priorité 1 – DP 1C - Se rapprocher d'une ou deux Régions françaises (dont une dans les DOM-TOM) pour bénéficier de retours d'expériences réussis sur les thématiques de formation et d'apprentissage.
- Priorité 1 – DP 1C - Etudier la possibilité au titre de l'article 349 d'avoir des assouplissements du fait du contexte régional particulier.
- Priorité 2 – DP 2A - Un effort d'animation et de communication doit être fourni sur le TO 6.3.1 (DPA) pour mieux faire connaître ce dispositif, nouveau en 2014-2020
- Priorité 2 – DP 2A - Une méthode de calcul des indicateurs non adaptée aux spécificités et contraintes de la Guyane et des autres DOM-TOM. Développer une méthode de réponse à la question évaluative n°4 qui soit adaptée aux spécificités de la Guyane et aux contraintes inhérentes au calcul de certains indicateurs en Guyane.
- Priorité -DP 2B - Pendant les réunions d'informations territoriales sur le PDR, prévoir de présenter la DJA en synergie avec d'autres dispositifs d'aide pertinents (TO 4.3.1 et 4.1.1, mesure 2)
- Priorité -DP 2B - Consolider le suivi réalisé sur le TO 6.1.1 en associant tous les partenaires impliqués : DAAF, ASP pour la pré-instruction, Point Information Installation, CFE et MSA pour disposer de données quantitatives consolidées et systématiques. Recueillir des données qualitatives complémentaires pour évaluer la pérennité des installations agricoles.
- Priorité 3 – DP 3A - Prévoir de communiquer précisément sur le TO 16.4.1, prioritairement par le biais du Réseau Rural de Guyane pour favoriser la dynamique commune entre les acteurs du monde rural guyanais. En effet, la cible inscrite dans le PDRG de 174 exploitations agricoles participant à la coopération / promotion locale entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement (TO 16.4.1) paraît difficilement atteignable si un effort de communication/conseil n'est pas réalisé.

- Priorité 4 –général - Mobiliser les partenaires et en particulier la DAAF, la DEAL, l'office de l'eau, le BRGM, etc. pour définir des zones à enjeux Biodiversité – Eaux et Sols si cela apparaît pertinent : parcs naturels, zones humides, etc.
- Priorité 4 – général - Développer un conseil aux agriculteurs pour faciliter la transition vers des pratiques agroécologiques pérennes (AB, MAEC). En effet un risque d'effet d'aubaine est identifié sur la souscription de ces TO et pose la question de la pérennité des pratiques après le soutien du PDRG.
- Priorité 4 – général - Des évolutions dans la gestion de la télé-déclaration PAC qui ont pénalisé l'ICHN en 2017. S'assurer que les procédures et tâches à mettre en œuvre sont anticipées et les équipes mobilisées pour faciliter la télé-déclaration en 2018.
- Priorité 4 – DP 4A - Identifier avec les partenaires des indicateurs permettant de suivre l'évolution de la biodiversité et mesurer les impacts du PDR pour remplacer les indicateurs de contexte proposés au niveau national qui ne sont pas adaptés au contexte guyanais (par exemple établir une liste ciblée d'espèces patrimoniales et un état 0 de leur présence sur le territoire / dans les sites à enjeux)
- Priorité 4 – DP 4B - Développer un partenariat renforcé avec l'Office de l'eau pour disposer de données de suivi ciblées sur les mesures de réduction des intrants
- Priorité 4 – DP 4C - Mobiliser les partenaires (Solicaz, Paysans de Guyane, etc.) pour établir un état zéro puis suivre l'évolution de la qualité des sols et de l'érosion des sols agricoles et forestiers
- Priorité 5 – DP 5C - Prévoir un suivi spécifique auprès des porteurs de projets qui ont pour vocation d'améliorer l'offre et l'utilisation des énergies renouvelables.
- Priorité 5 – DP 5C - Prévoir une communication ciblée sur les thématiques des énergies renouvelables dans les secteurs de l'agriculture, la foresterie et l'agro-alimentaire.
- Priorité 5 – DP 5E – Réaliser une communication ciblée sur la thématique de la séquestration du carbone pour les agriculteurs/forestiers souhaitant s'engager. Prévoir une intervention des partenaires techniques pertinents pour apporter l'expertise nécessaire sur un sujet encore peu connu.
- Priorité 6 – DP 6B - Intégrer les indicateurs de suivi de la DAAF dans le système de suivi des indicateurs car ils comportent des données de réalisation précieuse en lien avec l'amélioration des infrastructures et services de base dans les villages
- Priorité 6 – DP 6B - Prévoir éventuellement des systèmes d'enquête de satisfaction ou de système d'auto-suivi/évaluation par les bénéficiaires des aides LEADER ou de la mesure 7, orchestrées par l'autorité de gestion et les animateurs de GAL afin de bénéficier d'un retour qualitatif fin sur les actions menées.
- Priorité 6 – DP 6B – Assurer l'organisation de réunions sur le suivi-évaluation LEADER. Il est recommandé de regrouper tous les animateurs de GAL ensemble afin de mutualiser les possibilités et bonnes pratiques/idées de suivi étant donné que certaines données à recueillir sont communes à toutes les stratégies des GAL (emplois créés en particulier)
- Priorité 6 – DP 6B – Réaliser une évaluation LEADER mutualisée entre les GAL pour aborder à la fois une évaluation spécifique à chaque stratégie et une évaluation commune relative aux critères de jugement du DP 6B pour aller plus loin sur les effets constatés sur les territoires.
- Priorité 6 – DP 6B – Mener une réflexion spécifique sur les TO de la mesure 7 et les zones sans programmation avec les services métiers de la CTG, le PAE et les communes/ communautés de communes guyanaises (recueil des besoins, phasage des projets dans le temps, etc.)

## 4. Guide méthodologique pour la réalisation des futures évaluations du PDRG 2014-2020

*Le guide méthodologique proposé au PAE a été réalisé à partir d'une capitalisation du travail réalisé pour le renseignement du RAMO 2016, d'une analyse approfondie et d'une recherche d'adaptation au contexte guyanais des cadres méthodologiques européens et nationaux et d'un important travail de concertation avec les services du PAE, de la DAAF et des GAL.*

### UN SYSTEME COMMUN DE SUIVI EVALUATION DU PDR PROPOSE PAR L'UE

La période de programmation 2014-2020 propose aux 28 États membres et à leurs autorités de gestion des fonds UE un cadre commun de suivi et d'évaluation (CCSE) visant à mesurer les performances de l'ensemble de la PAC (à la fois du 1<sup>er</sup> pilier – *Paielements directs et mesures de marchés* et du 2<sup>ème</sup> pilier FEADER– *Mesures de développement rural*). Ce cadre est une compilation des règles et des procédures européennes adoptées en décembre 2013 par le Parlement européen (Règlement FESI 1303 et règlement 1305 spécifique au FEADER).

Au sein de ce cadre a été défini un système commun de suivi-évaluation propre au 2<sup>ème</sup> pilier (FEADER) qui s'impose aux autorités de gestion du FEADER. Il permet de rendre compte de la mise en œuvre du FEADER de manière harmonisée, dans le but d'agréger à l'échelle européenne les données et les analyses produites.

Ce référentiel a notamment conduit (ou conduira) les autorités de gestion à :

- Rédiger et maquetter un PDR en tenant compte des priorités de l'Union et des objectifs spécifiques du développement rural (justifier par des logiques d'intervention/comбинаisons de mesures et des résultats attendus) ;
- Suivre et renseigner annuellement des « indicateurs communs de réalisation » qui traduisent la mise en œuvre du PDR (ces indicateurs sont rattachés aux mesures) ;
- Suivre et renseigner en 2017, 2019 et 2023 les « indicateurs communs de résultats / cibles » et des « indicateurs communs de résultat complémentaires » permettant de mesurer les résultats, les effets du FEADER (ces indicateurs sont rattachés à un domaine prioritaire européen) ;
- Si les indicateurs fournis ne sont pas suffisants pour permettre d'évaluer les principaux effets du FEADER, « des indicateurs additionnels de réalisation et/ou de résultat » peuvent être définis par l'AG.

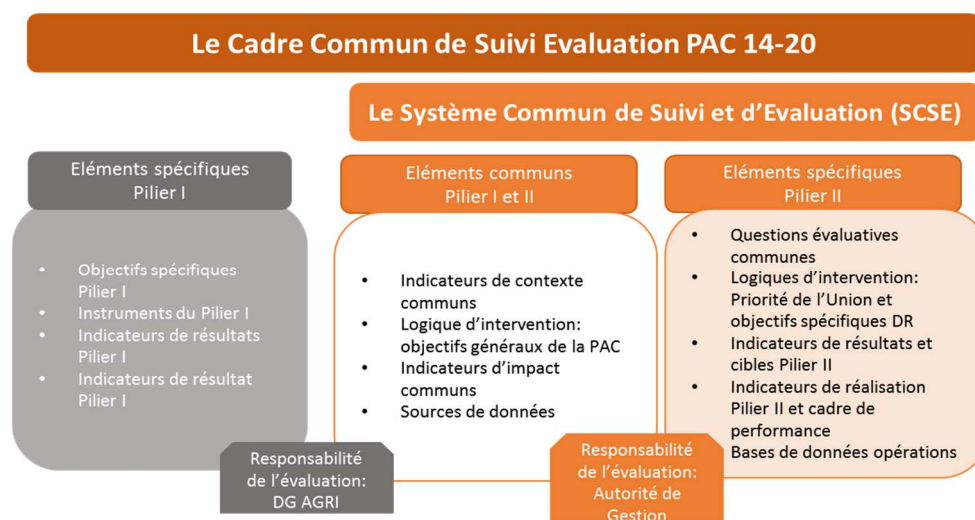


Figure 16 : Système commun de suivi et évaluation



## UNE NECESSAIRE ADAPTATION AU CONTEXTE LOCAL DES QUESTIONS EVALUATIVES COMMUNES

### Les facteurs qui impactent le dimensionnement

L'adaptation des questions évaluatives communes au contexte et à la stratégie de chaque PDR, par la déclinaison de critères de jugement propres au territoire, est nécessaire. C'est ce qui a été réalisé pour toutes les questions évaluatives reliées aux 6 priorités de développement rural et à la mise en œuvre du programme, dans le cadre de cette mission d'accompagnement du PAE de la CTG.

Les différents facteurs qui ont impacté le dimensionnement de la réponse à chaque question évaluative proposée par l'union Européenne sont présentés ci-dessous. On note qu'en Guyane, le principal facteur d'influence est la disponibilité des données.



Figure 17 : Facteurs impactant la construction du référentiel d'évaluation

### Comment « décortiquer » la réponse à la question évaluative pour rendre cette dernière plus accessible ?

Les guides méthodologiques élaborés au niveau européen et national proposent une approche logique d'appréhension de chaque question évaluative. Cette approche a été conservée par les consultants en charge de la mission : ceci permet de conserver l'homogénéité de la remontée de données souhaitée par l'Union Européenne, tout en adaptant le contenu aux réalités de la Guyane.

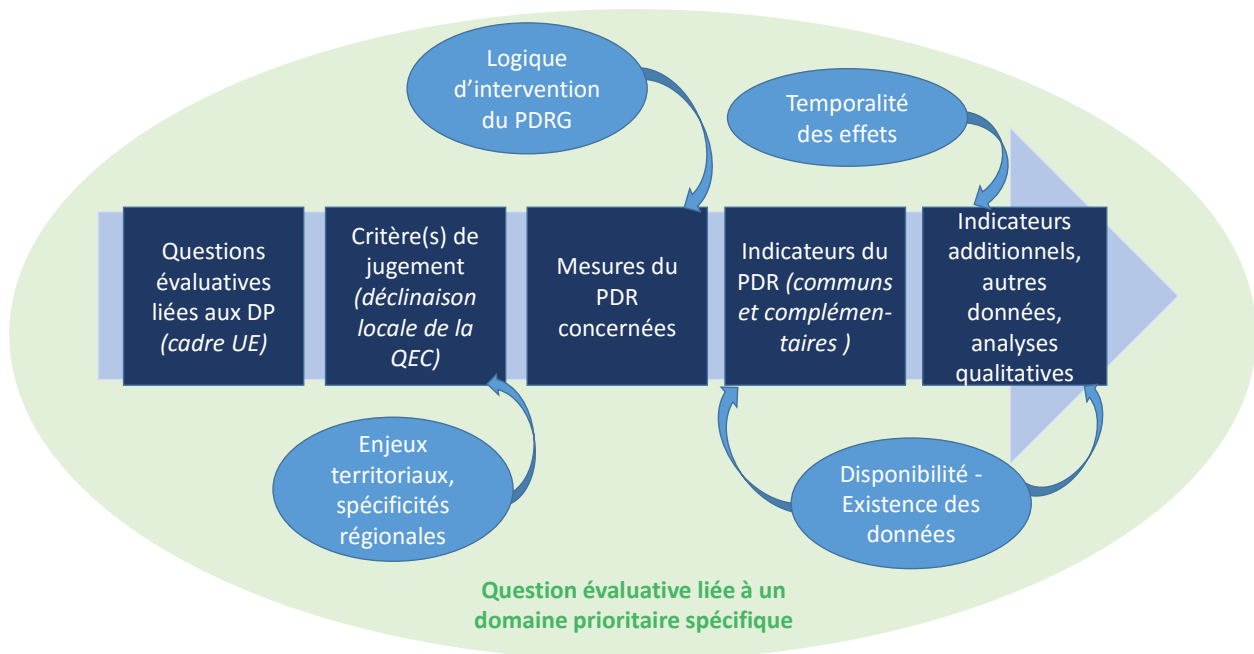


Figure 18 : Schéma simplifié de méthode pour répondre aux questions évaluatives et facteurs de dimensionnement à considérer

L'approche retenue pour répondre aux questions évaluatives s'appuie ainsi sur les éléments suivants :

- La question évaluative est tout d'abord déclinée en critère(s) de jugement qui permettent de cerner tous les aspects de la question et de n'en laisser aucun de côté. Ils expriment le succès attendu d'une intervention. Ces critères de jugement peuvent différer selon les régions en fonction des réalités territoriales. Ils sont inspirés des critères proposés par le Helpdesk Evaluation du Développement Rural (en discussion avec la DG AGRI) et de ceux proposés dans l'AMO nationale (MAAF) et adaptés en fonction des spécificités du programme de Guyane.
- A la question évaluative (et donc au domaine prioritaire considéré) sont également reliées les différentes mesures qui y sont associées dans le PDRG à travers son cadre de performance. Des mesures peuvent également contribuer à l'atteinte des objectifs visés, de manière indirecte (cas des mesures 1 et 2 en particulier qui visent le renforcement des compétences des bénéficiaires et peuvent donc être reliées à beaucoup de domaines prioritaires).
- Des indicateurs sont ensuite proposés pour éclairer la réponse à chaque critère de jugement. Sont à considérer :
  - ▶ Les indicateurs communs ;
  - ▶ Les indicateurs additionnels ;
  - ▶ D'autres données qualitatives qui peuvent être très intéressantes pour compléter la réponse à la question posée.
- Une méthode est enfin déclinée pour chaque indicateur ou données additionnelles à récupérer. (modalités de collecte et le cas échéant de calcul, limites associées)

La figure suivante illustre de manière simplifiée les différentes modalités de collecte et sources de données disponibles pour répondre aux questions évaluatives.

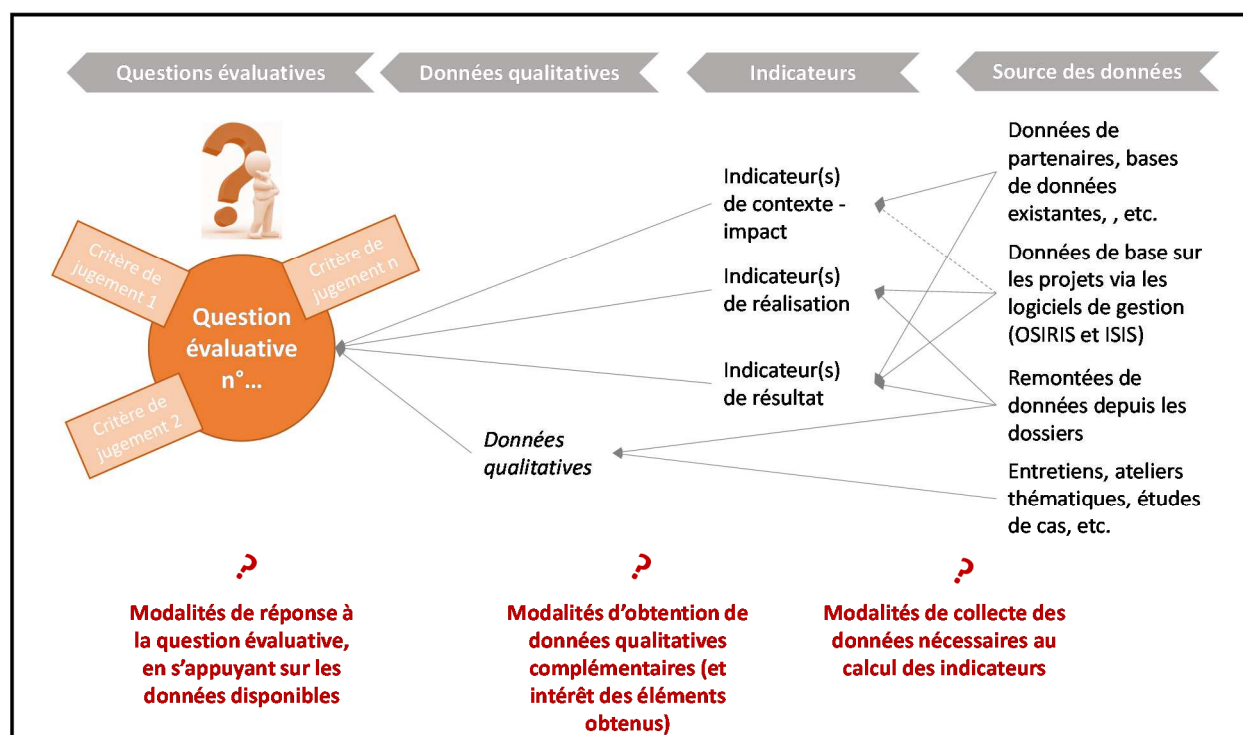


Figure 19 : Sources de données, indicateurs et données qualitatives à envisager pour la réponse à une question évaluative commune

## LE GUIDE METHODOLOGIQUE PROPOSE

Le guide méthodologique constitue un outil d'aide pour les travaux futurs de suivi et d'évaluation que l'autorité de gestion CTG aura à conduire tout au long de la programmation. Il s'appuie sur les référentiels européen et national mais aussi sur le retour d'expérience de la réalisation du RAMO 2016.

Le guide se présente sous la forme d'un fichier Excel facile d'appropriation. Il est décomposé en 2 grandes sections principales :

- Une section de présentation des éléments du PDRG nécessaires à la mise en place du suivi-évaluation, qui comporte 10 onglets :
  - ▶ Un onglet de couverture
  - ▶ Un onglet « sommaire » avec des liens permettant de rejoindre directement les onglets que l'on recherche ;
  - ▶ Un onglet qui fait la synthèse des priorités et domaines prioritaires de développement rural retenus dans le PDR de Guyane ;
  - ▶ Deux onglets qui font la synthèse de la contribution des mesures du PDRG aux différents domaines prioritaires de développement rural :
    - Un onglet qui considère le croisement sous-mesure / DP ;
    - Un onglet qui considère le croisement sous-TO / DP ;
  - ▶ Un onglet qui présente les indicateurs du cadre commun ;
  - ▶ Un onglet synthétisant le cadre de performance inscrit au PDRG ;
  - ▶ Un onglet qui précise le plan d'évaluation retenu pour le PDRG, suite à la mission d'accompagnement menée par BRLi en 2017 ;

- Un onglet qui cible l'ensemble des données qualitatives à récupérer dans le cadre du suivi-évaluation du PDRG, en lien avec les QEC « données\_complémentaires\_quali » ;
- Un onglet qui identifie, par priorité de développement rural, les acteurs à mobiliser dans le cadre du suivi-évaluation du PDRG 2014-2020
- Une section dédiée à la réponse aux questions évaluatives, qui comporte 9 onglets (1 onglet par priorité de développement rural et 1 onglet par QEC dédiée aux autres aspects du PDRG).  
Chacun de ces onglets présente la question évaluative concernée ainsi que l'approche retenue pour y répondre (mesures du PDR liées, critères de jugement, indicateurs, données mobilisées, etc.).

Les figures ci-dessous présentent des copies d'écran illustrant certains contenus du guide méthodologique.

GRILLE DE RÉPONSE AUX QUESTIONS ÉVALUATIVES DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL 2014-2020 DE GUYANE		BRL Ingénierie
Sommaire		VO : Février 2017 V1 : Septembre 2017 V2 : Novembre 2017
Introduction		
Priorités et Domaines prioritaires retenus en Guyane		
Synthèse des mesures / sous-mesures et domaines prioritaires concernés		
Synthèse des sous-TO et domaines prioritaires concernés		
Indicateurs		
Cadre de performance		
Données complémentaires quali		
Acteurs clés à mobiliser pour la démarche de suivi-évaluation		
Question évaluatives		
Questions d'évaluations liées aux domaines prioritaires		
Questions évaluatives pour la priorité 1	QE 1 à 3	
Questions évaluatives pour la priorité 2	QE 4 à 5	
Question évaluative pour la priorité 3	QE 6	
Questions évaluatives pour la priorité 4	QE 8 à 10	
Questions évaluatives pour la priorité 5	QE 13 et 15	
Question évaluative pour la priorité 6	QE 17	
Questions d'évaluation liées à d'autres aspects du PDR		
Question "synergies"	QE 19	
Question "assistance technique"	QE 20	
Question 21	QE 21	

Figure 20 : Copie écran du sommaire du guide méthodologique

Acteurs clés à mobiliser dans la démarche de suivi-évaluation du PDRG2, par priorité de développement rural				
Priorité considérée	Acteurs de l'instruction	Partenaires	Bénéficiaires	Autres
Priorité 1 : Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales	- Agents de la DAAF concernés par les SM 16.1, 16.2, 16.4 et 16.5 - Agents du PAE concernés par la mesure 1 - Agents de la DAAF concernés par la mesure 2	EPLEPPA (CFPPA), Chambre d'agriculture, OPA bénéficiaires, Partenaires à identifier via le Réseau Rural	Exploitants agricoles (bénéficiaire d'actions innovantes menées au sein des GO du PEI et autres), acteurs participants aux actions de coopération PEI et hors PEI	Services métiers de la CTG (agricole-forest, formation et aménagement du territoire)
Priorité 2 : Améliorer la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promouvoir les technologies agricoles innovantes et la gestion durable des forêts	- Agents de la DAAF concernés par les mesures 4, 6 et 8	Chambre d'agriculture, PAI, Syndicat des Jeunes agriculteurs, Centre de formalités des entreprises, service foncier agricole de la DAAF, OPA, Interprofessions, ONF, CFPPA	Exploitants agricoles, entreprises forestières, petites exploitations agricoles	
Priorité 3 : Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être des animaux ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture	- Agents de la DAAF concernés par la SM 4.2.1, la SM 3.1.1 et la SM 16.4	Industries agro-alimentaires, OPA, Interprofessions agricoles, Biosavanes, CCI, Chambre d'agriculture, Lycée agricole Matiti	Industries agro-alimentaires, exploitants agricoles	Services métiers de la CTG (agricole)
Priorité 4 : Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie	- Agents de la DAAF concernés par les mesures 10, 11, 13 et la SM 8.2	DEAL, ODEG, CIRAD, Solicaz, associations naturalistes (GEPOG, Sepanguy, Kwata), Biosavanes	Exploitants agricoles, OPA, entreprises forestières	
Priorité 5 : Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire, ainsi que dans le secteur de la foresterie	- Agents de la DAAF concernés par les SM 10.1, 8.2, 4.3, 6.4, 16.6	DEAL, CIRAD, ADEME, ONF, Guyane Energie Climat	Exploitants agricoles, entreprises et exploitations forestières	
Priorité 6 : Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique	- GAL (pré-instruction des actions SM 19.2 et 19.3) - Agents du PAE concernés par les mesures 7 et 19	GAL, Réseau Rural, communes (relais des GAL) et communautés de communes, ex-DRADL, DAAF, PNRG, CCI, chambre des métiers et de l'artisanat, Comité Régional du Tourisme	Collectivités locales, exploitants agricoles, professionnels, entreprises, monde associatif	GAL (membres des COPROG), services métiers équipements / aménagement du territoire

Figure 21 : Copie écran de l'onglet « acteurs\_clés\_par\_priorités »

DP	N° QE	QE	Mesures / TO concernés par la QE		Approche retenue pour répondre à la question											Recommandations sur la mobilisation dans les RAMO ou en ex post	
			Contribution primaire	Contribution secondaire	Compréhension de la question	Approche méthodologique générale	Critères de jugement	Indicateurs, outils d'analyse (quantitatifs et qualitatifs) et méthodes pour l'évaluation des critères de jugement								RAMO 2018	Ex post
								Type d'indicateur	Nature de l'indicateur	Codex indicateur	Libellé	Périmètre de l'indicateur	Méthodes, outils et sources mobilisés	Limites			
DPA1	1	1. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales ?	Priorité transversale. Pas de contributions primaires	La question vise à analyser les effets des actions liées au développement de l'innovation, de la coopération et du développement des connaissances.  Les mesures concernées sont les mesures 1 "transfert de connaissances et actions d'information", 2 "services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement" pour ce qui concerne le développement des connaissances, ainsi que la mesure 16 et en particulier le PEI pour le volet coopération/innovation.  Nous proposons d'analyser la mesure 1 dans la question 3 portant plus spécifiquement sur la formation et de focaliser cette question sur les actions de conseil et le PEI.	11 Les projets soutenus ont été innovants	Indicateur commun	Indicateur de résultat	T1	Pourcentage de dépenses au titre des articles 14, 15 et 16 du règlement (UE) 1305/2013 en ce qui concerne le montant total des dépenses pour le PDR	Mesures 1,2 et 16	Total des dépenses des mesures 1,2 et 16 sur le total des dépenses du PDR - Données OSRS (autorité de gestion)	f	x	x			
						Indicateur additionnel	Indicateur de résultat	/	Pourcentage de dépenses au titre de projets innovants sur l'ensemble des projets soutenus dans le cadre de cette priorité	Sous-mesures 16.1 et 16.2	- Données OSRS (autorité de gestion) dans le cadre du PEI	- Définition projet innovant : restriction au périmètre du PEI pour avoir une donnée homogène et fiable. La définition peut évoluer.	x	x			
						Indicateur commun	Indicateur de réalisation	O13	Nombre de bénéficiaires des actions de conseil soutenus	Mesure 2	- Données OSRS (autorité de gestion)	f	x	x			
						Indicateur additionnel	Indicateur de réalisation	/	Thématiques des actions de conseil	Mesure 2	- Analyse des besoins des agriculteurs en fonction de la sollicitation des bénéficiaires sur le terrain par thématiques - Données OSRS (autorité de gestion) - Enquête/études de cas auprès des structures de conseil et des bénéficiaires des actions de conseil	- Besoin de clarifier les thématiques	x				
						Indicateur commun	Indicateur de réalisation	O16	O16 : Nombre de groupes opérationnels créés	Sous-mesure 16.1	- Données OSRS (autorité de gestion)	f	x	x			
						Indicateur commun	Indicateur de réalisation	O16bis	O16bis : Nombre et type de partenariats impliqués dans les projets de coopération	Mesure 16	- Données OSRS (autorité de gestion) - Données qualitatives de l'AG sur les partenariats en place et la connaissance des acteurs impliqués (services métiers - Réseau Rural) - Etude de cas auprès des groupes opérationnels PEI	- Types de partenariats à définir au préalable (recherche, organismes socio-pro, exploitants, ...)	x	x			
						Indicateur commun	Indicateur de réalisation	O16ter	O16ter : Nombre d'opérations mises en œuvre dans le cadre du PEI	Sous-mesure 16.2	- Données OSRS (autorité de gestion) - Remontée de l'information depuis les dossiers des GO PEI (SI)	f	x	x			
						Indicateur additionnel	Indicateur de résultat	/	Nombre d'opérations innovantes soutenues ayant débouché sur des actions de diffusion à destination du monde rural	Mesure 16	- Remontée de l'information depuis les dossiers du PEI en prévoyant une typologie d'actions de diffusion et d'actions diffusées - Recueil d'informations auprès du Réseau Rural	f	(x)	x			
						Indicateur additionnel	Indicateur d'impact	/	Effets du dispositif GO PEI en termes d'innovation, de démarche partenariale et de diffusion	Mesure 16	- Etudes de cas auprès des groupes opérationnels PEI - Enquête auprès des bénéficiaires indirects (exploitants agricoles par exemple)	- Approche qualitative nécessaire	x				
						Indicateur commun	Indicateur de résultat	T2 (O16+O17)	Nombre total des actions de coopération bénéficiant d'une aide au titre de la mesure de coopération (article 35) (groupements, réseaux et pôles, projets pilotes, ...)	Mesure 16	- Données OSRS (autorité de gestion), calculé à partir des indicateurs O16 et O17	f	x	x			
						Indicateur additionnel	Indicateur de résultat	/	O16bis : Nombre et types de partenariats impliqués dans les projets de coopération 16.4	Mesure 16 (16.5, 16.4)	- Données OSRS (autorité de gestion) - Remontée de l'information depuis les dossiers de coopération (autorité de gestion et SI)	- Types de partenariats à définir au préalable (recherche, organismes socio-pro, exploitants, ...)	x	x			

Figure 22 : Copie-écran de l'onglet présentant la méthode de réponse à la question évaluative n°1 (DP 1A)



Données qualitatives complémentaires, nécessaires à la réponse aux questions évaluatives											
Questions évaluatives nécessitant un recueil de données complémentaires			Outil(s) mobilisé(s)				Modalités spécifiques de collecte				Points de vigilance / Prérequis
N° QE et critère	Indicateur concerné	Donnée(s) recherchée(s)	Analyse des dossiers à l'instruction	Enquêtes	Etudes de cas / Evaluation flash	Ateliers de travail thématiques	Personnes à mobiliser	Méthode	Fréquence		
Q4 - critère 4.2	Typologie de projets et de bénéficiaires pour les investissements dans la restructuration ou la modernisation	Données qualitatives pour établir une typologie de projets pertinents et permettre un suivi des SI systématisé	x				Services instructeurs de la DAAF et service suivi-évaluation du PAE	L'analyse reposera principalement sur une analyse des dossiers à l'instruction pour caractériser au mieux les projets de modernisation et restructuration soutenus. Une typologie de projets sera établie entre le service suivi-évaluation du PAE et les agents instructeurs compétents à la DAAF	2018 et au fil de l'eau + ex post	- Besoin de définir des typologies et catégories de bénéficiaires et investissements pertinents pour la Guyane - Suivi formalisé et systématisé à mettre en place avec les SI début 2018 - Définir qui se chargera de la saisie des données antérieures à 2018 (rattrapage)	
Q5 - critères 5.1 et 5.3	- % de femmes chez les bénéficiaires de la DUA et de la DPA - Age moyen des exploitants et des exploitantes accompagnés	Proportion H/F et âge des bénéficiaires des aides DUA et DPA	x				Services instructeurs de la DAAF et service suivi-évaluation du PAE	L'analyse reposera principalement sur une analyse des dossiers à l'instruction pour caractériser au mieux les nouveaux installés. Des catégories d'âge seront proposées afin de réaliser un cochage systématique des dossiers	2018 et au fil de l'eau + ex post	- Suivi formalisé et systématisé à mettre en place avec les SI début 2018 - Définir qui se chargera de la saisie des données antérieures à 2018 (rattrapage)	
Q16a - critères 4bis1	- Volume supplémentaire de bois d'œuvre et de bois énergie exploités - Evolution du CA dans les entreprises forestières bénéficiant d'un soutien	Données quantitatives et qualitatives pour caractériser l'augmentation de production	[x]	x			Services instructeurs de la DAAF, bénéficiaires des aides	L'analyse consistera à interroger in direct les bénéficiaires des aides concernées pour comprendre en quoi elles ont aidé leurs activités à développer et à prendre de l'ampleur : augmentation de CA, augmentation de la production, etc. L'entretien pour mêler des questions qualitatives et quantitatives.	test en 2018 et ex post	- Données sensibles à récupérer. Etudier la faisabilité en amont.	
Q16a - critères 4bis2	- Linéaire de pistes créés et/ou renforcé - Surface forestière rendue accessible - Volume de grumes directement rendu accessible	Données qualitatives et quantitatives pour mieux caractériser l'accessibilité des parcelles forestières	x	x			Services instructeurs de la DAAF des TO forestiers concernés	L'analyse reposera sur une analyse systématisée des dossiers à l'instruction pour caractériser l'amélioration de l'accessibilité des parcelles forestières. Un entretien avec l'ONF au cours de la programmation pourra également compléter l'analyse sur les surfaces forestières.	2018 et au fil de l'eau + ex post	- Suivi formalisé et systématisé à mettre en place avec les SI début 2018 - Définir qui se chargera de la saisie des données antérieures à 2018 (rattrapage)	
QE 6 (critères 6.1 et 6.4)	Evolution du résultat économique des entreprises ayant participé à des systèmes de qualité, circuits courts, d'adhésion à une CP, etc.	Données de CA des entreprises et exploitations ou delta de CA observé depuis la mise en place de systèmes qualité, circuits courts, d'adhésion à une CP, etc.		x			Interprofession du bio et autres systèmes qualité, entreprises, exploitants bénéficiaires, Réseau Rural	Il s'agira de mener des enquêtes ciblées pour pouvoir approcher au mieux cette donnée sensible (approche par le biais de la valorisation des produits, augmentation du CA, changement d'image, mêlant questions quantitatives et qualitatives). Un échantillon de bénéficiaires devra être établi.	2018 et ex post	Données sensibles à récupérer. Prévoir des entretiens bilatéraux avec quelques personnes référentes.	
	Nombre d'actions de communication ou de promotion mises en place par des groupements de producteurs, organisations professionnelles orientées vers la qualité ou les circuits courts	/	x			x	Réseau Rural, bénéficiaires des aides (dont CPA, GP)	Au vu du nombre relativement limité de dossier préexistant, l'analyse pourra se faire à partir d'une analyse des informations contenues dans les dossiers d'instruction et via des ateliers thématiques regroupant quelques bénéficiaires actifs.	2018 et au fil de l'eau		
Q8 - critère 8.2	Part des bénéficiaires ayant modifié leurs pratiques vers des pratiques favorables à la biodiversité suite à la souscription d'une ou plusieurs mesure(s)	Données qualitatives sur les changements de pratiques observés dans les exploitations agricoles (en particulier mesures 10, 11 et 13 mais aussi 1, 2, 4 et 16) en lien avec la préservation de la biodiversité et des paysages	x	x		x	DEAL, services instructeurs des mesures 10, 11 et 13  Bénéficiaires des mesures 1, 2, 4, 10, 11, 13 et 16	- Enquête internet à destination d'un échantillon représentatif des bénéficiaires de ces mesures et d'acteurs agricoles non bénéficiaires (questions portant sur un état des lieux du système de production, les aides reçues du PDR) le cas échéant, l'évolution des pratiques suite à l'obtention d'une aide, la projection pour l'avenir). - Pour affiner qualitativement l'analyse sur les mesures 10, 11 et 13 ateliers de travail thématiques ciblés (fonction des retours du questionnaire) impliquant bénéficiaires, partenaires et services instructeurs	- Analyse des dossiers à l'instruction en continu - 2019 : enquête bénéficiaires et ateliers de travail restreints (SI et partenaires clés) - Ex post : enquête bénéficiaires pour bénéficier d'un recul sur les changements de pratiques et ateliers de travail	Préalable : identification des pratiques agricoles favorables à la préservation de la biodiversité et des paysages	
Q9 - critère 9.2	Part des bénéficiaires ayant modifié leurs pratiques vers des pratiques favorables à la biodiversité suite à la souscription d'une ou plusieurs mesure(s)	Données qualitatives sur les changements de pratiques observés dans les exploitations agricoles (en particulier mesures 10, 11 et 13 mais aussi 1, 2, 4 et 16) en lien avec la préservation de la biodiversité et des paysages	x	x	[x]	x	DREAL, DDEG, services instructeurs des mesures 10, 11 et 13, bénéficiaires	- Analyse des dossiers à l'instruction sur les actions qui peuvent concerner indirectement l'amélioration de la biodiversité (à minima fléchage des dossiers sur les OP secondaires concernés) pour les mesures 1, 2, 4 et 16		Préalable : identification des pratiques agricoles favorables à la préservation de la qualité de l'eau	
Sommaire   Priorités et DP   Synthèse Mesures   Synthèse Sous TO   Indicateurs   Cadre de performance   Plan-évaluation   PDRG   Données complémentaires qualifiées   Acteurs des par priorité   QE- P1   QE ...   (+)   (-)   (x)   (y)   (z)   (w)   (v)   (u)   (t)   (s)   (r)   (q)   (p)   (o)   (n)   (m)   (l)   (k)   (j)   (i)   (h)   (g)   (f)   (e)   (d)   (c)   (b)   (a)											

Figure 23 : Copie écran de l'onglet « Données\_complémentaires\_quali »





# ANNEXES



## Annexe 1. Liste des personnes rencontrées dans le cadre de l'étude

Nom	Organisme et /ou fonction
<b>Delphine LASSELIN</b>	Directrice du Pôle Affaires Européennes – PAE
<b>Anaïs TANKAM</b>	Chargée de suivi-évaluation des FESI – PAE
<b>Lauriane COVIS</b>	Chargée de suivi-évaluation es FESI – PAE
<b>Christelle DELGRANGE</b>	Direction pilotage des FESI, en charge du pilotage FEADER – PAE
<b>Cécile RABIER</b>	Chef du service Instruction – PAE
<b>Amandine SOURY</b>	Instructeur LEADER – PAE
<b>Ludmilla</b>	Instructeur mesure 1 – PAE
<b>Monette CORASON</b>	Instructeur - PAE
<b>Maud MIRAVL</b>	Directrice de la Direction pilotage des FESI – PAE
<b>Georgia LARANCE</b>	Service communication de la Direction pilotage – PAE
<b>Kelly CLET</b>	Service communication de la Direction pilotage – PAE
<b>Frantz SIMON</b>	Direction pilotage des FESI, agent d'accueil – PAE
<b>Karine LEOPOLD</b>	Direction pilotage des FESI – PAE
<b>Ruddy HO-A-SIM</b>	Direction pilotage des FESI – PAE
<b>Marie-Marthe MORMIN</b>	Direction pilotage des FESI, assistante de direction – PAE
<b>Roselin CERIN</b>	Gestion lien CNES – PAE
<b>Cécile JABOIN</b>	Directrice de la Direction gestion - PAE
<b>Stéphane FERBLANTIER</b>	Chef de service systèmes d'informations pour les fonds UE - PAE
<b>Wanessa LEON</b>	Systèmes d'informations pour les fonds UE – PAE
<b>Deborah SA SILVA FERREIRA</b>	Service qualité contrôle à la Direction gestion – PAE
<b>Hervé TONNAIRE</b>	Directeur général des Services de la CTG
<b>Maïta BERTON</b>	Chargée de mission développement local – CTG
<b>Olga NERAULT</b>	Chargée de mission formation professionnelle – CTG
<b>Yveline LALSIE</b>	Responsable service formation professionnelle – CTG
<b>Bénédicte MAXIMIN-BOUTIN</b>	Service BTP, Bois, activités extractives – CTG
<b>Karine SMOCK</b>	Chargée de mission – SAAE – CTG
<b>Jérémy LECAILLE</b>	Chargé de mission agriculture – CTG
<b>Sébastien HOARAU</b>	Chef d'unité exploitations agricoles – DAAF

Nom	Organisme et /ou fonction
<b>Christian TESSIER</b>	Instruction TO 411 et 611 (SEAF) – DAAF
<b>Vania DE JESUS</b>	Instructeur 16.2.1 (SEAF) – DAAF
<b>Sitty SAINT-CLAIR ALI</b>	Instructeur 16.2.1, 4.2.1, 8.6.1, 6.4.1, 2.1.1 et 16.8.1 (SEAF) – DAAF
<b>Ursula SOMMER</b>	Instructeur TO 4.2.1 (SEAF) – DAAF
<b>Odile RATABOUIL</b>	Mission Programmation Européenne – DAAF
<b>Tifenn JEHANNO</b>	Mission Programmation Européenne – DAAF
<b>Elise CADET</b>	Service Formation et Développement – DAAF
<b>Gwladys BERNARD</b>	Chef Unité Forêt-Bois – DAAF
<b>Louis BELVEZE</b>	Adjoint au chef de service du SEAF – DAAF
<b>Bernard LYONNAZ - PERROUX</b>	Chef du SEAF – DAAF
<b>Cécile DUBOIS-COLI</b>	Chef de service agricole, développement rural et pêche – ASP
<b>Thierry BATAILLE</b>	CNES
<b>Alex AGAPIT</b>	CNES
<b>J.P. ZEBUS</b>	CNES
<b>Nicole HUM</b>	CFPPA
<b>Matthieu CALATAYUD</b>	Animateur GAL des Savanes
<b>Aurélie PROTO</b>	Animatrice GAL de l'Est
<b>Delphine PINAULT</b>	Animatrice GAL du Centre (Agglo'GAL)

## Annexe 2. Retours de la commission européenne sur les travaux du RAMO 2016

### ❖ Retour officiel RAMO FEADER 2016 : AG GUYANE

Observations de la CE (29 août 2017)	Réponses de l'AG (04 septembre 2017)
<p><b>Section 1</b> (Informations clés sur la mise en œuvre du programme et ses priorités) et section 11 (tableaux d'encodage des indicateurs et des valeurs cibles) :</p> <p>En règle générale, l'AG est invitée à vérifier les données figurant dans les différents tableaux de la section 11, la cohérence des informations entre les différents tableaux ainsi qu'avec la section 1.c) et le RAMO 2015.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Tableau B2.1: les indicateurs O18 et O19 relatifs à LEADER pourraient être complétés car les stratégies des GAL ont déjà été sélectionnées;</li> <li>Tableau D: l'indicateur R22/T21 sur le pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (DP6B) pourrait être complété car les stratégies des GAL ont déjà été sélectionnées.</li> <li>Tableau F1: l'indicateur réalisé du cadre de performance relatif à la population concernée par les GAL (DP6B) pourrait être complété car les stratégies des GAL ont déjà été sélectionnées.</li> </ul>	<p><b>B2.1 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>O18 - Population couverte par les GAL : <b>83000</b></li> <li>O19 - Nb de GAL sélectionnés : <b>5</b></li> </ul> <p><b>R22/T21 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B) : <b>98,19% (donnée calculée par SFC à partir de l'O18 et des données du PDR)</b></li> </ul> <p><b>F1 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Population concernée par les groupes d'action locale (domaine prioritaire 6B): <b>83 000</b></li> <li>Nombre d'opérations bénéficiant d'un soutien visant à améliorer les services de base et les infrastructures dans les zones rurales (domaines prioritaires 6B et 6C) : <b>0 car opérations non soldées</b></li> </ul>
<p>A la section 1.c) du RAMO, l'AG est invitée à faire part de l'état d'avancement des mesures sans dépenses engagées en 2014-2016 notamment les difficultés rencontrées et les actions entreprises pour la mise en œuvre.</p>	<p>L'autorité de gestion a précisé les éléments demandés ; et notamment les raisons de l'absence d'engagement pour certaines mesures.</p>

### ❖ Retour officiel RAMO FEADER 2016 : AG GUYANE

<p><b>Section 2</b> (Etat d'avancement du plan d'évaluation)</p> <p>La section 2.c) pourrait être complétée avec une description plus détaillée des activités entamées dans le cadre de la fourniture et gestion des données notamment les données et les indicateurs manquants spécifiques pour caractériser la situation en Guyane.</p>	<p>Fin 2016 une évaluation de mise en œuvre du PDRG (décrite davantage section 2.b) a été lancée pour accompagner l'AG dans le cadre de la fourniture et gestion des données ; et notamment pour définir des méthodes de collecte pour les données et indicateurs manquants. En effet, dans le cadre des RAMOs approfondis, des réponses détaillées aux questions évaluatives sont attendues par la CE. L'AG a donc profité de cette occasion pour mener un travail en profondeur sur les indicateurs additionnels et spécifiques à la Guyane, avec le cabinet sélectionné dans le cadre de cet appel d'offre (décembre 2016).</p>
<p>Si le manque de données permettant de quantifier de façon adéquate les indicateurs de résultat a certainement limité l'évaluation présentée, les aspects suivants devraient être pris en compte pour des évaluations futures, notamment celle de 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La majorité des indicateurs de résultat n'ont pas pu être complètement quantifiés ayant été remplacés par des approches qualitatives afin de répondre aux QEC. Bien que ceci puisse se justifier par le faible taux de finalisation des actions à la fin 2016, il est important de <b>mettre en place et/ou améliorer les éléments nécessaires (données, méthodes) pour être en mesure de compiler ces indicateurs lors de l'évaluation de 2019</b>. La question de la disponibilité et la fiabilité des données semble particulièrement importante et demande d'être considérée dès à présent en vue de préparer les évaluations futures. Seulement ainsi ces indicateurs pourront être utilisés pour répondre aux questions évaluatives.</li> <li>Nous vous invitons à utiliser l'évaluation de 2017 pour développer davantage les méthodes évaluatives de manière à assurer une base analytique suffisante aux réponses apportées aux QEC.</li> </ul>	<p>L'évaluation de mise en œuvre réalisée grâce à l'assistance à maîtrise d'ouvrage du cabinet BRL a en effet ces objectifs. Elle a d'ailleurs été prolongée suite à la finalisation du RAMO et à la réponse aux questions évaluatives. Ce, sur plusieurs mois, afin d'améliorer ces aspects (fourniture et disponibilité des données, méthode de collecte, compilation des indicateurs, tableaux de bord...) et d'accompagner l'AG pour développer les méthodes évaluatives.</p> <p>En parallèle de cette évaluation, le département de gestion du Pôle Affaires Européennes a également fait appel à une AMO pour l'élaboration des procédures de gestion et de contrôle FEADER.</p>